



Comité des obstacles techniques au commerce

**VINGT-SEPTIÈME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE ET
DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD OTC**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

Le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC (le Comité) procédera au vingt-septième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (l'Accord OTC), au titre de l'article 15.3 de l'Accord, à sa prochaine réunion du 9 au 11 mars 2022. Le présent document traite des travaux du Comité concernant la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE	4
2 MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS	7
3 TRANSPARENCE ET NOTIFICATIONS	8
3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité	8
3.1.1 Tendances	8
3.1.2 Notifications présentées, par Membre	10
3.1.3 Utilisation des modèles de notification	12
3.1.4 Notifications par niveau de développement et par région	14
3.1.5 Approches régionales de la notification	16
3.1.6 Délai prévu dans les notifications pour la présentation d'observations	17
3.1.7 Objectifs déclarés des notifications.....	20
3.1.8 Produits (codes du SH) visés par les notifications.....	20
3.1.9 COVID-19.....	21
3.1.10 Outils de notification en ligne	22
3.2 Autres notifications OTC	24
3.2.1 Notifications au titre de l'article 10.7	24
3.2.2 Notifications au titre de l'article 15.2.....	25
3.2.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")	25
3.3 Points d'information OTC	25
3.4 Textes définitifs adoptés: renseignements sur les sites Web.....	26
4 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES	27
4.1 Tendances	27
4.2 PCS par Membre	30
4.2.1 Membres soulevant des PCS.....	30
4.2.2 Membres répondant à des PCS	31
4.3 PCS par région et par niveau de développement.....	33
4.4 Types de préoccupations soulevées.....	35
4.5 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS	36
4.6 Produits visés par les nouvelles PCS.....	37
4.7 COVID-19.....	39
4.8 Nombre de fois où une PCS a été soulevée	39
4.9 Rapport entre les notifications et les PCS.....	41
4.10 Utilisation d'eAgenda.....	42
5 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC	43
6 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT.....	43
ANNEXE.....	44
A. Notifications présentées, par Membre, 1995-2021.....	44
B. Recommandation révisée du Comité sur l'utilisation cohérente des modèles de notification.....	47

C. Pourcentage de notifications qui prévoient une période pour la présentation d'observations, par Membre, 2021	49
D. Résumé des PCS soulevées en 2021.....	50
E. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2021	61
F. Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2.....	71

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1.1. Mme Elisa María Olmeda de Alejandro (Mexique) été élue par le Comité OTC à sa présidence pour 2021. Trois réunions ordinaires ont été tenues, respectivement du 24 au 26 février², du 2 au 4 et 9 juin³ et du 10 au 12 novembre.⁴

1.2. Le Comité **a achevé avec succès le neuvième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC** et a adopté son rapport sur le neuvième examen triennal⁵ (section 2).

1.3. **La transparence demeure une force.** Dans l'ensemble, le niveau de mise en œuvre par les Membres de l'OMC des obligations en matière de transparence découlant de l'Accord OTC est élevé, et cela s'est maintenu en 2021. Depuis que l'Accord est entré en vigueur:

- a. 142 Membres (87% des Membres) ont présenté au moins une notification concernant un projet de règlement technique ou de procédure d'évaluation de la conformité, soit un total de 43 956 notifications (article 10.6; section 3.1.1);
- b. 145 Membres (88% des Membres) ont présenté au moins une notification consistant en une déclaration relative à la mise en œuvre et à l'administration de l'Accord (article 15.2; section 3.2.2);
- c. 158 Membres (96% des Membres) ont fourni les coordonnées de leur point d'information sur les OTC (article 10.1 et 10.2; section 3.3); cependant,
- d. seuls 25 Membres (15% des Membres) ont présenté au moins une notification concernant un accord bilatéral ou régional portant sur des questions relatives aux mesures OTC (article 10.7; section 3.2.1).

1.4. Notifications en 2021:

- a. **3 966** notifications portant sur des mesures OTC nouvelles ou modifiées (un record). **83 Membres** (plus de la moitié des Membres actuels de l'OMC) ont présenté au moins une notification au cours de l'année (section 3.1.1);
- b. **Une augmentation attribuable à la participation des pays en développement et des pays les moins avancés.** L'augmentation générale du nombre de notifications est induite par la participation élevée des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA). En 2021, la grande majorité des *nouvelles* notifications (85%) a été présentée par les pays en développement et PMA Membres (section 3.1.4);
- c. **Une augmentation de 63% du nombre de notifications présentées par les pays les moins avancés Membres.** En 2021, le nombre de notifications présentées par les PMA Membres a connu une hausse de 63% par rapport à 2020. En comparaison, cette augmentation n'avait été que de 5% entre 2019 et 2020 (section 3.1.4);
- d. **Les Membres africains continuent d'être actifs.** Les Membres africains ont à nouveau été parmi les plus actifs en matière de notifications OTC. Cinq pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) figuraient parmi les 10 Membres ayant présenté le plus de notifications: l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi. L'augmentation du nombre de notifications présentées par des Membres africains est notable depuis 2015, ces derniers ayant présenté plus d'un tiers de l'ensemble des nouvelles notifications en 2021 (sections 3.1.2 et 3.1.4);

² [G/TBT/M/83](#).

³ [G/TBT/M/84](#).

⁴ [G/TBT/M/85](#).

⁵ [G/TBT/46](#).

- e. **COVID-19.** Plus de 70 notifications de mesures liées à la COVID-19 ont été présentées en 2021, et cette maladie était au cœur d'un certain nombre de PCS (sections 3.1.9 et 4.7);
- f. **Moins de 60 jours pour la présentation d'observations, mais davantage de prolongations.** Les Membres continuent de ménager moins que le délai recommandé de 60 jours pour la présentation d'observations (en moyenne 57 jours en 2021). Depuis 2015, les Membres ont accordé moins de 60 jours pour la présentation d'observations (entre 55 et 57 jours). Cette année, 31 Membres ont ménagé un délai de 60 jours ou plus en moyenne. Sur une note plus positive, les Membres utilisent de plus en plus les addenda pour prolonger les délais pour la présentation d'observations (section 3.1.6);
- g. **Utilisation du nouveau modèle d'addendum.** Le modèle d'addendum révisé, adopté en novembre 2019, a été mis en œuvre en juillet 2020; jusqu'à présent, il a principalement été utilisé pour fournir des renseignements relatifs à l'adoption, à la publication ou à l'entrée en vigueur de mesures (section 3.1.3);
- h. **Utilisation accrue des outils électroniques.** L'utilisation du système de présentation des notifications OTC (TBT NSS) reste importante: 88% de l'ensemble des notifications OTC ont été présentées au moyen du TBT NSS, contre 35% en 2014 (section 3.1.10.1). Il en va de même pour le système ePing. À la fin de 2021, le nombre d'abonnés était passé à 15 443 contre 12 360 à la fin de 2020, et plus de la moitié des nouveaux abonnés provenaient du secteur privé (section 3.1.10.2) En 2021, la participation aux PCS a augmenté, 41 Membres ayant soulevé au moins une PCS (nouvelle et soulevée précédemment), (sections 4.1 et 4.2); et
- i. **Programmes de travail sur les normes.** 49 notifications concernant l'existence ou la mise à jour de programmes de travail ont été reçues de la part de 34 organismes à activité normative différents au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes. Deux nouveaux organismes à activité normative ont notifié leur acceptation du Code. Dans l'ensemble, 193 organismes à activité normative de 146 Membres ou observateurs ont accepté le Code depuis 1995 (section 3.2.3).

1.5. Préoccupations commerciales spécifiques (PCS) en 2021:

- a. **Augmentation du nombre de nouvelles préoccupations, sous l'impulsion des pays en développement Membres.** Les Membres ont examiné un total de 257 PCS, dont 64 nouvelles préoccupations. Le nombre de nouvelles préoccupations soulevées est le plus élevé jamais enregistré depuis 1995, avec 7 de plus qu'en 2020 (section 4.1). En 2021, le groupe des pays en développement Membres a soulevé le plus grand nombre de nouvelles PCS depuis 1995 (section 4.3) En 2021, la participation aux PCS a augmenté, 41 Membres ayant soulevé au moins une PCS (nouvelle et soulevée précédemment), (sections 4.1 et 4.2);
- b. **Participation plus large.** Depuis 1995, 70 Membres (43% des Membres) ont soulevé au moins une PCS au Comité OTC. En 2021, la participation aux PCS a augmenté, 41 Membres ayant soulevé au moins une PCS (nouvelle et soulevée précédemment), (sections 4.1 et 4.2);
- c. **Augmentation de l'utilisation d'eAgenda.** La participation accrue a été facilitée par l'utilisation d'eAgenda. Il s'agit d'un outil de gestion de la présentation en ligne de PCS qui permet aux Membres de collaborer à l'établissement de l'ordre du jour en temps réel, améliorant ainsi la transparence et donnant aux Membres plus de temps pour se préparer (section 4.10);
- d. **De nombreuses PCS inactives.** Une part importante de PCS *ne figurent plus à l'ordre du jour*. 75% de l'ensemble des PCS examinées dans le cadre du Comité OTC depuis 1995 n'ont pas été soulevées au cours des deux dernières années. Toutefois, en 2021, les Membres sont revenus sur des PCS de longue date, dont certaines ont été soulevées 18 à 38 fois (section 4.8); et

- e. **La plupart des PCS concernent des notifications.** Il existe une complémentarité entre la notification de mesures projetées et leur examen dans le cadre du Comité. 66% de l'ensemble des PCS soulevées entre 1995 et 2021 concernent des mesures notifiées (section 4.9).

1.6. Autres faits nouveaux en 2021:

- a. S'agissant de **l'assistance technique**, même si la fourniture d'activités est restée perturbée par la pandémie, le Secrétariat a pu organiser diverses activités d'assistance technique liées aux OTC à distance (ateliers ou séminaires virtuels) (section 6).

2 MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS

2.1. Le Comité OTC a achevé avec succès le neuvième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC et a adopté son rapport sur le neuvième examen triennal à la réunion du 10 au 12 novembre.⁶ Le rapport sur le neuvième examen triennal contient 37 recommandations qui orientent le programme de travail du Comité pour 2022-2024 et visent à réduire les obstacles techniques au commerce entre les Membres de l'OMC. Les recommandations portent sur un éventail de questions, dont les suivantes:

- a. **Bonnes pratiques réglementaires:** les Membres sont convenus de discuter de leurs procédures et processus existants permettant de veiller à ce que les autorités de réglementation tiennent compte des obligations OTC⁷;
- b. **Coopération réglementaire entre les Membres:** les Membres sont convenus de discuter de la coopération réglementaire dans les domaines du changement climatique, de la réglementation concernant des matières plastiques, des produits numériques, de la cybersécurité et des MPME⁸;
- c. **Procédures d'évaluation de la conformité:** les Membres sont convenus d'achever l'élaboration de lignes directrices pratiques et non prescriptives concernant le choix et la conception des procédures d'évaluation de la conformité⁹;
- d. **Normes:** les Membres sont convenus de discuter de l'élaboration des normes dans le Codex¹⁰;
- e. **Transparence:** les Membres se sont accordés sur une série de recommandations concernant les outils en ligne, le traitement des observations, le délai de présentation des notifications, la présentation des notifications (mode de présentation et directives), la fourniture de traductions, la coordination intérieure, les notifications au titre de l'article 10.7 et les communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC (article 15.2)¹¹;
- f. **Assistance technique:** les Membres ont demandé au Secrétariat d'organiser des formations sur les codes du SH et de l'ICS dans les notifications, et les Membres sont convenus d'élaborer un guide des bonnes pratiques sur la manière d'améliorer les produits visés dans les notifications et de formuler des observations concernant les notifications¹²;
- g. **COVID-19:** afin d'améliorer l'état de préparation à de futures pandémies, les Membres sont convenus d'examiner et de compiler les meilleures pratiques concernant les normes internationales, les procédures d'évaluation de la conformité et la coopération réglementaire internationale¹³; et
- h. **Séances thématiques:** les Membres sont convenus de tenir une série de séances thématiques, y compris sur les procédures d'évaluation de la conformité, la transparence, la coopération réglementaire entre les Membres, les bonnes pratiques de réglementation et les normes.¹⁴

⁶ [G/TBT/46](#).

⁷ [G/TBT/46](#), paragraphe 1.7.a.

⁸ [G/TBT/46](#), paragraphe 2.11.

⁹ [G/TBT/46](#), paragraphe 4.18.a.

¹⁰ [G/TBT/46](#), paragraphe 5.12.a.

¹¹ [G/TBT/46](#), paragraphe 6.29.

¹² [G/TBT/46](#), paragraphe 7.13.

¹³ [G/TBT/46](#), paragraphe 8.4.

¹⁴ [G/TBT/46](#), paragraphe 9.5.c.

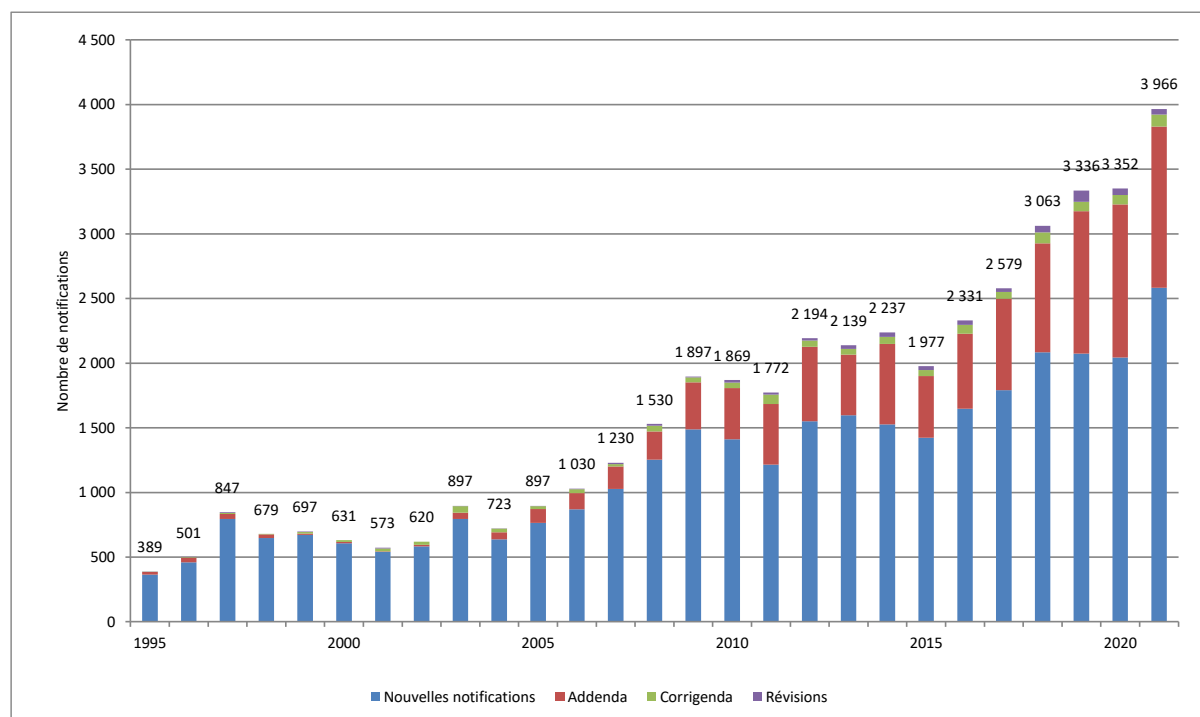
3 TRANSPARENCE ET NOTIFICATIONS¹⁵

3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité

3.1.1 Tendances

3.1. En 2021, les Membres ont battu tous les records précédents en termes de volume des notifications des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité présentées au Comité OTC. Alors qu'il avait stagné l'année précédente, le nombre total de notifications a augmenté de 18% par rapport à 2020, suivant la tendance d'une croissance annuelle moyenne de 14% observée entre 2015 et 2019 (figure 1a).

Figure 1a: Nombre total de notifications OTC, 1995-2021¹⁶

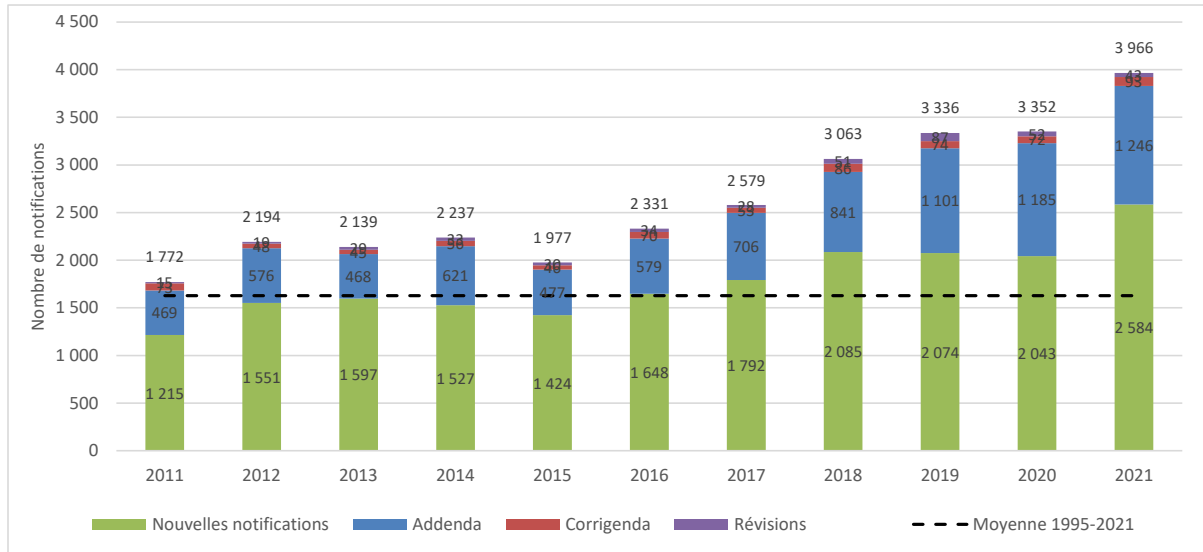


3.2. Au total, les Membres ont présenté 3 966 notifications portant sur des mesures nouvelles ou modifiées. Ce chiffre comprend un nombre sans précédent de nouvelles notifications (2 584), ainsi que 1 246 addenda et 93 corrigenda à des notifications existantes, et 43 révisions (figure 1b).¹⁷

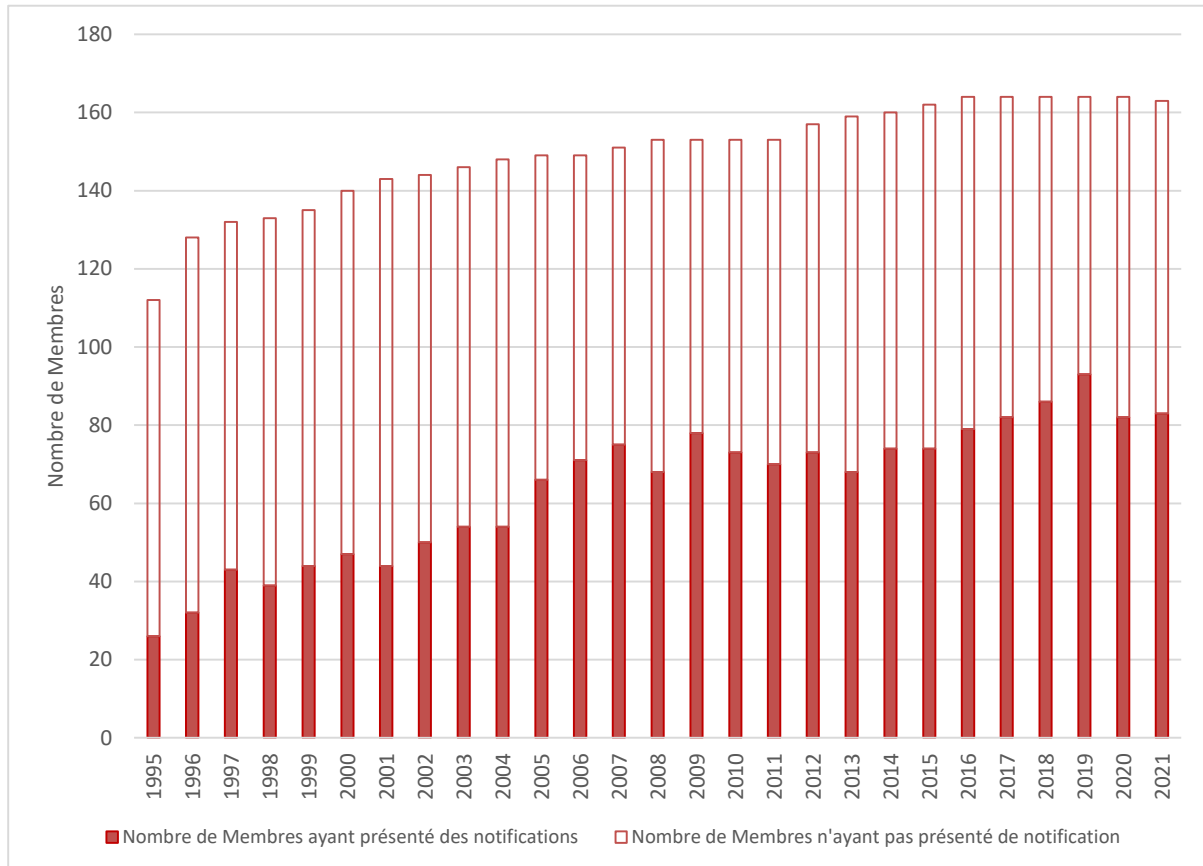
¹⁵ Les données utilisées dans les figures de la présente section sont tirées du système TBT-IMS <http://tbtims.wto.org/>. On trouvera de plus amples précisions dans l'annexe A. Des renseignements supplémentaires sur les notifications OTC peuvent être obtenus par le biais du système TBT-IMS.

¹⁶ Les notifications de traduction non officielle des mesures notifiées, les *suppléments*, ne sont pas comptabilisées dans le nombre total de notifications OTC aux fins du présent rapport.

¹⁷ Le présent document utilise la terminologie adoptée par le Comité OTC dans sa recommandation sur l'"Utilisation cohérente des modèles de notification", document [G/TBT/35/Rev.1](#) du 21 novembre 2019. Voir l'annexe B.

Figure 1b: Nombre total de notifications, 2011-2021

3.3. Alors que le nombre total de notifications a continué d'augmenter, la participation à la présentation de notifications en 2021 a connu une reprise après une forte baisse entre 2019 et 2020, 83 Membres (un peu plus de la moitié des Membres actuels de l'OMC) ayant présenté au moins une notification au cours de l'année (figure 2), contre 82 en 2020. Entre l'entrée en vigueur de l'Accord OTC et le 31 décembre 2021, 142 Membres (soit 87% de la totalité des Membres) ont présenté au moins une notification, pour un total de 43 956 notifications (voir l'annexe A).

Figure 2: Participation des Membres au processus de notification, 1995-2021

3.1.2 Notifications présentées, par Membre

3.4. Les Membres africains ont à nouveau été parmi les plus actifs en matière de notifications OTC en 2021, 5 membres de la CAE figurant parmi les 10 Membres ayant présenté le plus de notifications. L'Ouganda présenté le plus grand nombre de notifications en 2021 (figure 3). Au total, depuis 1995, les États-Unis sont ceux qui présentent le plus de notifications, suivis du Brésil et de l'Ouganda (figure 4).

Figure 3: Les 10 Membres ayant présenté le plus de notifications (nouvelles notifications et révisions, addenda et corrigenda) au cours de l'année 2021

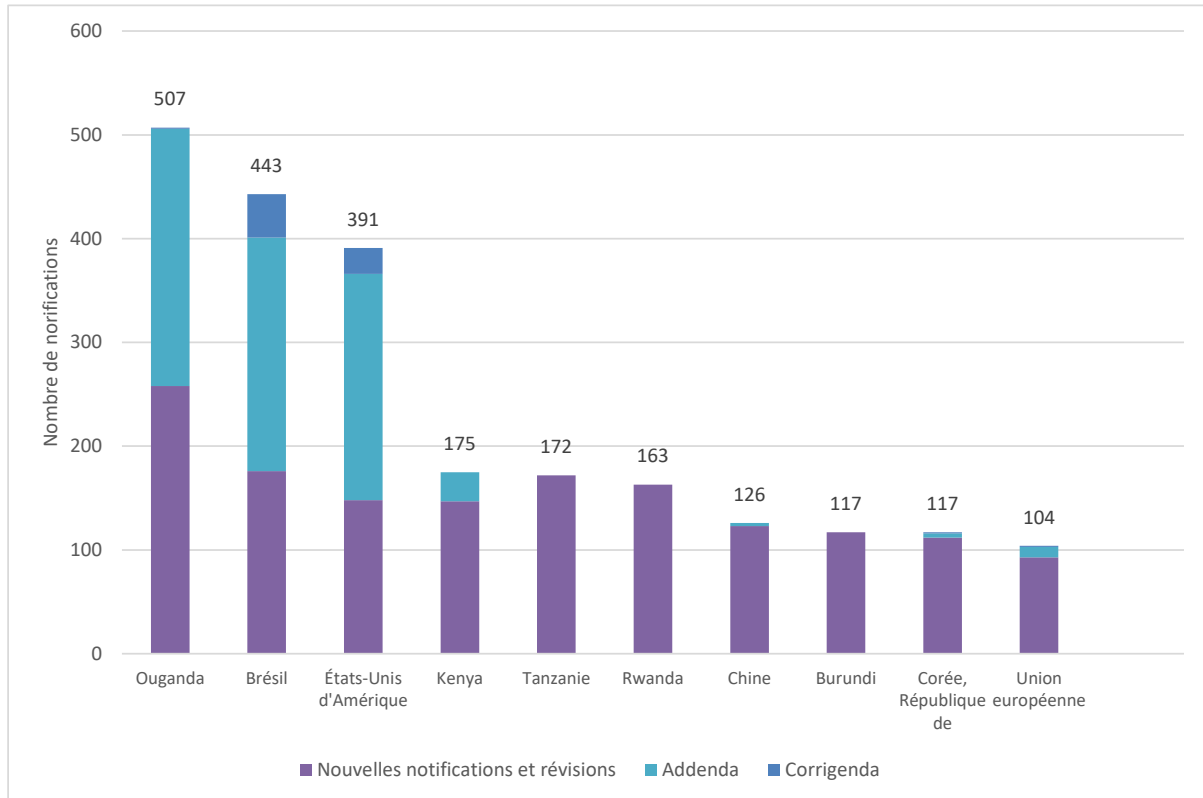
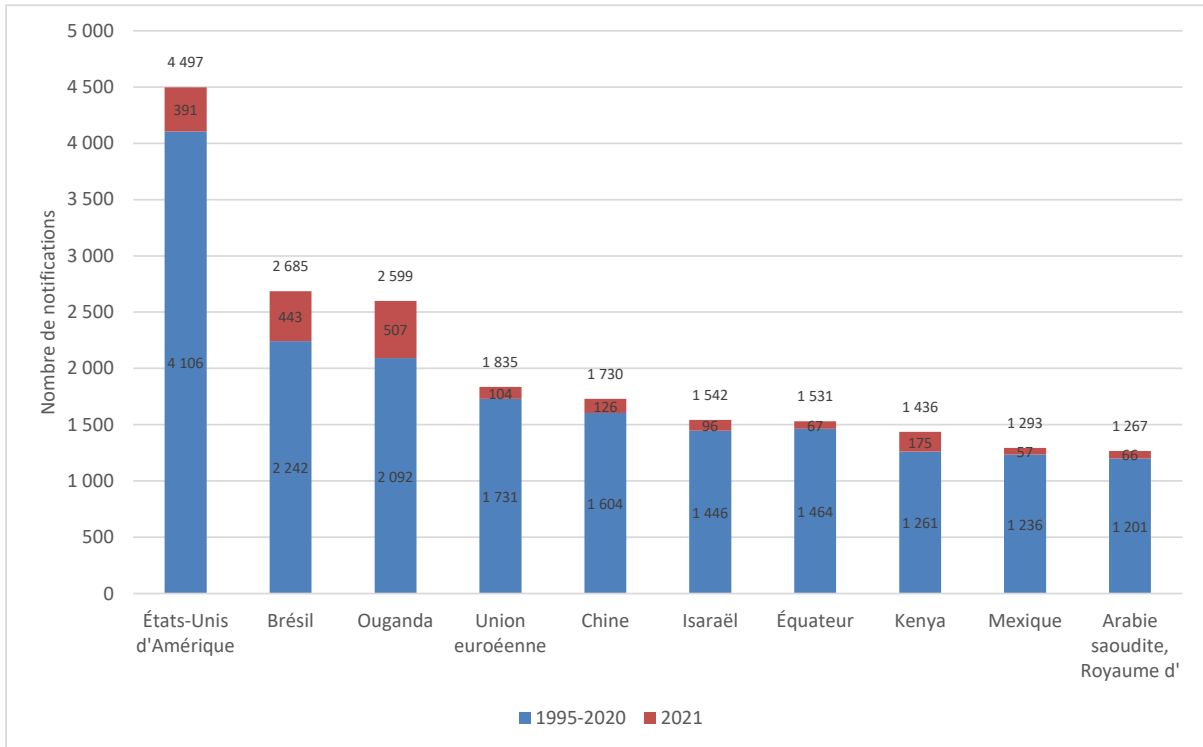
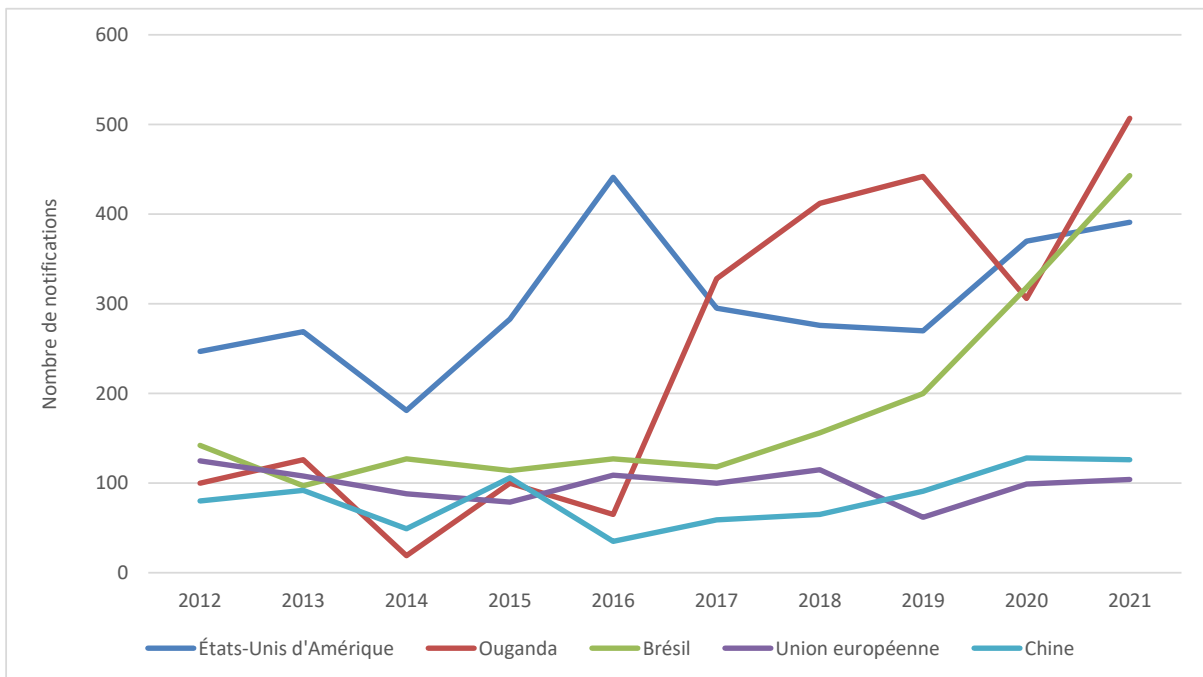


Figure 4: Les 10 Membres ayant présenté le plus de notifications (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions) pendant la période 1995-2021



3.5. La figure 5, qui traite plus en détail des 5 Membres ayant présenté le plus de notifications (États-Unis, Brésil, Ouganda, UE et Chine; figure 4), montre le nombre de notifications présentées chaque année par ces Membres au cours des 10 dernières années.

Figure 5: Notifications présentées par l'UE, le Brésil, l'Ouganda, les États-Unis et la Chine (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions) pendant la période 2012-2021

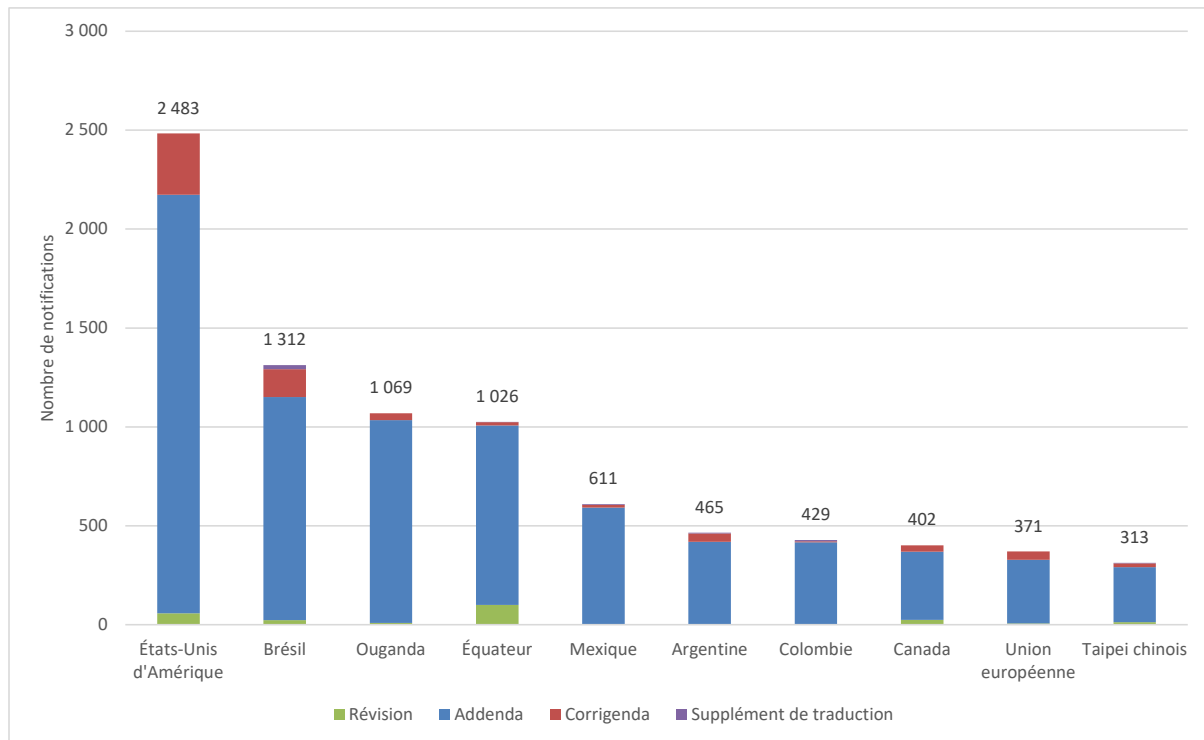


3.1.3 Utilisation des modèles de notification

3.6. Le Comité OTC a approuvé une recommandation sur l'utilisation cohérente des différents modes de présentation des notifications ("nouvelles notifications", "révisions", "addenda", "corrigenda", ainsi que "suppléments"), qui vise à renforcer la transparence des mesures notifiées pendant toute la durée de la mesure de réglementation. Une version révisée de cette recommandation a été adoptée en novembre 2019, comprenant en annexe un modèle à utiliser pour indiquer le motif de l'addendum (ci-après dénommé le "nouveau modèle d'addendum").¹⁸ Cette recommandation s'applique dans diverses situations, par exemple pour indiquer que la période prévue pour la présentation des observations est prolongée (addenda, voir la section 3.1.6 et la figure 14), qu'une mesure est retirée ou abrogée (addenda), que sa formulation a été substantiellement remaniée avant adoption ou entrée en vigueur (révisions) ou que le texte définitif adopté devient disponible (addenda).

3.7. Depuis 2011, plus de 450 addenda ont été notifiés chaque année et, rien qu'en 2021, 1 246 addenda ont été notifiés (voir la figure 1). Plusieurs Membres sont relativement actifs s'agissant de la notification de renseignements au moyen d'addenda (figure 6).

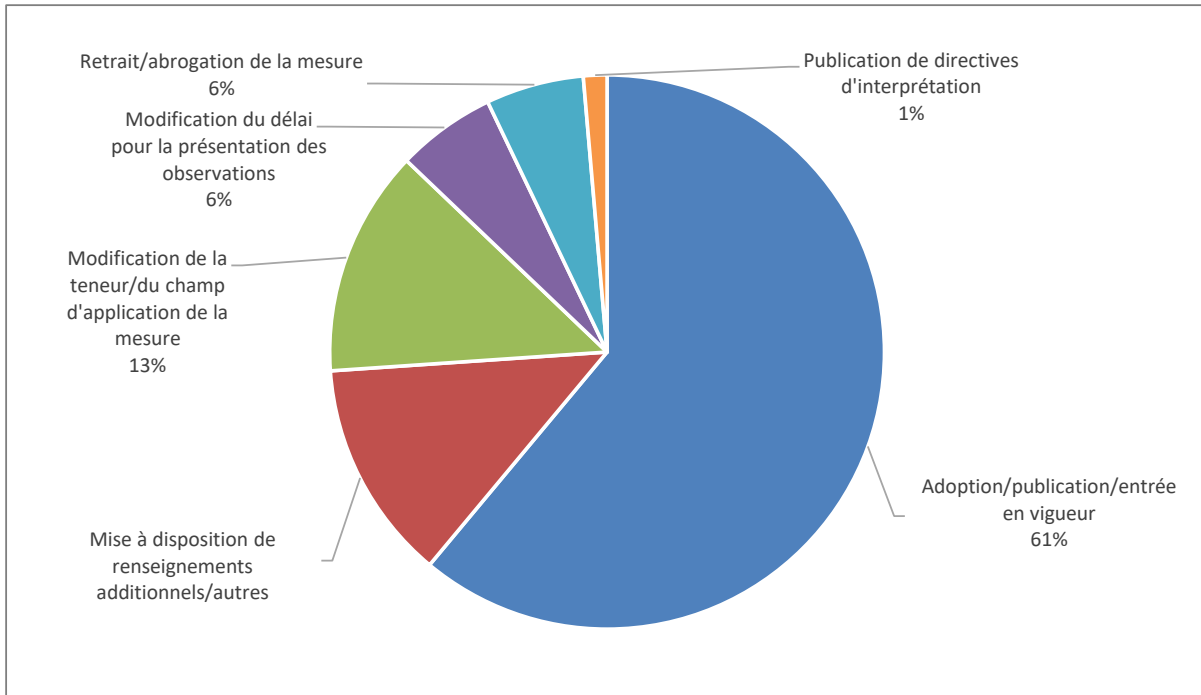
Figure 6: Les 10 Membres ayant présenté le plus de notifications de suivi pendant la période 1995-2021



3.8. Depuis la mise en œuvre du nouveau modèle d'addendum en juillet 2020, les Membres ont été invités à indiquer, au moyen d'une série de cases à cocher, le(s) motif(s) de l'addendum. Les renseignements contenus dans la figure 7 couvrent les "motifs" interprétés par le Secrétariat avant juillet 2020 et indiqués par les Membres après cette date. En 2021, les informations contenues dans un addendum (61%) concernaient principalement l'adoption, la publication ou l'entrée en vigueur de la mesure (figure 7). Parmi les addenda concernant l'adoption, la publication ou l'entrée en vigueur d'une mesure, 93% indiquaient l'adresse d'un site Web contenant le texte final adopté, contre 70% en 2020.¹⁹

¹⁸ [G/TBT/35/Rev.1](#), reproduit à l'annexe B.

¹⁹ [G/TBT/41](#), paragraphe 6.19 e.i; [G/TBT/1/Rev.14](#), section 6.3.1.11, page 33.

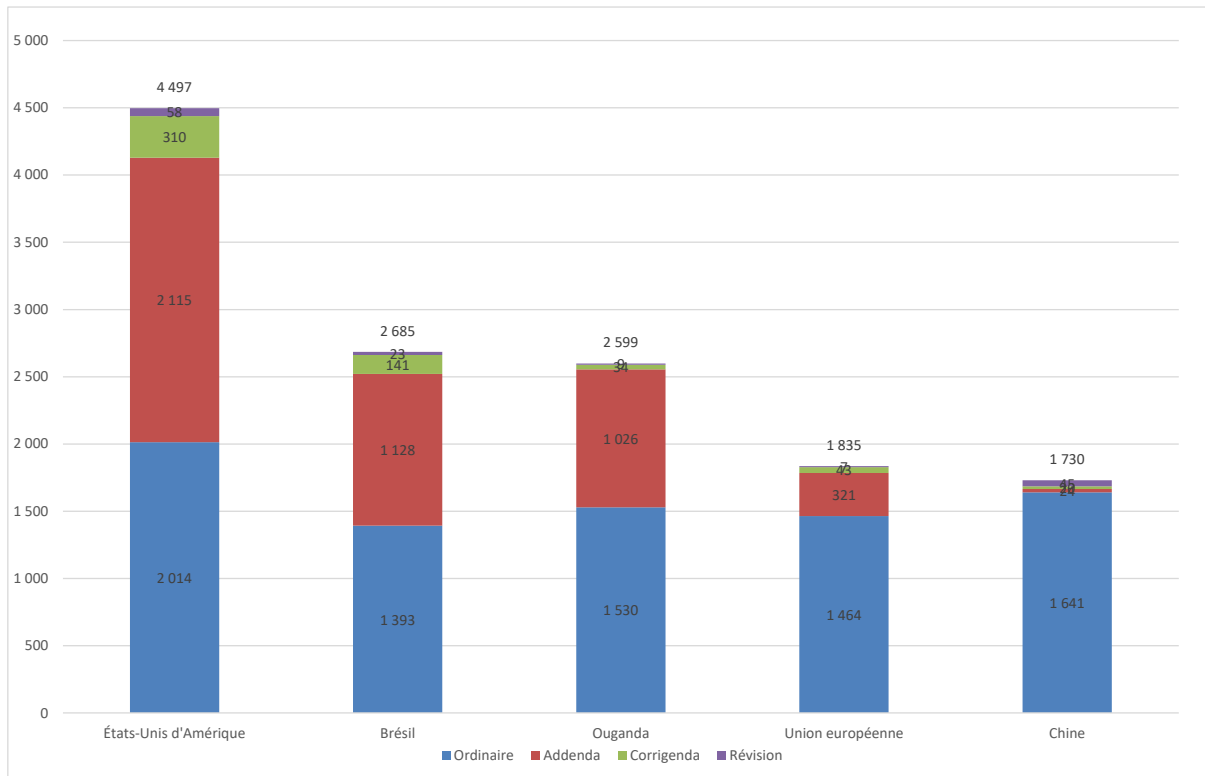
Figure 7: Motifs pour lesquels des addenda ont été présentés en 2021²⁰

3.9. Le nombre de révisions présentées est faible en comparaison; entre 2012 et 2018, l'OMC a reçu en moyenne 32 révisions par an (figure 1). Alors que ce chiffre est passé à 87 en 2019, la tendance à la baisse s'est maintenue avec 43 révisions reçues en 2021, dont la majorité a été présentée par les États-Unis. Les Membres qui ont notifié le plus de révisions depuis 1995 sont l'Équateur (101), les États-Unis (58), la Chine (45), la Thaïlande (28), le Canada (25), l'Afrique du Sud (25) et le Brésil (23). L'UE est le seul Membre à avoir notifié des traductions non officielles dans des suppléments; toutefois, ce mode de présentation n'a pas été utilisé depuis 2017. Sur les 250 suppléments notifiés par l'UE, plus de 100 contenaient des liens vers des traductions non officielles de mesures notifiées par la Chine.

3.10. Les cinq Membres ayant présenté le plus de notifications utilisent les modèles de notifications de diverses façons (figure 8). Les États-Unis continuent de présenter davantage d'addenda et de corrigenda, pris ensemble, que de nouvelles notifications, tandis que la Chine a eu peu recours à ces modes de présentation. Presque toutes les notifications de la Chine sont de nouvelles notifications. L'UE présente moins d'addenda que les États-Unis, le Brésil ou l'Ouganda. Comme indiqué plus haut, les révisions sont rarement utilisées.

²⁰ La plupart des addenda (85%) présentés en 2021 concernent des mesures initialement notifiées les années précédentes.

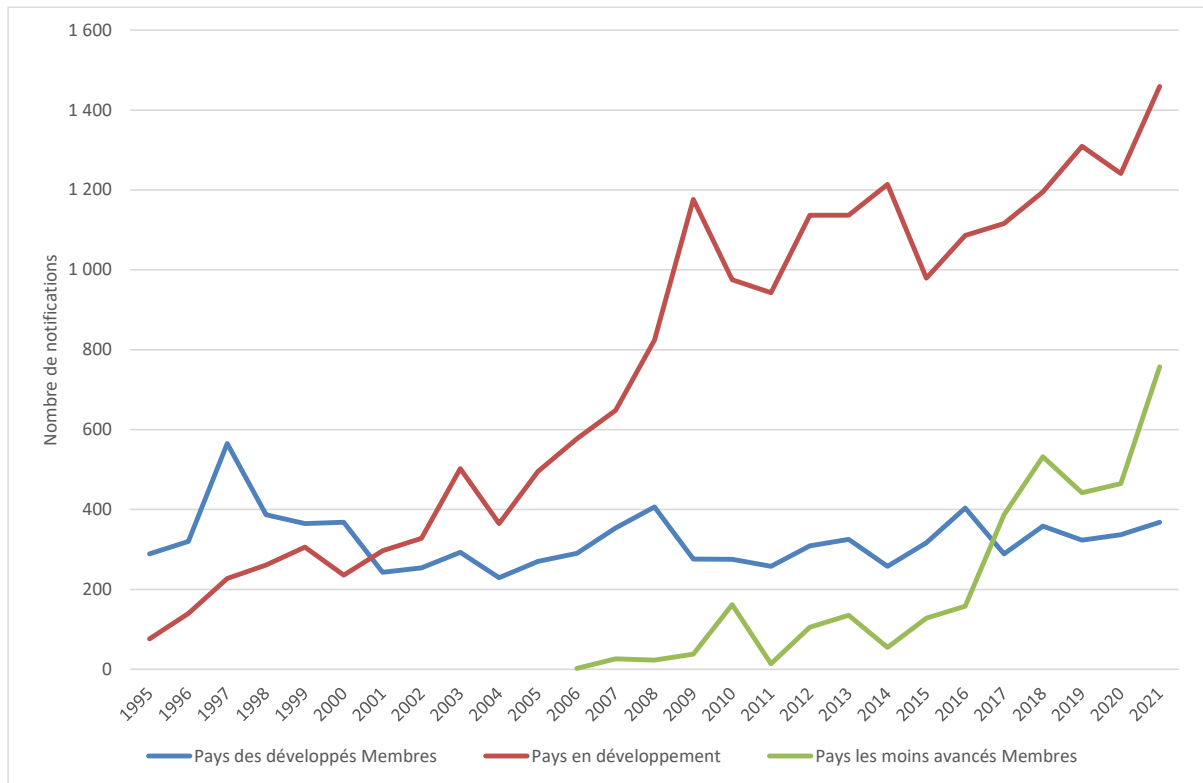
Figure 8: Utilisation des modèles de notification par les États-Unis, le Brésil, l'Ouganda, l'UE et la Chine pendant la période 1995-2021, nombre total de notifications



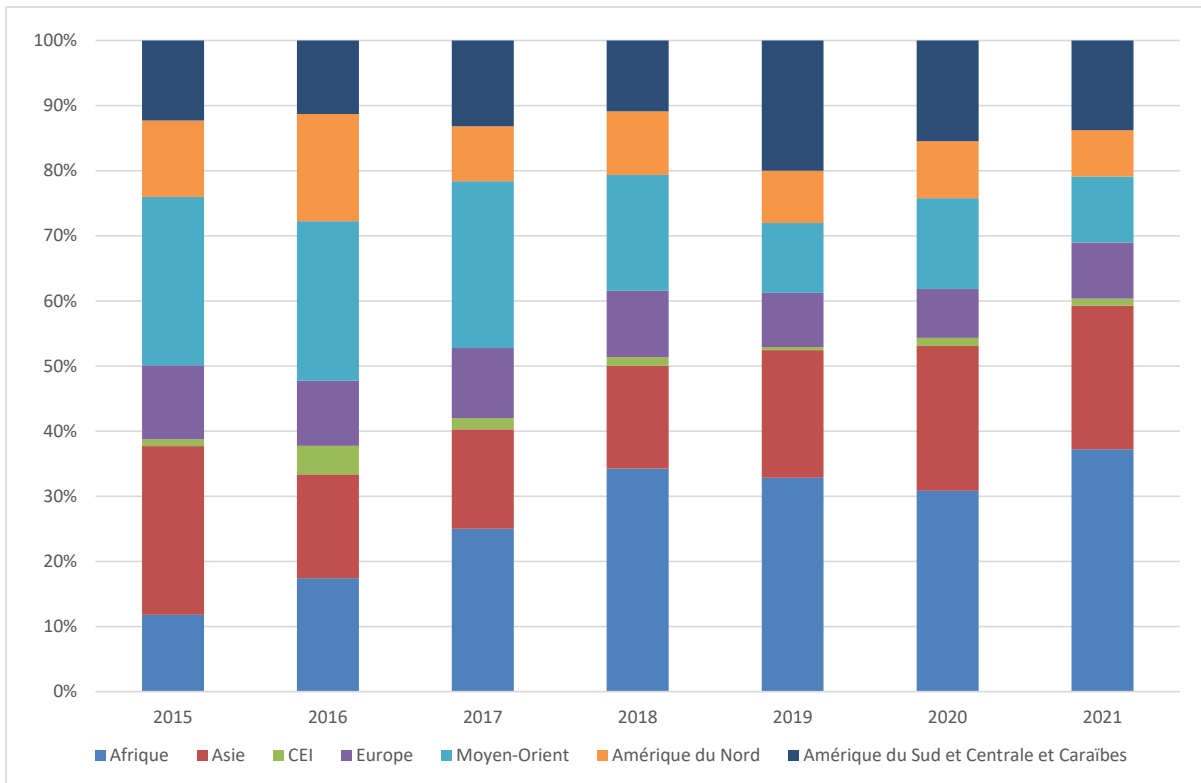
3.1.4 Notifications par niveau de développement et par région

3.11. L'augmentation du nombre de nouvelles notifications observée depuis 2004 (voir la figure 1) s'explique en grande partie par une progression nette du nombre de notifications présentées par les pays en développement Membres, y compris les pays les moins avancés Membres (figure 9). En 2021 encore, la plupart des notifications (56%) ont été présentées par 56 pays en développement Membres. Les pays les moins avancés Membres (9) étaient à l'origine de 29% des nouvelles notifications en 2021²¹, tandis que la part des pays développés Membres (16) était de 14%. Le nombre des notifications présentées par les pays développés Membres et les pays en développement Membres a augmenté respectivement de 9% et de 18% par rapport à 2020. Les notifications des pays les moins avancés Membres ont, elles, fortement augmenté en 2021, avec une hausse de 63% par rapport à 2020.

²¹ Les cinq pays les moins avancés Membres qui ont présenté le plus de nouvelles notifications entre 1995 et 2021 sont l'Ouganda (1 530), la Tanzanie (690), le Rwanda (592), le Yémen (214) et le Burundi (202).

Figure 9: Nouvelles notifications par niveau de développement, 1995-2021

3.12. L'augmentation du nombre de notifications présentées par les Membres africains est notable depuis 2015 (figure 10). Les Membres africains ont présenté plus d'un tiers (37%) de toutes les nouvelles notifications en 2021, bien plus que tout autre groupe régional, suivis des Membres d'Asie et des Membres d'Amérique du Sud et centrale et des Caraïbes, dont la part s'élevait respectivement à 22% et 14%. Sur le tiers attribué aux Membres africains, l'Ouganda compte pour 27%, la Tanzanie pour 18%, le Rwanda pour 17%, le Kenya pour 15% et le Burundi pour 12%.

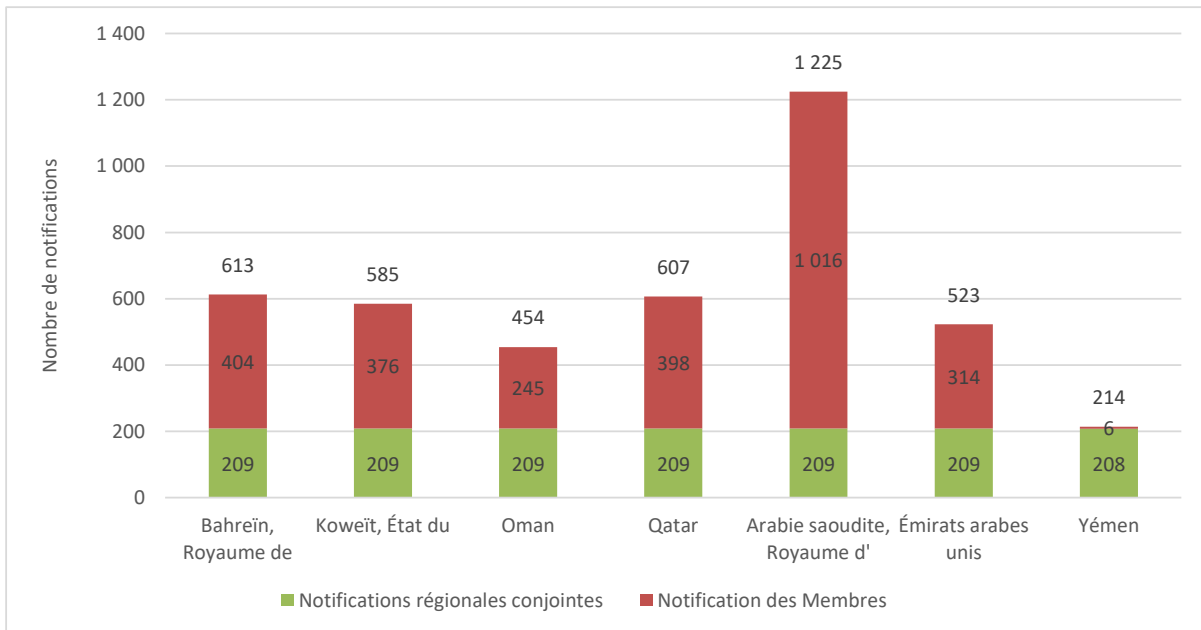
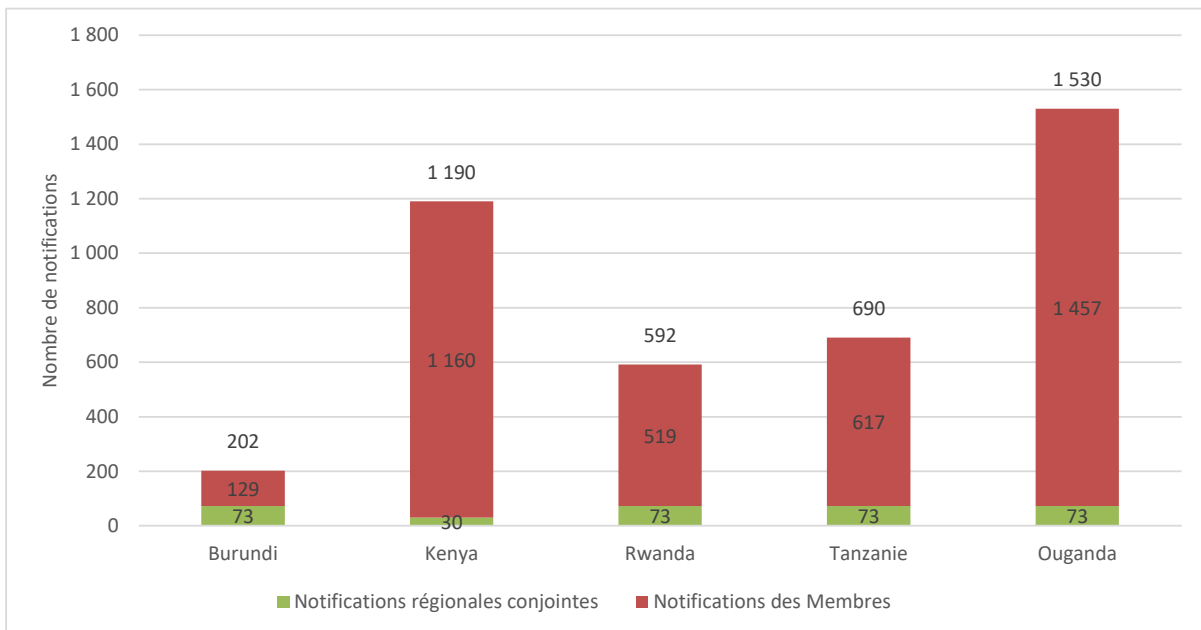
Figure 10: Répartition des nouvelles notifications par région, 2015-2021

3.1.5 Approches régionales de la notification

3.13. Au cours des dernières années, des groupes de Membres ont coordonné la notification des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité adoptés dans le cadre de communautés économiques régionales, afin de notifier ces mesures conjointement à l'OMC.²² L'Organisation de normalisation du Golfe (GSO) est l'un des groupes de Membres qui a présenté un grand nombre de notifications conjointes (figure 11). La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a commencé à présenter des notifications conjointes en 2021 (figure 12). La Communauté andine a également eu recours à cette pratique, bien que dans une moindre mesure, et n'a présenté aucune notification conjointe en 2021 (pour des données historiques, voir la figure 13 du document [G/TBT/44](#), ou les figures de rapports antérieurs).²³

²² Les organisations ou les communautés économiques régionales ne peuvent pas présenter de notification au nom de leurs membres. Ce sont les membres qui ont la responsabilité de satisfaire à leur obligation de notification des projets de mesures prévue par l'Accord OTC. À des fins statistiques, une notification conjointe présentée par un groupe de membres est comptabilisée comme une notification individuelle présentée par chacun des membres du groupe.

²³ Une notification présentée conjointement par les Membres d'un groupe régional compte comme une notification de chaque Membre du groupe (par exemple, une notification conjointe de la GSO compte comme sept notifications dans le nombre total de notifications, une pour chacun des sept membres de la GSO). Dans certains cas, pas tous les Membres de prennent part à la présentation d'une notification conjointe.

Figure 11: Nouvelles notifications présentées par les membres de la GSO, 1995-2021**Figure 12: Nouvelles notifications présentées par les Membres de la CAE, 1995-2021**

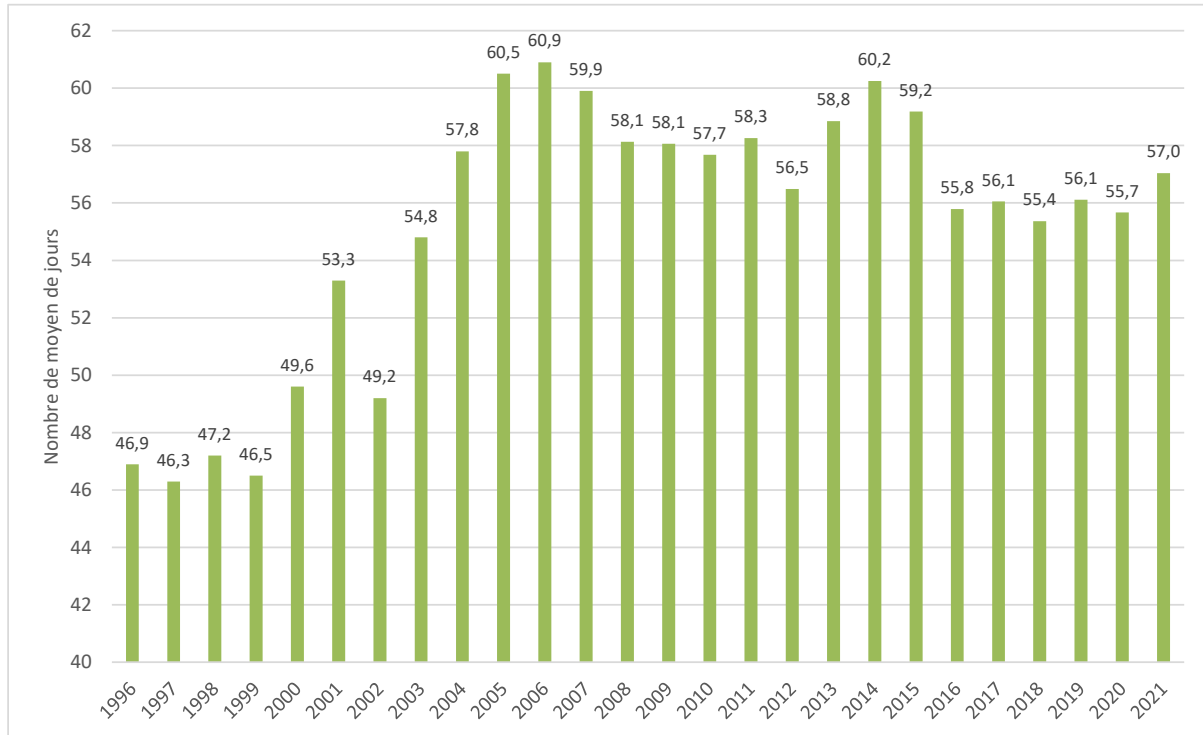
3.1.6 Délai prévu dans les notifications pour la présentation d'observations

3.14. En 2021, le délai moyen accordé par les Membres pour la présentation des observations sur les nouvelles notifications et les révisions a été de 57 jours (figure 13).²⁴ Cela représente une augmentation par rapport aux années précédentes, même si le Comité est convenu que le délai normal pour la présentation des observations concernant les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité notifiés devrait être de 60 jours. En outre, tout Membre

²⁴ La figure 13 porte seulement sur les 2 383 notifications présentées en 2021 dans lesquelles était précisé un délai pour la présentation des observations. Elle ne prend pas en compte les notifications dans lesquelles le délai n'était pas précisé, était indiqué comme non applicable ou était échu au moment de la distribution (autrement dit, le délai pour la présentation des observations indiqué dans la notification était fixé à une date antérieure à la date de distribution de la notification).

qui est en mesure d'accorder un délai supérieur à 60 jours, par exemple 90 jours, est encouragé à le faire et est prié de l'indiquer dans sa notification.²⁵

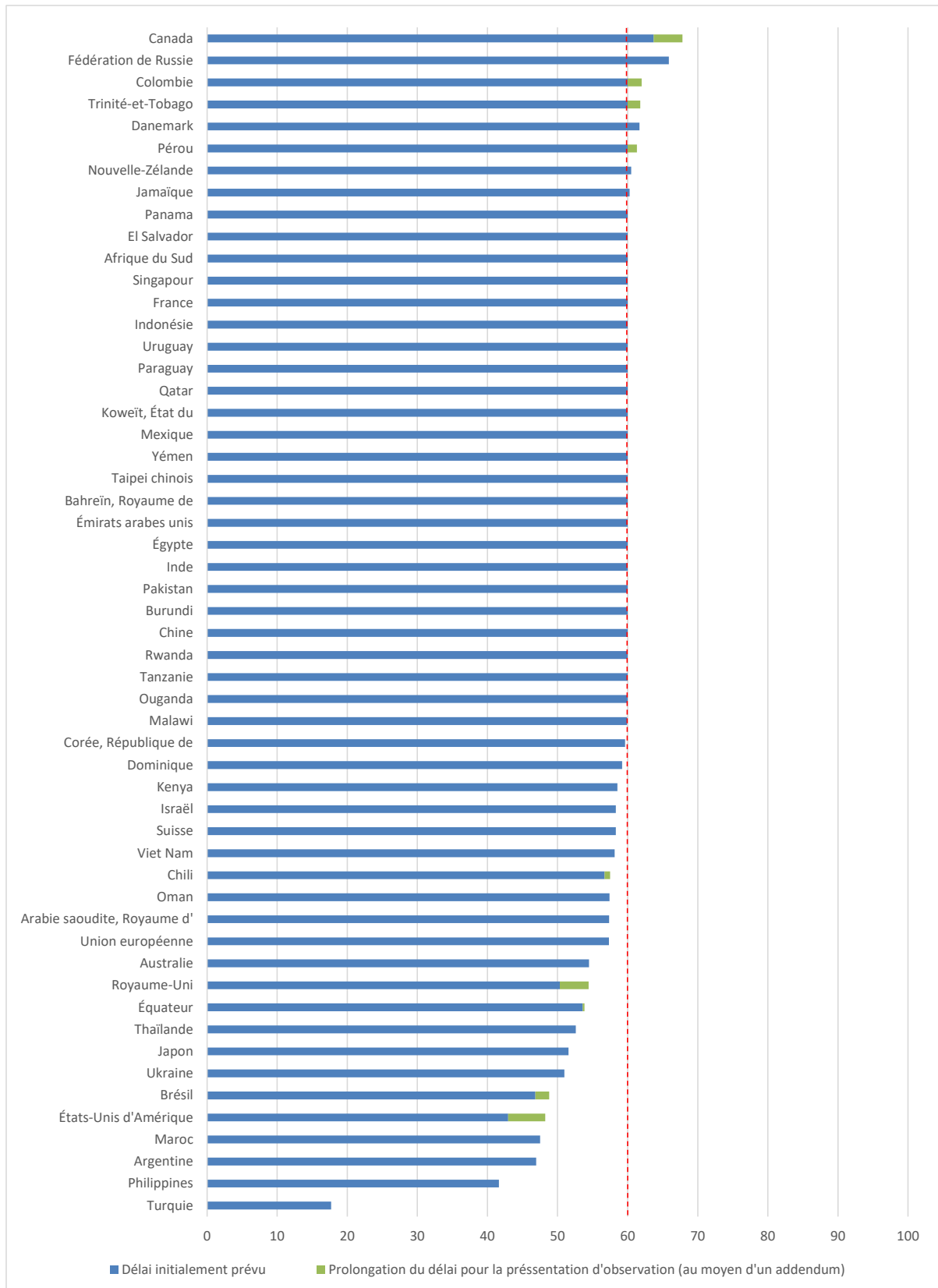
Figure 13: Nombre moyen de jours accordés pour la présentation d'observations, de nouvelles notifications et de révisions, tous les Membres, 1996-2021



3.15. Le délai moyen prévu en 2021 par chaque Membre (qui a présenté au moins cinq nouvelles notifications ou révisions au total) est présenté dans la figure 14. Cette année, 31 Membres ont ménagé un délai de 60 jours ou plus, en moyenne, pour la présentation d'observations (du Canada à l'Ouganda, figure 14). Dans 244 nouvelles notifications et révisions présentées l'année dernière, le délai n'était pas précisé, était échu ou était indiqué comme non applicable. Au cours de l'année, 10 Membres²⁶ ont utilisé un addendum pour notifier une prolongation du délai prévu pour formuler des observations concernant des mesures notifiées pour la première fois en 2021: ces renseignements sont également exposés dans la figure 14. L'annexe C montre, pour chaque Membre (ayant présenté au moins cinq nouvelles notifications ou révisions), le pourcentage de notifications présentées en 2021 qui prévoyaient un délai.

²⁵ G/TBT/1/Rev.14, section 6.3.1.8, page 30.

²⁶ Honduras, États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Colombie, Brésil, Trinité-et-Tobago, Pérou, Chili et Équateur (par ordre décroissant).

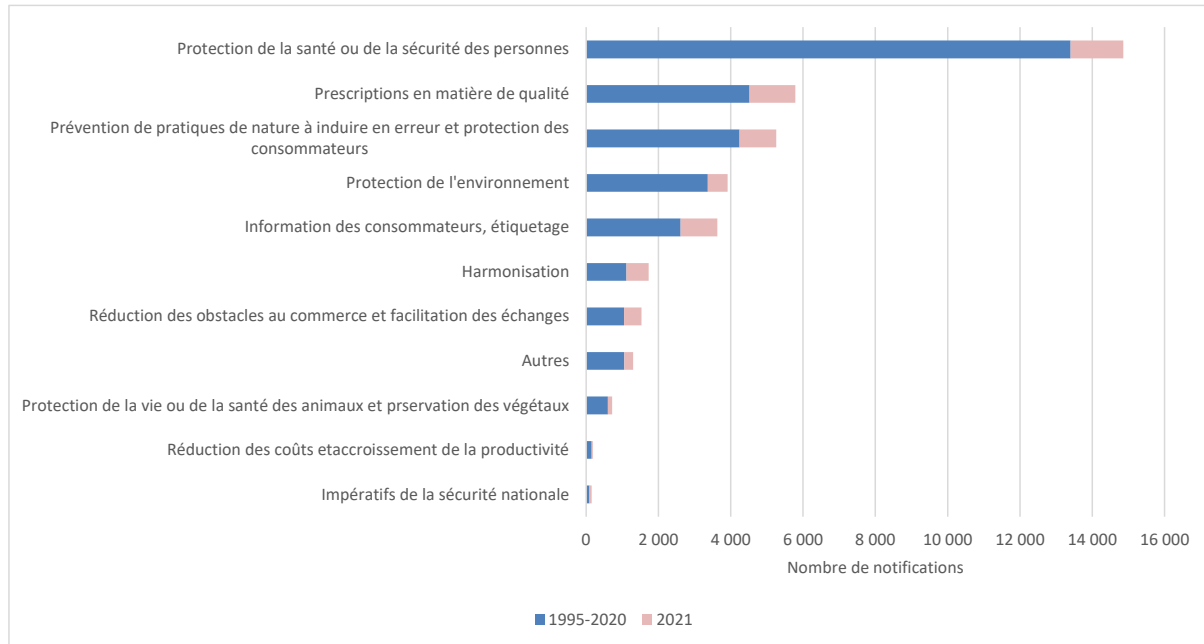
Figure 14: Délai moyen accordé, par Membre, 2021²⁷

²⁷ Cette figure inclut uniquement les Membres qui ont notifié au moins cinq nouvelles notifications ou révisions en 2021. La Côte d'Ivoire a aussi présenté plus de cinq notifications, mais aucune période n'était prévue pour la présentation d'observation.

3.1.7 Objectifs déclarés des notifications

3.16. La "protection de la santé ou de la sécurité des personnes" était à nouveau, et de loin, le principal objectif déclaré dans les nouvelles notifications présentées en 2021.²⁸ Le deuxième objectif le plus cité était les "prescriptions en matière de qualité", suivi de l'"information des consommateurs, étiquetage", de la "prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs", de l'"harmonisation" et de la "protection de l'environnement". Ces six principaux objectifs sont identiques à ceux qui ont été les plus cités pendant la période 1995-2021, mais dans un ordre différent (figure 15).

Figure 15: Notifications par objectif, 1995-2021²⁹



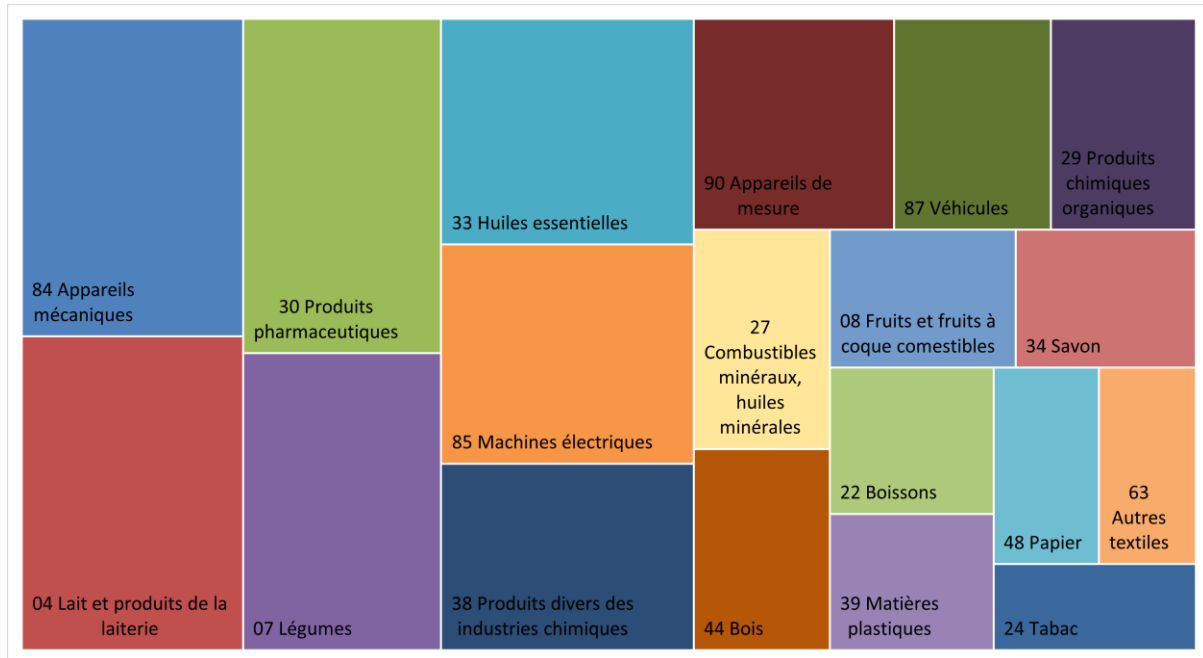
3.1.8 Produits (codes du SH) visés par les notifications

3.17. En 2021, les Membres ont indiqué des codes du SH dans près de la moitié des notifications. Les catégories de produits les plus fréquemment visées étaient notamment les suivantes: machines, appareils et engins mécaniques (chapitre 84 du SH); lait et produits de laiterie, œufs d'oiseaux, miel naturel, produits comestibles d'origine animale, non dénommés ailleurs (chapitre 4 du SH); produits pharmaceutiques (chapitre 30 du SH); légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires (chapitre 7 du SH); huiles essentielles et résinoïdes, produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques (chapitre 33 du SH); machines, appareils et matériels électriques (chapitre 85 du SH); produits divers des industries chimiques (chapitre 38 du SH) (figure 16). Au total, les notifications ont porté sur 80 chapitres différents du SH en 2021.

²⁸ Les objectifs sont indiqués par les Membres au point 7 du nouveau modèle de présentation des notifications (voir le document [G/TBT/1/Rev.14](#), pages 70 à 72). Les notifications peuvent contenir plusieurs objectifs.

²⁹ Cette figure est classée en fonction des totaux, pour la période 1995-2021. Quatre-vingt-treize notifications présentées au cours de la période considérée (1995-2021) n'indiquaient aucun objectif.

Figure 16: Produits visés par les notifications, chapitres du SH les plus couramment utilisés, 2021³⁰



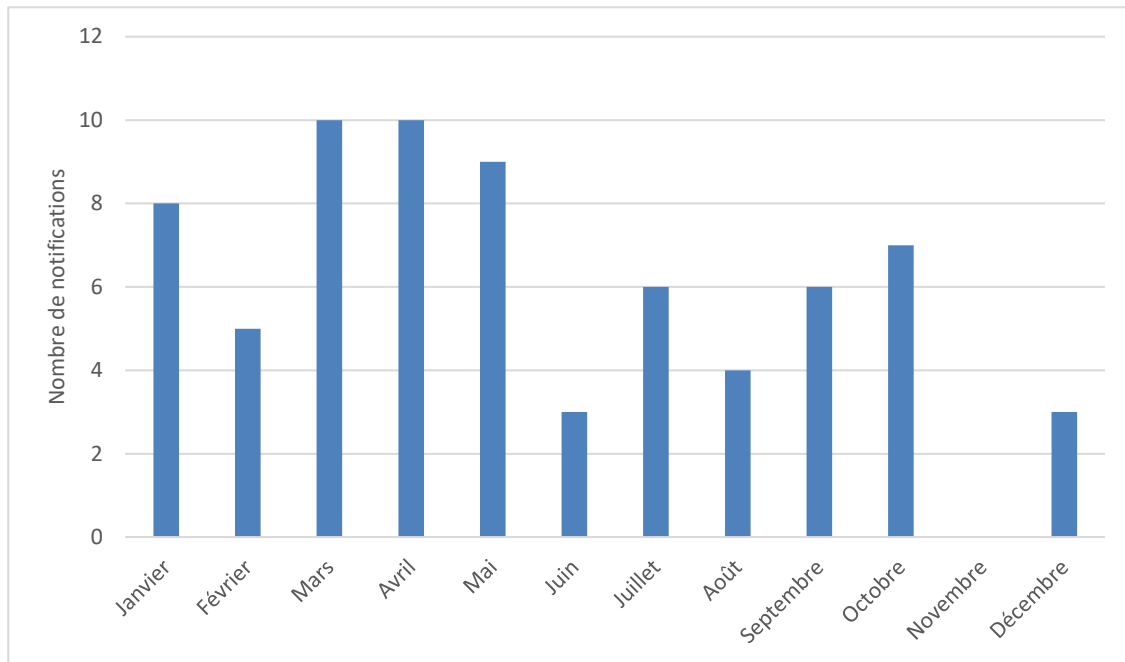
3.1.9 COVID-19

3.18. En 2021, les Membres ont présenté plus de 70 notifications en lien avec la COVID-19³¹ (figure 17). Les mesures portaient d'une manière générale sur la simplification des procédures de certification ou sur de nouvelles prescriptions réglementaires pour les produits médicaux adoptées dans le contexte de la pandémie.³²

³⁰ Cette figure inclut les chapitres du SH mentionnés dans au moins 20 notifications présentées durant l'année. Ces renseignements sont fondés sur les codes du SH inclus dans les notifications des Membres, et sur l'interprétation du Secrétariat lorsqu'aucun code n'a été fourni. Dans certains cas, aucun code n'est indiqué si la portée de la mesure est très large.

³¹ Nous classons les notifications OTC dans la catégorie "COVID-19" dès lors qu'elles contiennent les termes "coronavirus", "COVID", "SARS-COV-2" et "nCoV".

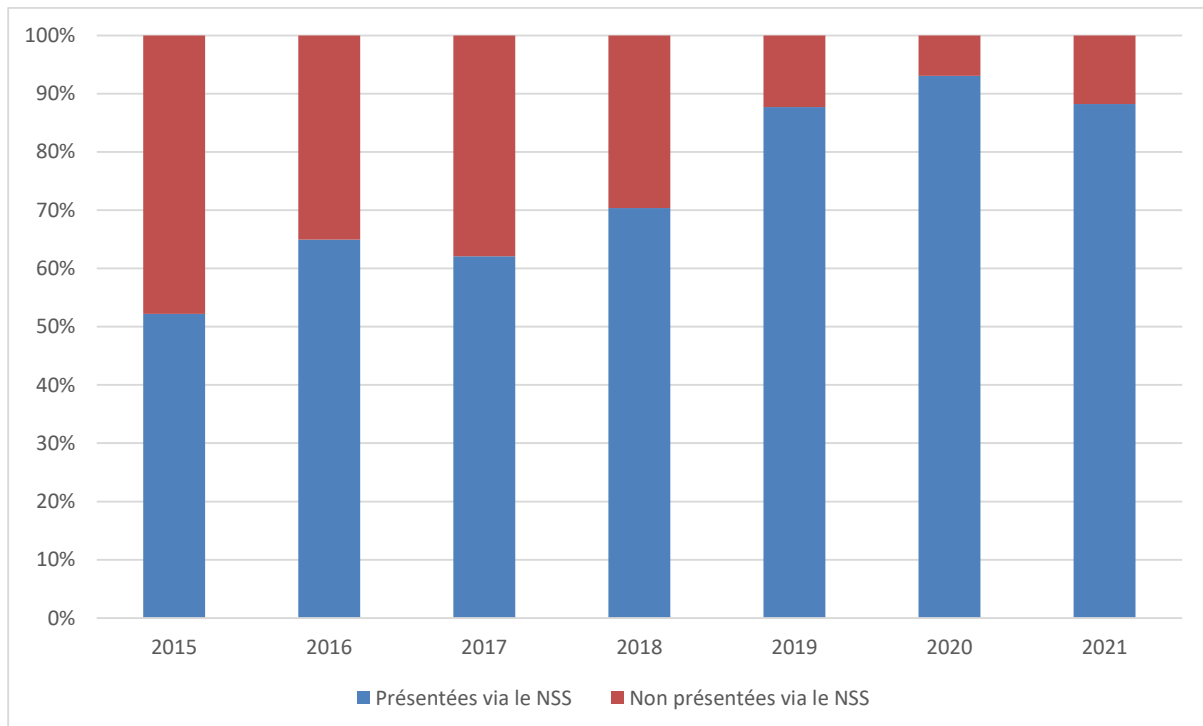
³² Pour plus de renseignements, voir la note d'information du Secrétariat de l'OMC sur la COVID-19: "Normes, réglementations et COVID-19 – Quelles sont les mesures prises par les Membres de l'OMC?" https://www.wto.org/french/tratop_f/covid19_f/standards_report_f.pdf.

Figure 17: Notifications liées à la COVID-19, 2021

3.1.10 Outils de notification en ligne

3.1.10.1 Système de présentation des notifications OTC

3.19. En 2021, 88% des notifications OTC ont été présentées via le système de présentation des notifications OTC (TBT-NSS)³³, marquant une légère baisse dans ce qui a été une solide tendance à la hausse s'agissant du nombre de notifications présentées en ligne (figure 18).

Figure 18: Pourcentage de notifications présentées via le TBT-NSS, 2015-2021

³³ [G/TBT/1/Rev.14](#), section 6.6.4.1, pages 42 et 43.

3.20. Parallèlement à la situation générale concernant le nombre total de notifications présentées et la participation des Membres (voir les figures 1 et 2), malgré la baisse du pourcentage de notifications présentées via le NSS, 74 Membres (énumérés ci-dessous) ont utilisé le TBT-NSS en 2021, contre 64 en 2020 (tableau 1).³⁴

Tableau 1: Liste des Membres qui ont utilisé le TBT-NSS en 2021

Membres				
Afrique du Sud	Colombie	Géorgie	Maurice	Slovénie
Arabie saoudite, Royaume d'	Corée, République de	Guatemala	Mexique	Suède
Argentine	Costa Rica	Honduras	Mongolie	Suisse
Australie	Côte d'Ivoire	Inde	Mozambique	Tadjikistan
Bahreïn, Royaume de	Danemark	Indonésie	Nicaragua	Taipei chinois
Barbade	Dominique	Israël	Nouvelle-Zélande	Tanzanie
Belgique	Égypte	Jamaïque	Ouganda	Thaïlande
Belize	El Salvador	Japon	Pakistan	Trinité-et-Tobago
Bolivie, État plurinational de	Émirats arabes unis	Kazakhstan	Panama	Turquie
Botswana	Équateur	Kenya	Pérou	Ukraine
Brésil	Espagne	Lituanie	Philippines	Union européenne
Burundi	États-Unis d'Amérique	Macao, Chine	République dominicaine	Uruguay
Canada	Fédération de Russie	Malaisie	République tchèque	Viet Nam
Chili	Finlande	Malawi	Royaume-Uni	Yémen
Chine	France	Maroc	Rwanda	

3.1.10.2 ePing: système d'alerte pour les notifications SPS/OTC

3.21. Compte tenu du volume important et de la diversité des notifications SPS et OTC distribuées chaque année, il peut s'avérer difficile pour les parties prenantes de suivre les modifications apportées aux prescriptions relatives aux produits et d'y réagir en temps voulu. Une des recommandations issues du septième examen triennal (2015) voulait que le Secrétariat de l'OMC élabore un système d'alerte pour faciliter l'accès à ces notifications.³⁵ En réponse, l'OMC s'est associée au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (DESA) et à l'ITC pour développer l'outil d'alerte pour les notifications ePing en novembre 2016. En s'inscrivant sur ce système ouvert à tous, les utilisateurs peuvent recevoir des courriels d'alerte quotidiens ou hebdomadaires qui contiennent des notifications SPS et OTC portant sur des produits/marchés présentant un intérêt. En outre, les outils de communication d'ePing aident les points d'information à établir le contact avec les parties prenantes nationales et d'autres points d'information pour débattre de notifications spécifiques et/ou échanger des renseignements complémentaires. Cela facilite la formulation en temps voulu et de manière concertée d'observations et/ou l'adaptation rapide aux nouvelles prescriptions relatives aux produits.

3.22. Au 31 décembre 2021, ePing comptait 15 443 utilisateurs inscrits représentant 184 pays et territoires. Environ 47% des utilisateurs inscrits sont issus de gouvernements, les autres provenant d'entreprises privées, d'organisations non gouvernementales, des milieux universitaires et d'organisations régionales/internationales. Quarante-huit pour cent des utilisateurs sont des femmes.

3.23. Le tableau 2 présente les 15 Membres ayant le plus grand nombre d'utilisateurs inscrits. En outre, des fonctionnaires chargés des questions OTC de 89 Membres qui en avaient fait la demande ont obtenu des droits d'administrateur, ce qui leur a permis de gérer ePing au niveau national et d'avoir accès à des outils de communication au niveau international.

³⁴ Pour avoir accès au TBT-NSS, veuillez envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante: tbtcss@wto.org.

³⁵ Rapport du septième examen triennal, [G/TBT/37](#), paragraphe 5.2.d.iii.

Tableau 2. Membres ayant le plus grand nombre d'utilisateurs inscrits à ePing

	Membres	Nombre d'abonnés à ePing
1	Australie	828
2	Viet Nam	801
3	Royaume-Uni	615
4	États-Unis d'Amérique	598
5	Indonésie	505
6	Turquie	468
7	Chine	394
8	Japon	388
9	Inde	384
10	Brésil	375
11	Kenya	368
12	Ouganda	357
13	Équateur	340
14	Canada	326
15	Colombie	309

3.24. Lors de la séance thématique du Comité OTC sur la transparence tenue le 4 février 2021, le Secrétariat a présenté les principales fonctionnalités d'ePing, et certains Membres ont fait part de leur expérience de l'utilisation du système et ont fait des suggestions en vue de son amélioration.³⁶ Le Secrétariat a aussi continué à dispenser des cours de formation virtuels sur ePing pour répondre aux demandes de renforcement des capacités.³⁷

3.25. L'OMC, l'ITC et le DESA ont continué de collaborer pour maintenir et améliorer ePing. En 2020, trois mises à jour importantes ont été apportées au système ePing, avec l'introduction d'un mécanisme permettant de diffuser, à titre volontaire, les observations et les réponses reçues au sujet des notifications³⁸, d'une fonction de chat pour les utilisateurs d'ePing disposant de droits d'administrateur et de la possibilité de filtrer ou de recevoir des alertes concernant les notifications en lien avec la COVID-19. En 2021, le Secrétariat a débuté les travaux sur la nouvelle plate-forme ePing SPS et OTC, qui regroupera ce qui se trouve actuellement sur le site Web d'ePing, le NSS (système de présentation des notifications) et l'IMS (système de gestion des renseignements). Un aperçu des fonctionnalités prévues de la nouvelle plate-forme ePing SPS et OTC a été présenté aux délégations intéressées lors d'une réunion des Amis des outils en ligne dans le domaine des OTC qui a eu lieu en octobre 2021.

3.26. En 2021, le Secrétariat a aussi mené une étude exhaustive parmi les utilisateurs d'ePing enregistrés et a reçu plus de 1 400 réponses. Les résultats de l'enquête ont montré que le niveau de satisfaction concernant les services ePing est élevé et comportent des suggestions concrètes concernant de nouvelles améliorations.³⁹ Le Secrétariat prend ces commentaires en compte dans le développement de la nouvelle plate-forme et élabore d'autres activités de renforcement des capacités. En outre, le Secrétariat a débuté un nouveau projet en collaboration avec la DESA et l'ITC visant à élaborer une application ePing pour smartphone, qui sera disponible au premier trimestre de 2022.

3.2 Autres notifications OTC

3.2.1 Notifications au titre de l'article 10.7

3.27. En 2021, 10 accords ont été notifiés au titre de l'article 10.7.⁴⁰ Depuis 1995, 157 accords, 4 révisions, 4 corrigenda et 1 addendum ont été notifiés au titre de l'article 10.7. Au total, 25 Membres (15% des Membres) ont présenté au moins une notification au titre de l'article 10.7.

³⁶ [G/TBT/GEN/312](#).

³⁷ Pour plus de détails, voir la section 6 sur les activités d'assistance technique du Secrétariat.

³⁸ Voir le document [JOB/TBT/396](#) pour une explication technique sur la manière de soumettre les observations/réponses sur ePing. En 2021, deux Membres ont utilisé cette fonctionnalité pour soumettre leurs observations concernant six notifications OTC.

³⁹ Pour de plus amples renseignements sur les résultats de l'étude, les profils des utilisateurs d'ePing et les activités de renforcement des capacités, voir le document [G/TBT/GEN/317](#).

⁴⁰ [G/TBT/10.7/N/152](#), [G/TBT/10.7/N/153](#), [G/TBT/10.7/N/154](#), [G/TBT/10.7/N/155](#), [G/TBT/10.7/N/156](#), [G/TBT/10.7/N/157](#), [G/TBT/10.7/N/158](#), [G/TBT/10.7/N/159](#), [G/TBT/10.7/N/160](#) et [G/TBT/10.7/N/161](#).

3.2.2 Notifications au titre de l'article 15.2

3.28. En 2021, un Membre (Émirats arabes unis) a présenté une révision de son exposé antérieur au titre de l'article 15.2 de l'Accord OTC concernant des mesures existantes ou prises en vue d'assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord. Au total, 145 Membres ont présenté au moins une notification au titre de l'article 15.2 (voir l'annexe F).

3.2.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")

3.29. Depuis le lancement du [système d'information sur les normes OMC-ISO](#) en novembre 2016, on a constaté une nette augmentation du nombre de notifications présentées par les Membres et les organismes à activité normative concernant l'acceptation du Code et la diffusion des programmes de travail. Cette plate-forme trilingue fournit des renseignements sur les organismes à activité normative qui ont accepté le Code et, s'ils sont disponibles, leurs programmes de travail. En 2021, deux organismes à activité normative ont notifié l'acceptation du Code et 49 notifications concernant l'existence ou la mise à jour de programmes de travail ont été reçues de 34 organismes à activité normative différents.⁴¹ Les sites Web sont désormais la manière la plus commune de mettre à disposition des programmes de travail. À la fin de 2021, 125 organismes à activité normative avaient fourni des liens hypertexte vers leurs programmes de travail (d'autres les communiquent sous forme de fichier PDF, qui sont mis en ligne dans le système d'information).

3.30. Entre 1995 et 2021, 193 organismes à activité normative de 146 Membres ou observateurs ont accepté le Code. En outre, un organisme à activité normative régional a accepté le Code, à savoir l'Organisation africaine de normalisation. La liste complète des organismes à activité normative ayant accepté le Code est disponible dans le [TBT-IMS](#) et dans le [système d'information sur les normes](#), qui contient aussi les formulaires d'acceptation et de dénonciation du Code, le formulaire de notification d'un programme de travail et des liens vers les programmes de travail communiqués.

3.3 Points d'information OTC

3.31. À ce jour, 158 Membres (96% des Membres) ont fourni les coordonnées de leur point d'information sur les OTC (article 10.1 et 10.2).

3.32. En 2021, le Secrétariat a continué d'approcher les Membres au sujet du fonctionnement des points d'information, conformément à la recommandation ci-après issue du huitième examen triennal:

"[e]ncourager les Membres à confirmer les coordonnées des points d'information qui figurent dans le système TBT-IMS afin d'améliorer l'exactitude et l'accessibilité de ces renseignements. Les Membres sont encouragés à confirmer au Secrétariat que les renseignements existants sont exacts ou à lui fournir des renseignements actualisés d'ici à la réunion du Comité de mars 2019."⁴²

3.33. Les points d'information sont priés de vérifier et d'actualiser, le cas échéant, leurs coordonnées figurant dans le système [TBT-IMS](#). Les Membres qui ne l'ont pas encore fait sont invités à fournir des renseignements actualisés au Secrétariat par courrier électronique (tbt@wto.org).

⁴¹ La liste complète des organismes à activité normative qui ont accepté le Code peut être consultée à partir du système d'information sur les normes OMC-ISO (<https://tbtcode.iso.org/fr/sites/wto-tbt/list-of-standardizing-bodies.html>).

⁴² [G/TBT/41](#), paragraphe 6.19.a.i.

3.4 Textes définitifs adoptés: renseignements sur les sites Web

3.34. Dans le huitième examen triennal, le Comité a recommandé aux Membres de fournir au Secrétariat des renseignements actualisés sur les sites Web sur lesquels il était normalement possible de consulter les textes définitifs adoptés des règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité applicables.⁴³ À ce jour, 22 Membres ont fourni ces renseignements au Secrétariat.⁴⁴

⁴³ [G/TBT/41](#), paragraphe 6.19.e.iii-iv.

⁴⁴ Voir l'annexe H du document [G/TBT/44](#).

4 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES⁴⁵

4.1. Le Comité OTC est l'enceinte dans laquelle les Membres examinent les "préoccupations commerciales spécifiques" (PCS) liées aux mesures OTC qui sont susceptibles d'affecter leurs échanges. Leurs discussions peuvent porter sur les mesures projetées ou les mesures définitives; dans la majorité des cas (66%) elles portent sur des mesures notifiées (projetées ou définitives). Le Comité donne aux Membres la possibilité de procéder à un examen des PCS dans un contexte multilatéral, de demander de nouvelles informations et précisions et de rechercher des solutions à ces préoccupations.

4.2. Une partie importante des travaux du Comité OTC est consacrée à l'examen des PCS. Le nombre de PCS examinées a augmenté régulièrement depuis la création de l'OMC en 1995 (figure 19a). L'examen, qui prend généralement deux jours par réunion et qui couvre, dernièrement, plus de 80 préoccupations par réunion, est un moyen de réduire les potentielles tensions commerciales. Il permet aux délégations de mieux comprendre la raison d'être des réglementations des autres Membres, donne des éclaircissements concernant les modalités de mise en œuvre et d'application, et donne la possibilité aux Membres d'apporter des précisions – et aux délégations de signaler d'éventuels problèmes. Dans certains cas, cela a effectivement facilité la résolution de problèmes commerciaux entre les Membres. Toutefois, s'il ne peut être répondu aux préoccupations commerciales dans le cadre du Comité, rien n'empêche les délégations de recourir aux procédures formelles de règlement des différends à l'OMC.

4.1 Tendances

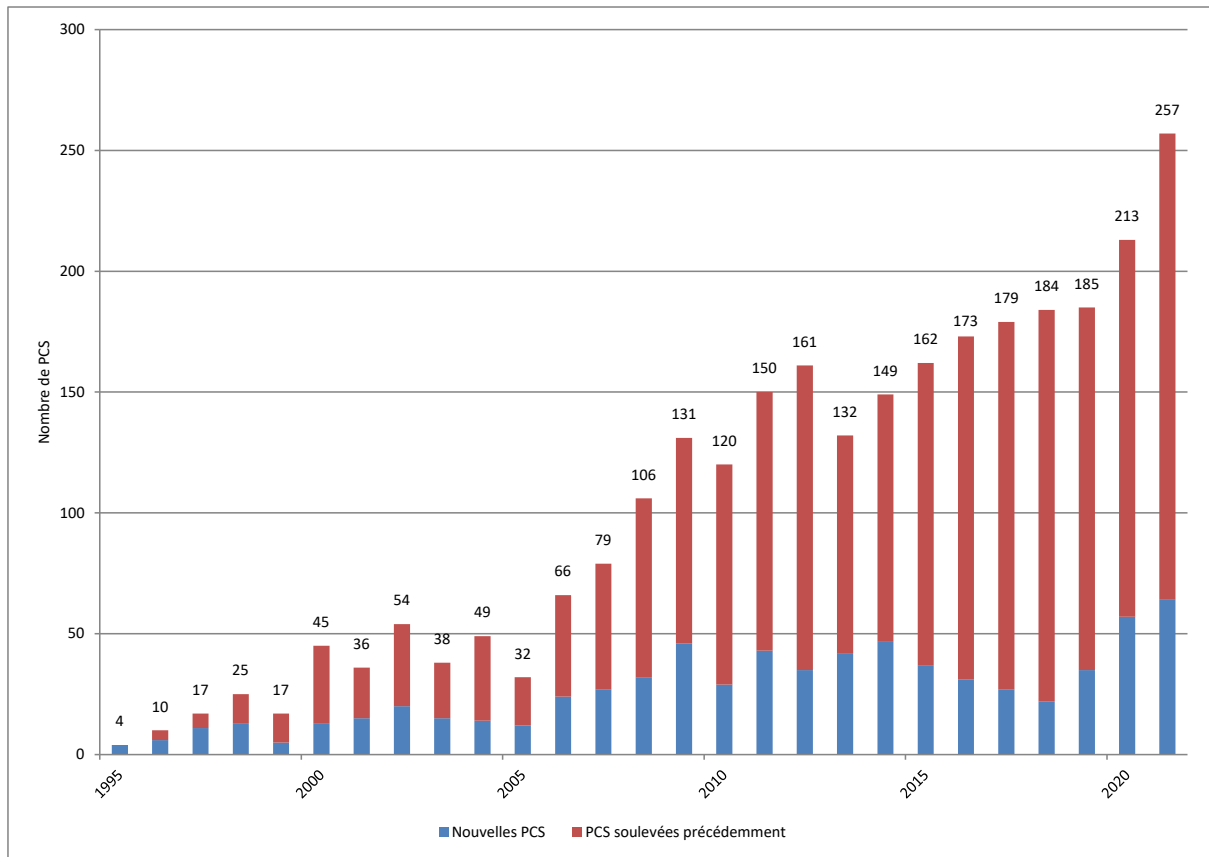
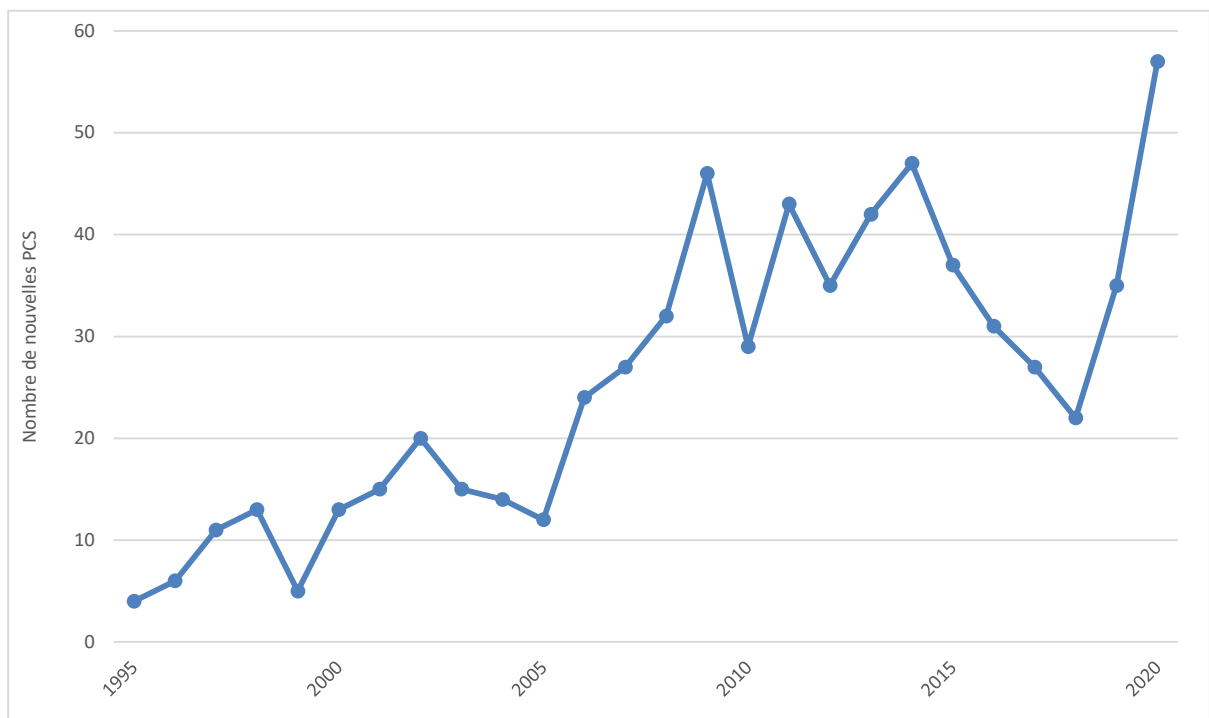
4.3. En 2021, les Membres ont examiné un total de 257 PCS, dont 64 nouvelles préoccupations (figure 19a). Le nombre de nouvelles préoccupations soulevées est le plus élevé jamais enregistré depuis 1995, avec 7 de plus qu'en 2020 (figure 19b). Comme c'est le cas depuis quelques années, la grande majorité des PCS examinées en 2021 avaient déjà été soulevées. En 2021, les Membres ont examiné 193 préoccupations soulevées précédemment dans le cadre de réunions du Comité OTC⁴⁶, contre 156 en 2020.⁴⁷ La méthode de calcul appliquée pour la première fois en 2016 lors de l'examen annuel en ce qui concerne la catégorie des "PCS soulevées précédemment" a à nouveau été utilisée.⁴⁸ Depuis 1995, 70 Membres (soit 43% de l'ensemble des Membres) ont soulevé au moins une PCS au Comité OTC.

⁴⁵ Les données utilisées dans les figures de la présente section sont tirées du système TBT-IMS (<http://tbtime.wto.org/>). Des renseignements supplémentaires sur les PCS peuvent être obtenus par le biais du système TBT-IMS.

⁴⁶ Toutes les fois qu'une PCS est soulevée au sein du Comité, elle est comptabilisée, même si elle a déjà été soulevée la même année civile en tant que nouvelle PCS ou PCS soulevée précédemment.

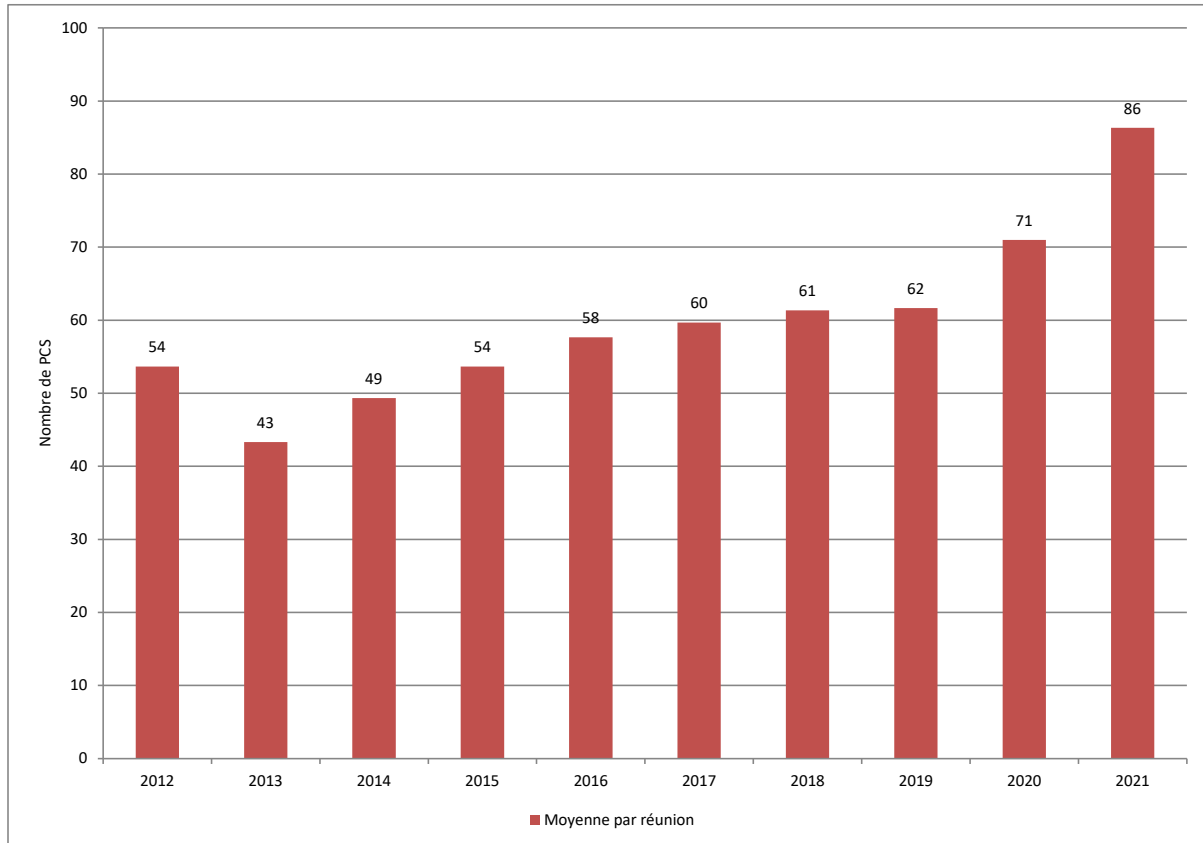
⁴⁷ Un résumé des PCS soulevées au sein du Comité en 2021 figure à l'annexe D. L'annexe E contient un aperçu plus détaillé des nouvelles PCS soulevées en 2021.

⁴⁸ Voir le document [G/TBT/39/Rev.1](#), paragraphe 3.19. Conformément à l'approche utilisée depuis 2016, une PCS est comptabilisée à chaque fois qu'elle est soulevée à une réunion du Comité OTC. Si elle est soulevée pour la première fois, elle est comptabilisée comme une nouvelle PCS. Si elle est de nouveau soulevée, elle est comptabilisée comme une PCS soulevée précédemment. En d'autres termes, les Membres peuvent soulever une même PCS plus d'une fois en une année et chaque fois que cette PCS est soulevée au sein du Comité, elle est comptabilisée (voir l'annexe D).

Figure 19a: PCS soulevées, 1995-2021**Figure 19b: Nouvelles PCS soulevées, 1995-2021**

4.4. La figure 20 montre le nombre moyen de PCS examinées chaque année, par réunion du Comité OTC. Alors qu'en 2011, environ 50 PCS étaient examinées en moyenne par réunion, ce nombre est passé à 86 en 2021 (figure 20), illustrant ainsi l'augmentation continue de la charge de travail du Comité OTC découlant des PCS.

Figure 20: Nombre moyen de PCS soulevées par réunion du Comité, 2012-2021



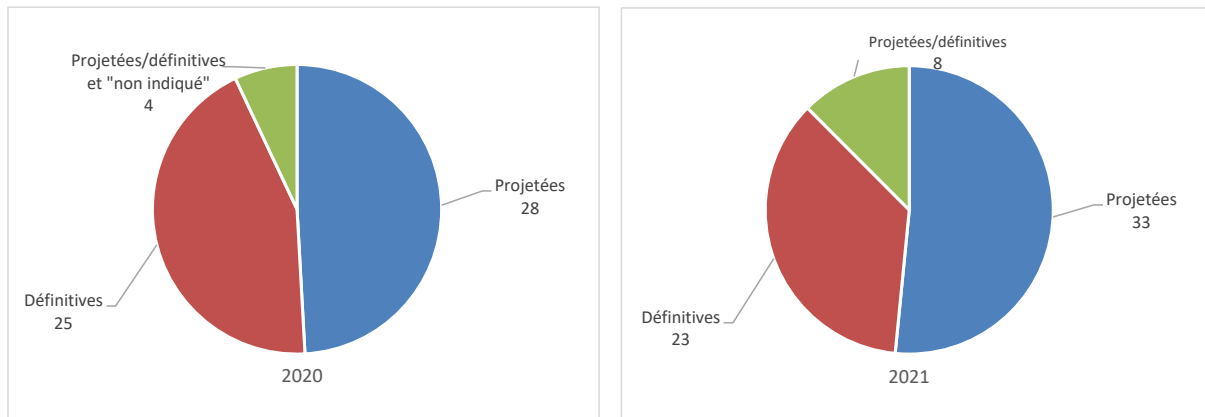
4.5. Il arrive souvent que des Membres retirent des PCS au début des réunions du Comité, probablement du fait que des progrès ont été réalisés dans les discussions bilatérales, et ces préoccupations ne sont pas prises en compte dans les figures 19a et 19b. En 2021, les Membres ont retiré 13 PCS au début des réunions du Comité, contre 6 en 2020 et 5 en 2019.⁴⁹

4.6. À la suite du huitième examen triennal, le Comité OTC est convenu de nouvelles procédures relatives à l'inscription de préoccupations commerciales spécifiques au projet d'ordre du jour annoté du Comité OTC.⁵⁰ Ces procédures sont appliquées depuis mars 2019. Elles prévoient un délai plus court pour la présentation des PCS et la distribution du projet d'ordre du jour annoté avant les réunions et exigent également que les Membres fournissent des renseignements sur le point de savoir si les PCS concernent des mesures projetées ou des mesures finales. Un peu plus de la moitié des nouvelles PCS soulevées en 2021 concernaient des mesures projetées, soit davantage qu'en 2020 (figure 21).

⁴⁹ [G/TBT/M/77](#) – [G/TBT/M/85](#).

⁵⁰ [G/TBT/43](#). Lors du huitième examen triennal, les Membres sont convenus d'appliquer à titre expérimental les procédures pour les réunions de mars et juin 2019 ([G/TBT/41](#), paragraphe 8.2 b.i. et note de bas de page 305). À la réunion du Comité OTC de juin 2019, les Membres sont convenus d'appliquer ces procédures de manière permanente ([G/TBT/M/78](#), paragraphe 3.331).

Figure 21: Mesures projetées et mesures définitives, nouvelles PCS soulevées en 2020 et 2021

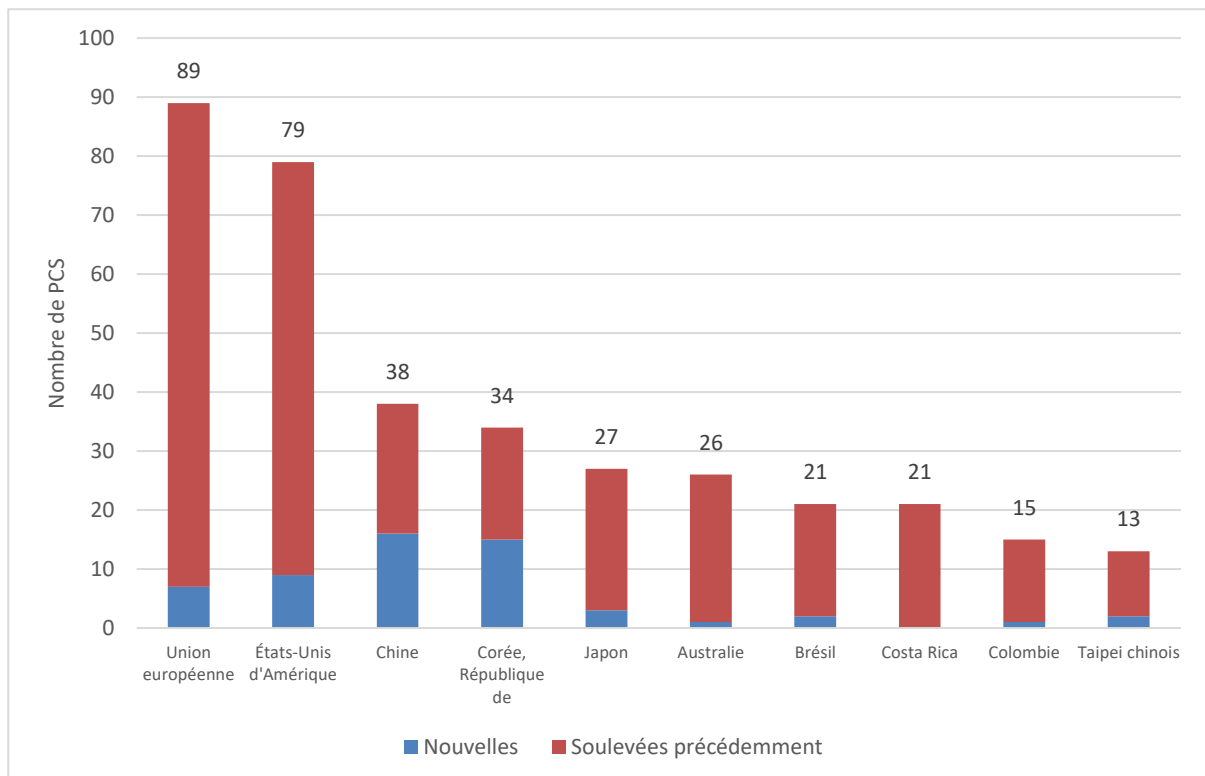


4.2 PCS par Membre

4.2.1 Membres soulevant des PCS

4.7. L'UE, les États-Unis et la Chine sont les Membres qui ont soulevé le plus de PCS en 2021 (figure 22). Il s'agissait dans une large mesure de PCS qui n'étaient pas nouvelles mais avaient été soulevées précédemment.⁵¹ En 2021, 41 Membres ont soulevé au moins une PCS (nouvelle et soulevée précédemment), contre 42 en 2020.

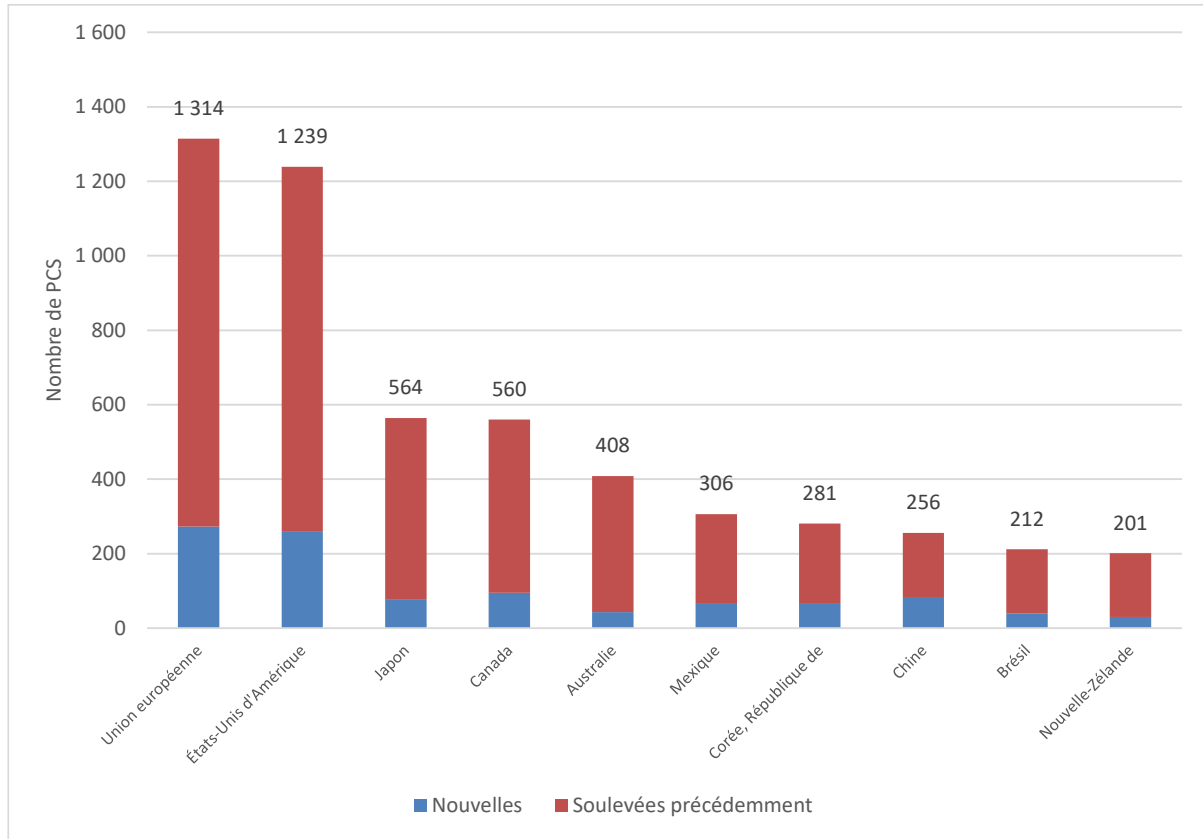
Figure 22: Les 10 Membres ayant soulevé le plus de PCS en 2021



⁵¹ Une même PCS (nouvelle et soulevée précédemment) peut être soulevée par plusieurs Membres. Les Membres peuvent soulever une même PCS plusieurs fois au cours d'une année, qui est alors chaque fois comptabilisée.

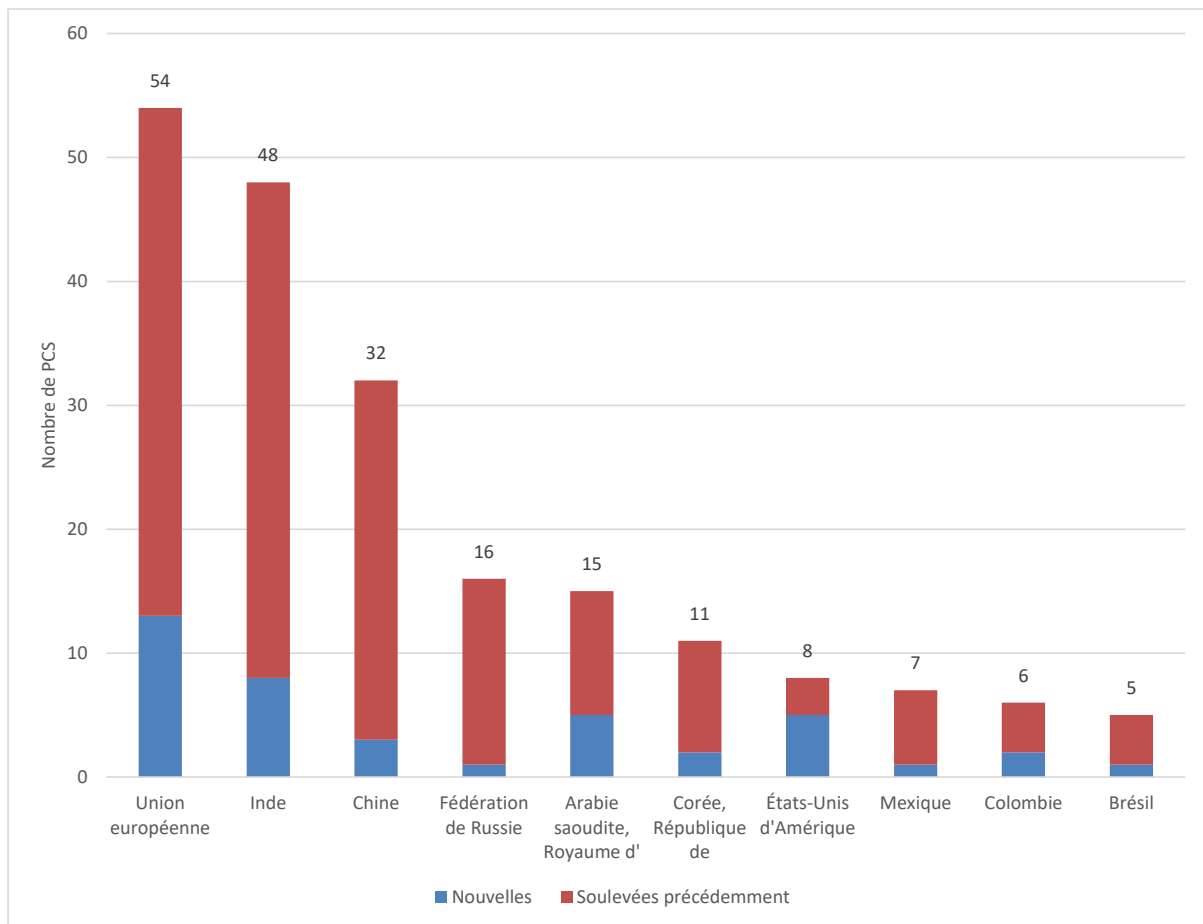
4.8. On a observé une tendance similaire pendant la période 1995-2021; l'UE et les États-Unis ont soulevé la plupart des PCS (nouvelles et soulevées précédemment), avec plus de 1 200 chacun (figure 23).

Figure 23: Les 10 Membres ayant soulevé le plus de PCS, 1995-2021

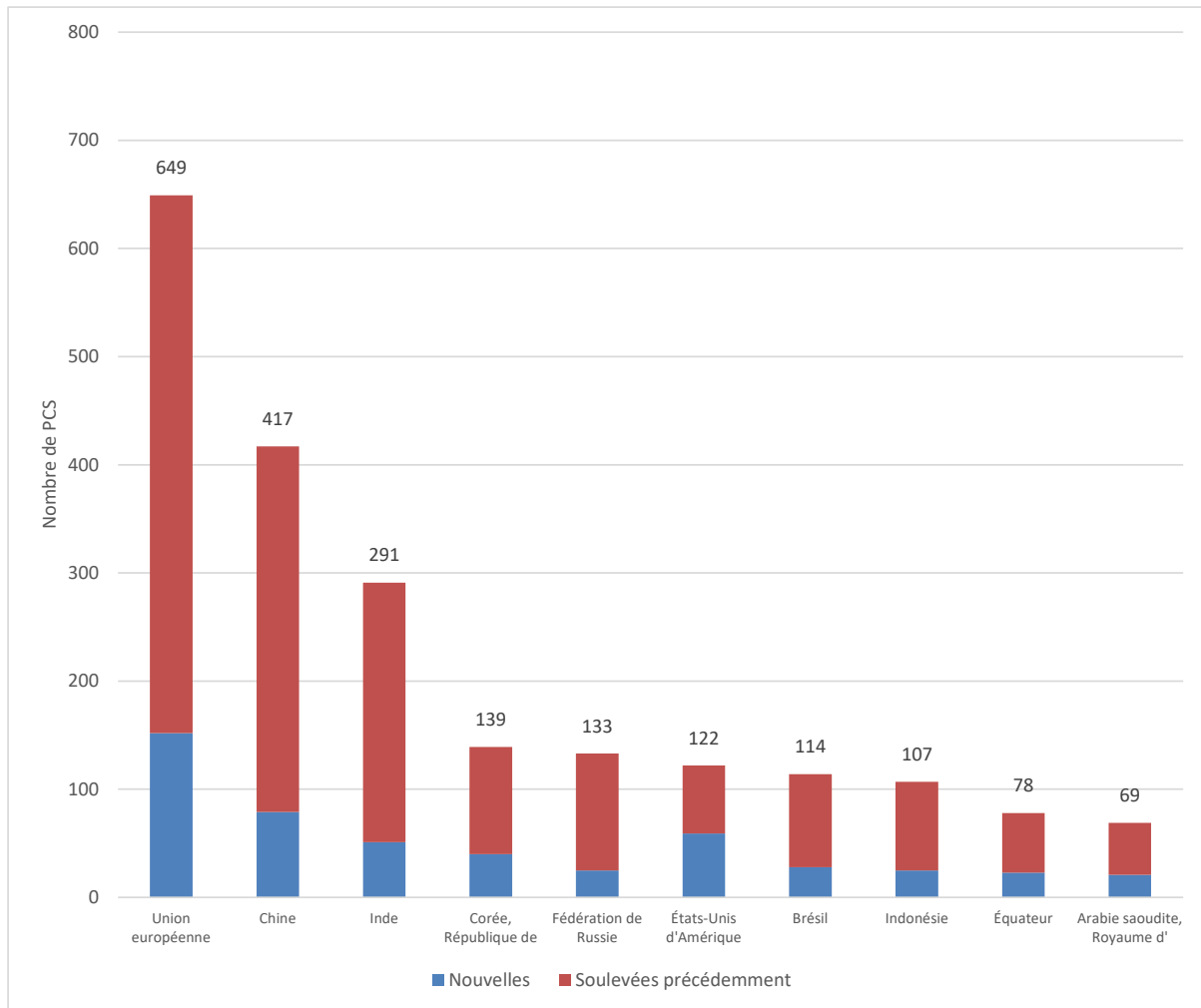


4.2.2 Membres répondant à des PCS

4.9. L'UE, mais aussi l'Inde et la Chine, ont répondu à la plupart des PCS (nouvelles et soulevées précédemment) soulevées au sein du Comité en 2021 (figure 24).

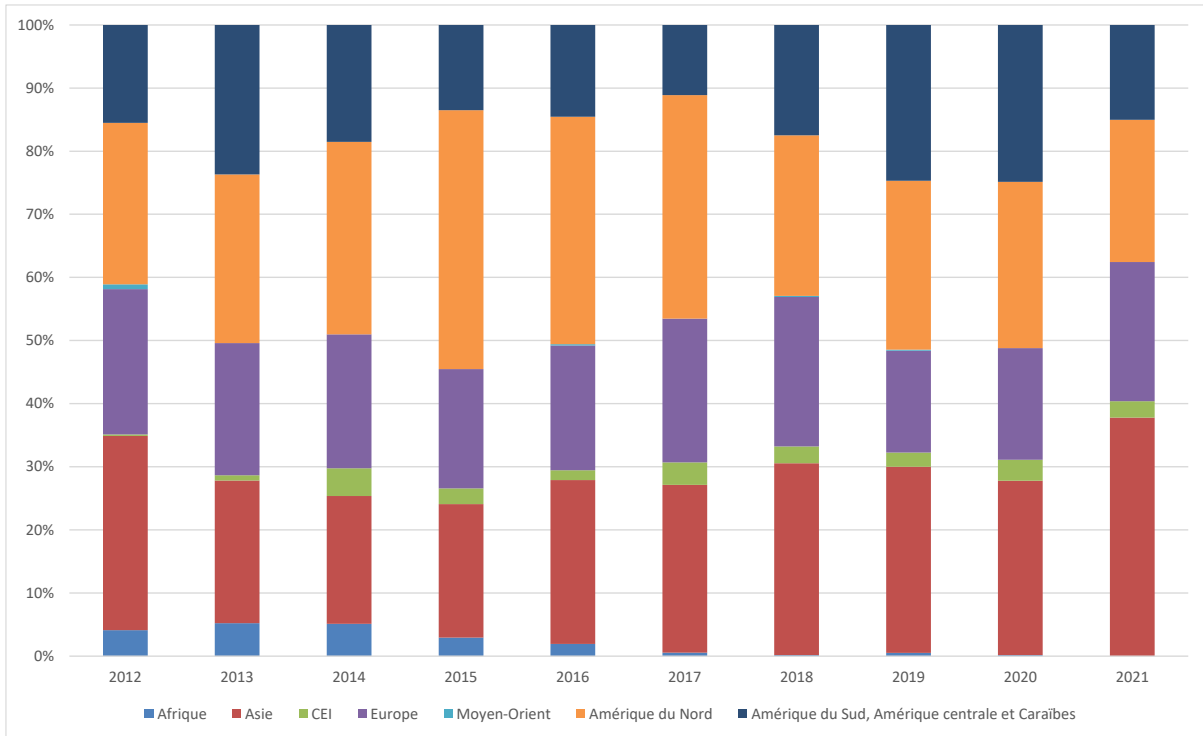
Figure 24: Les 10 Membres ayant le plus répondu à des PCS, 2021

4.10. Dans l'ensemble, l'UE est le Membre qui a répondu au plus grand nombre de PCS (nouvelles et soulevées précédemment) au sein du Comité entre 1995 et 2021, suivie de la Chine et de l'Inde (figure 25).

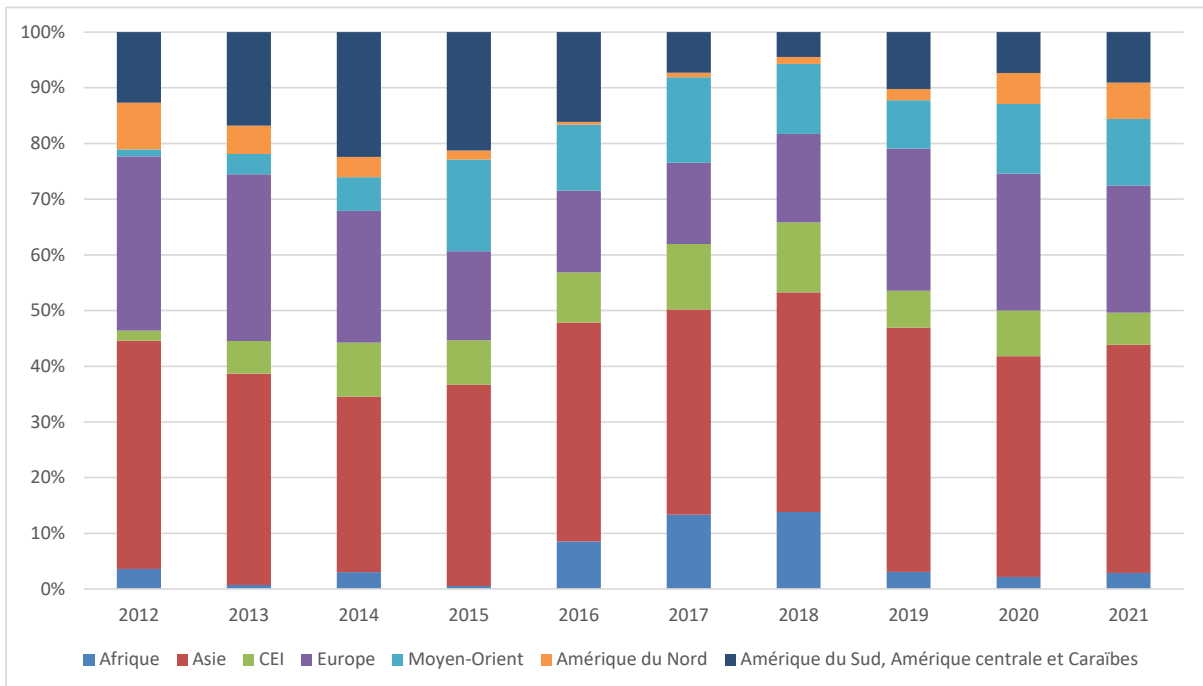
Figure 25: Les 10 Membres ayant le plus répondu à des PCS, 1995-2021

4.3 PCS par région et par niveau de développement

4.11. Les figures 26 et 27 donnent des renseignements sur la répartition régionale de la participation aux examens des PCS. Les Membres d'Asie ont soulevé un nombre croissant de PCS depuis 2015, alors que les Membres d'Amérique du Nord en ont soulevé relativement moins pendant cette période. En 2021, aucune nouvelle PCS n'a été soulevée par des Membres du Moyen-Orient ou d'Afrique (figure 26).

Figure 26: Régions soulevant des PCS, 2012-2021

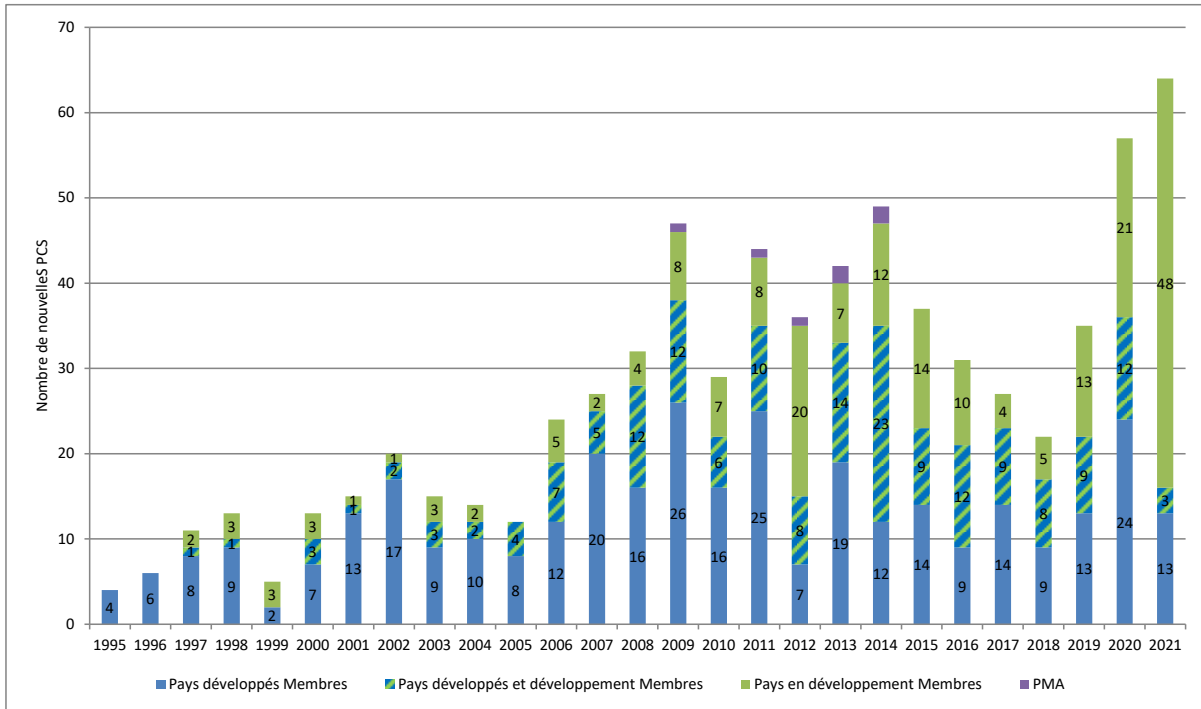
4.12. Ce sont les Membres d'Asie qui ont le plus été visés par les nouvelles PCS, suivis par ceux d'Europe et du Moyen-Orient (figure 27). Depuis 2015, les Membres d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes ont répondu à une part plus faible de PCS.

Figure 27: Régions répondant à des PCS, 2012-2021

4.13. En 2021, les pays en développement Membres ont soulevé un nombre important de nouvelles PCS. Sur les 64 nouvelles PCS, 48 ont été soulevées par des pays en développement Membres, 13 par des pays développés Membres et 3 par des pays développés et en développement Membres. Aucun PMA Membre n'a soulevé de nouvelle PCS durant l'année. Cette répartition a varié au fil des

ans mais, de manière générale, les pays en développement Membres ont soulevé de plus en plus de nouvelles PCS au cours des dernières années (figure 28). En 2021, les pays en développement Membres ont continué d'être ceux qui soulevaient le plus de PCS, en soulevant le plus grand nombre de nouvelles PCS en une année depuis 1995, et plus du double par rapport à 2020.

Figure 28: Nouvelles PCS soulevées par niveau de développement, 1995-2021⁵²



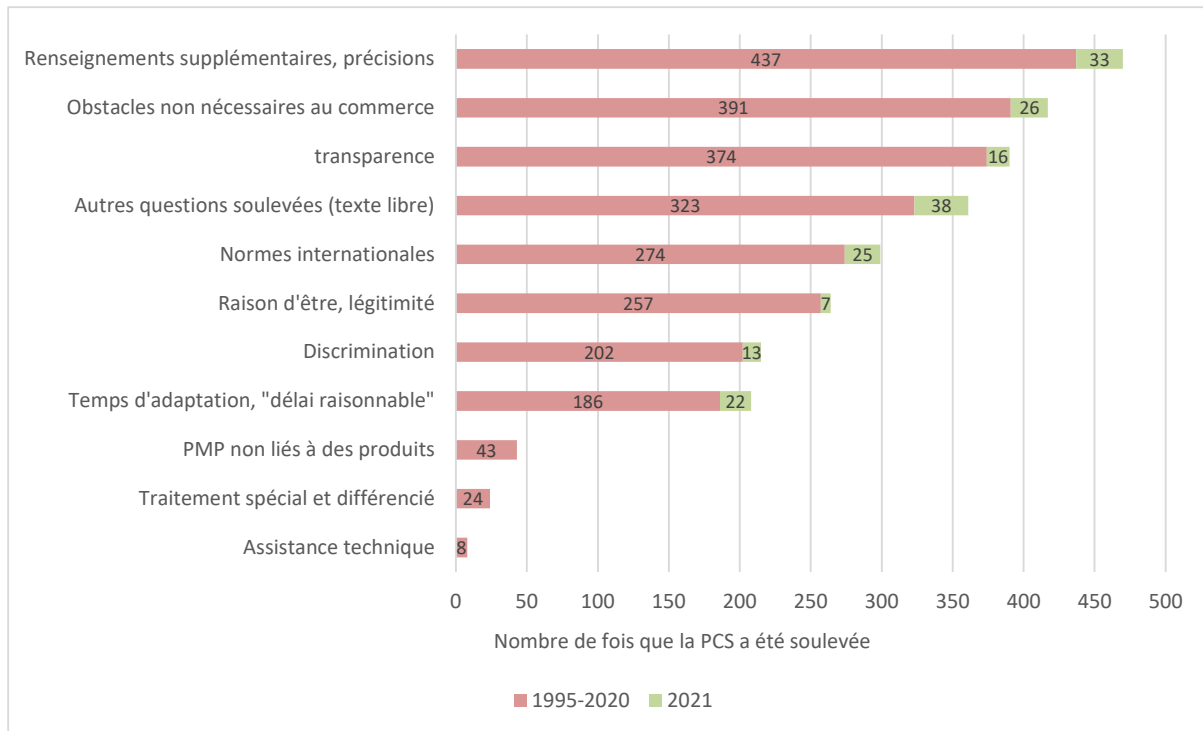
4.4 Types de préoccupations soulevées

4.14. Les PCS peuvent porter sur un éventail de mesures OTC. En 2021, environ 65% des nouvelles PCS concernaient des règlements techniques. Les 35% restants concernaient des procédures d'évaluation de la conformité et/ou des règlements techniques.

4.15. Parmi les questions mises en relief dans le cadre des nouvelles préoccupations soulevées par les Membres en 2021, 33 portaient sur la nécessité pour les Membres concernés de recevoir des renseignements supplémentaires sur l'état d'avancement d'une mesure ou d'obtenir des précisions sur certains éléments de celle-ci, 26 sur les obstacles non nécessaires au commerce, 25 sur l'incompatibilité avec les normes internationales ou la non-utilisation de ces normes, 22 sur le délai accordé aux fabricants pour s'adapter aux nouvelles prescriptions (délai raisonnable de 6 mois), 16 sur l'absence de notification ou l'impossibilité de faire des observations (transparence), 13 sur la discrimination et 7 sur la légitimité de la mesure (figure 29). En outre, un certain nombre d'autres questions ont été soulevées dans 38 cas.⁵³

⁵² Cette figure indique le niveau de développement des Membres qui ont soulevé une nouvelle PCS. Une PCS peut être soulevée par plusieurs Membres de niveaux de développement différents.

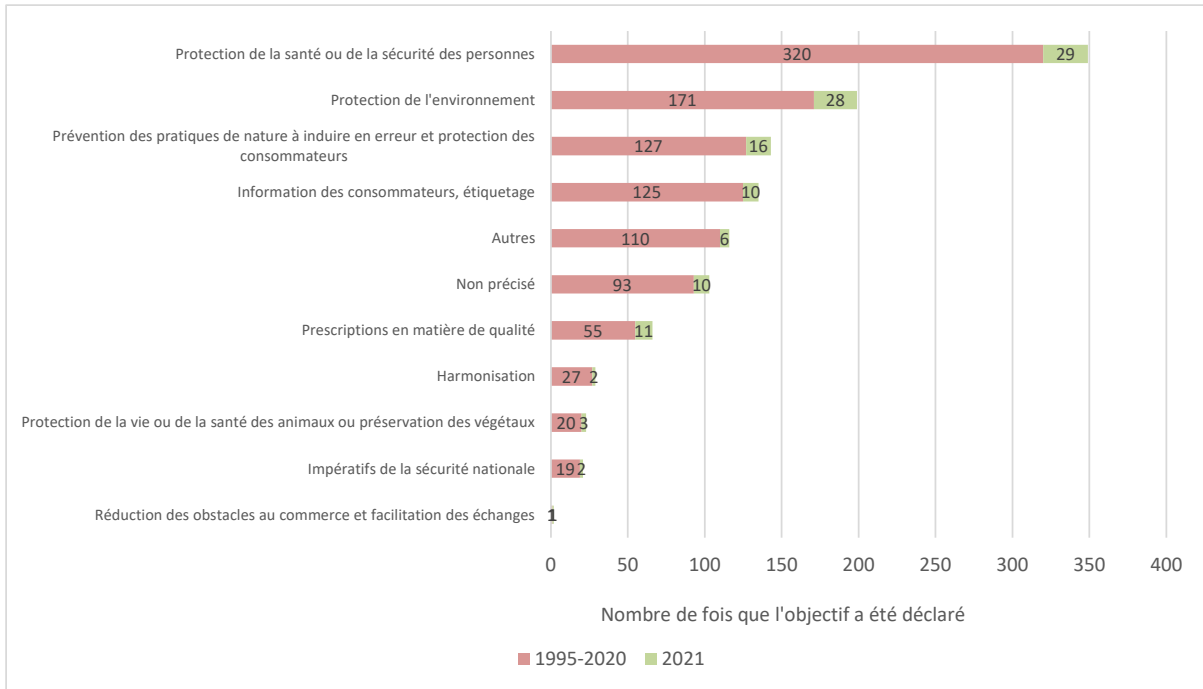
⁵³ Les "autres questions" concernent une série de préoccupations non classées, par exemple le caractère contraignant des prescriptions, l'absence de preuves scientifiques ou l'imprévisibilité et le manque de clarté de la mesure.

Figure 29: Types de préoccupations soulevées, 1995-2021⁵⁴

4.5 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS

4.16. La "protection de la santé et de la sécurité des personnes", qui était déjà le principal objectif cité dans les notifications OTC, était de loin l'objectif déclaré le plus courant des mesures visées par des PCS entre 1995 et 2021 (figures 30 et 15). Les renseignements concernant l'objectif déclaré d'une mesure faisant l'objet de PCS sont tirés de la notification elle-même ou de l'examen de la mesure en question par le Comité.

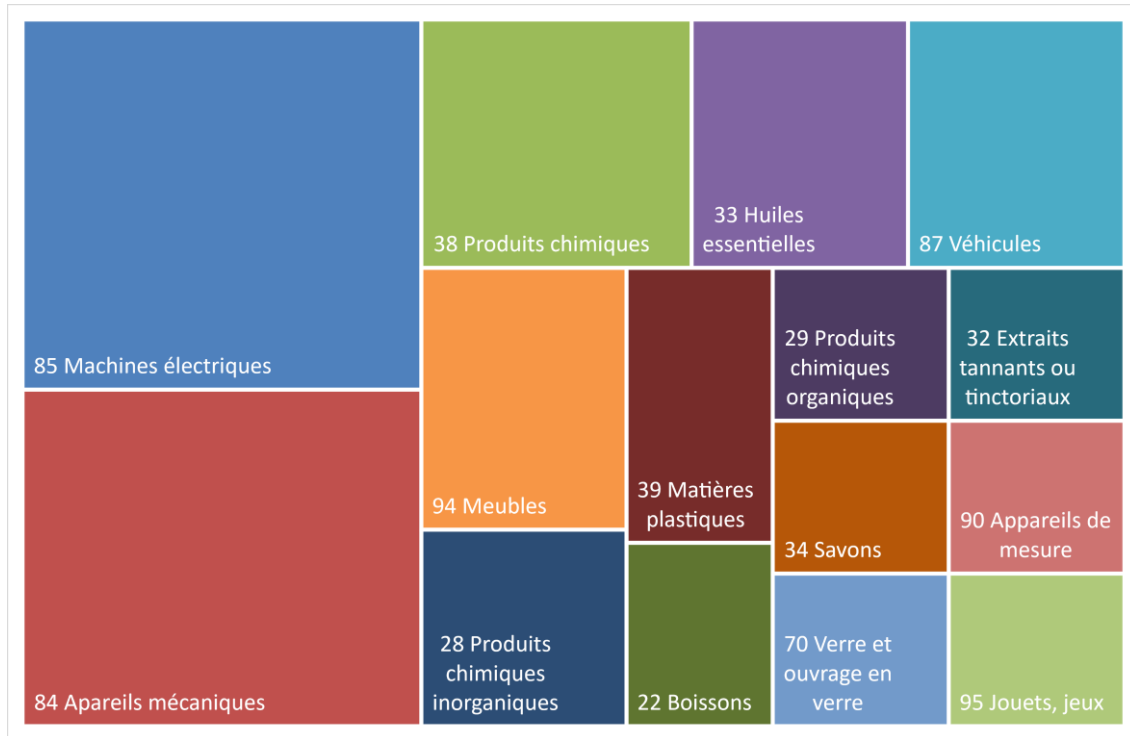
⁵⁴ Cette figure est classée en fonction des totaux, pour la période 1995-2021. Les Membres peuvent soulever plus d'un type de préoccupation par PCS.

Figure 30: Objectifs déclarés des mesures soulevées en tant que PCS, 1995-2021⁵⁵

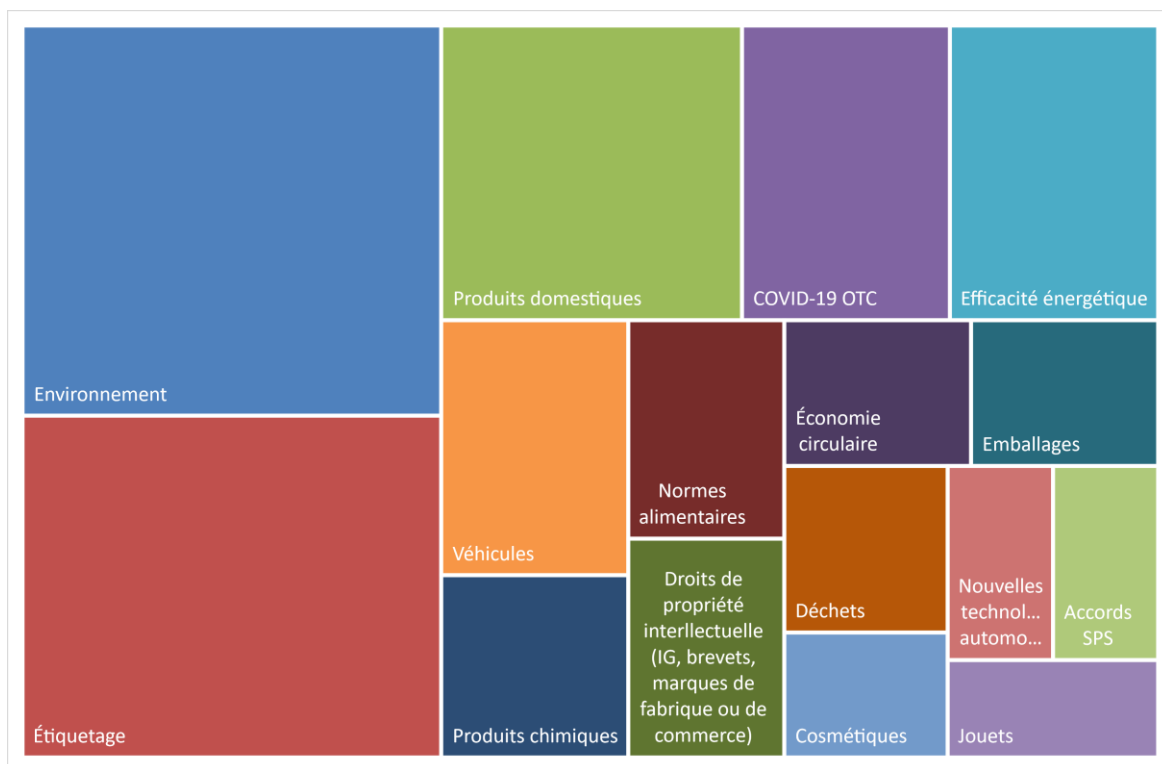
4.6 Produits visés par les nouvelles PCS

4.17. Les PCS soulevées en 2021 concernaient un large éventail de secteurs. Les catégories de produits les plus fréquemment visées étaient les suivantes: machines, appareils et matériels électriques (chapitre 85 du SH); machines, appareils et engins mécaniques (chapitre 84 du SH); produits divers des industries chimiques (chapitre 38 du SH); huiles essentielles et résinoïdes, produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques (chapitre 33 du SH); véhicules (chapitre 87 du SH); entre autres (figure 31). Dans l'ensemble, les préoccupations environnementales, suivies par l'étiquetage, ont été les sujets les plus fréquemment abordés dans les nouvelles PCS soulevées en 2021 (voir figure 32).

⁵⁵ Cette figure est classée en fonction des totaux, pour la période 1995-2021. Les mesures visées par les PCS peuvent avoir plus d'un objectif. Chaque objectif cité est comptabilisé.

Figure 31: Produits visés par les nouvelles PCS, 2021⁵⁶

⁵⁶ Cette figure inclut les chapitres du SH indiqués dans au moins 2 PCS soulevées durant l'année. Les renseignements relatifs aux codes du SH sont interprétés par le Secrétariat, sur la base des notifications correspondantes et des déclarations des Membres consignées dans les comptes rendus des réunions. Dans certains cas, aucun code n'est indiqué si la portée de la mesure est très large ou qu'elle ne peut pas être déterminée. Ces renseignements sont publiés pour la première fois dans le présent examen annuel, et les renseignements historiques seront mis à disposition ultérieurement.

Figure 32: Mots clés des nouvelles PCS, 2021⁵⁷

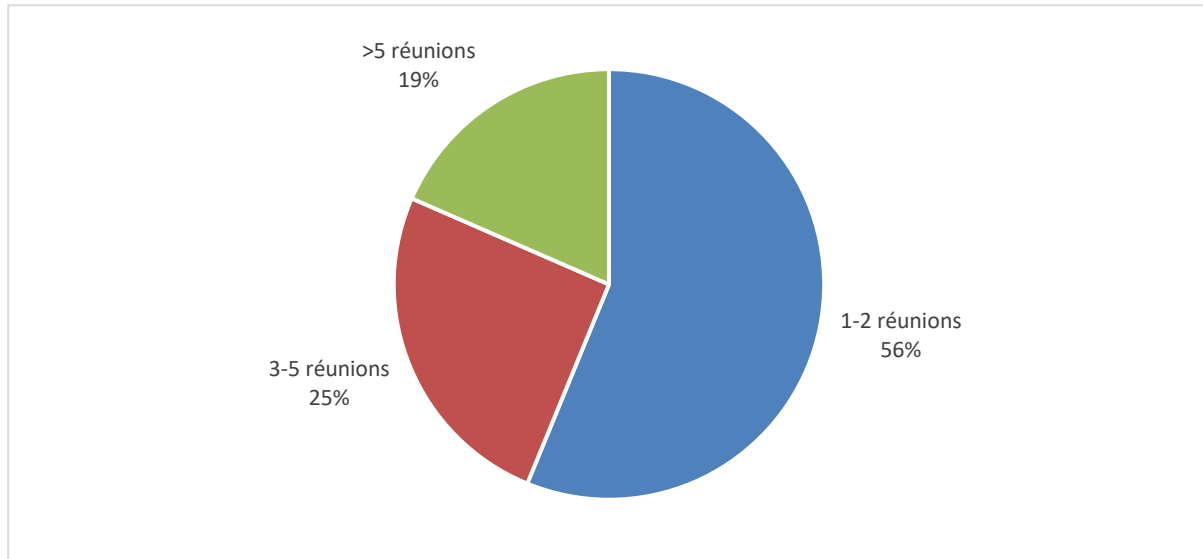
4.7 COVID-19

4.18. En 2021, les Membres ont fait plusieurs fois référence à la pandémie de COVID-19 dans neuf nouvelles PCS soulevées. Dans la plupart des cas, cela était lié à l'impact de la COVID-19 sur la mise en œuvre et le respect d'une série de règlements, et des prolongations des périodes de transition ont été demandées.

4.8 Nombre de fois où une PCS a été soulevée

4.19. Le nombre de fois où une PCS est soulevée peut être lié à l'importance que les Membres attachent à cette préoccupation ou au fait que des progrès ont été réalisés dans le traitement de celle-ci. Les PCS qui sont soulevées à une ou deux réunions seulement peuvent être des préoccupations à propos desquelles des solutions ont été trouvées. En revanche, les PCS de longue date soulevées lors de cinq réunions ou plus peuvent constituer des préoccupations pour lesquelles moins de progrès ont été réalisés. La plupart des PCS (56%) ont été soulevées à une ou deux réunions du Comité, 25% des PCS l'ont été de trois à cinq fois et 19% l'ont été plus de cinq fois (figure 33).

⁵⁷ Cette figure inclut les mots clés indiqués dans au moins 3 PCS soulevées durant l'année. Les mots clés sont interprétés et attribués par le Secrétariat.

Figure 33: Nombre de fois où une PCS a été soulevée, 1995-2021

4.20. L'annexe D contient une liste des PCS de longue date qui ont été soulevées à nouveau en 2021. Les 10 PCS les plus fréquemment soulevées sont énumérées ci-dessous (tableau 3).

Tableau 3: Les 10 plus anciennes PCS soulevées en 2021

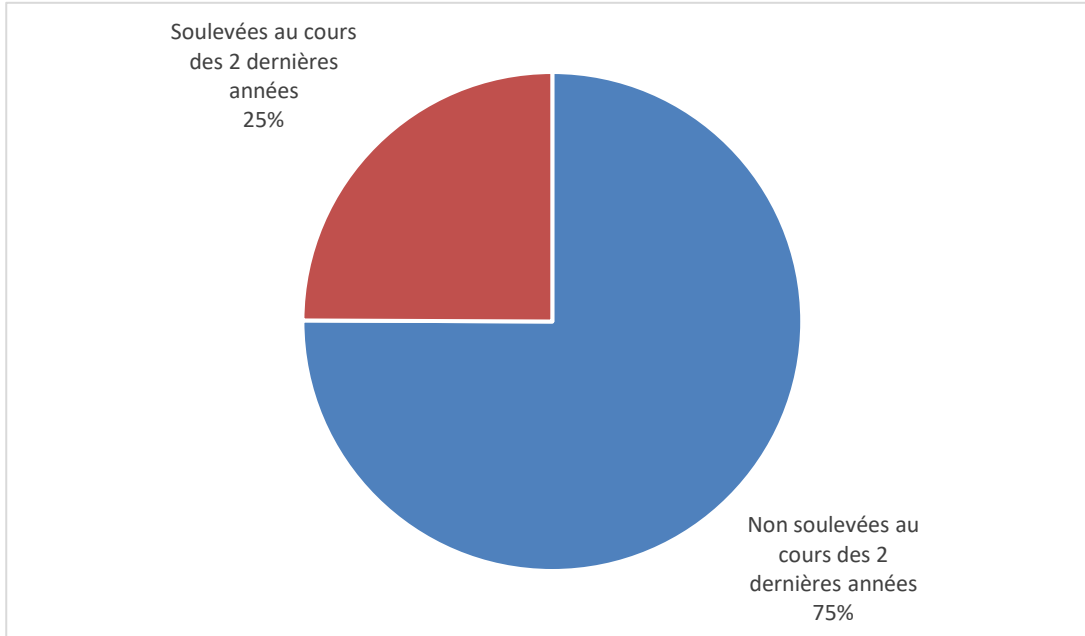
ID	Intitulé	Nombre de fois où la PCS a été soulevée
133	Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles (ID 133)	38
294	Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294)	33
332	Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011) (ID 332)	30
345	Union européenne – Projet de règlement d'exécution modifiant le Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole (ID 345)	28
393	Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations (ID 393)	26
367	Inde – Décret de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire) (ID 367)	26
428	Chine – Règlements sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État) (ID 428)	23
466	Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466)	20
502	Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application (ID 502)	18
497	Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment (ID 497)	18

4.21. Si l'on tient compte de toutes les PCS examinées par le Comité OTC depuis 1995, la plupart d'entre elles (75%) n'ont pas été soulevées au cours des deux dernières années (c'est-à-dire lors des six dernières réunions du Comité) (figure 34). Les 25% restants de PCS ont été soulevées au cours des deux dernières années.⁵⁸ Ces chiffres montrent qu'une part importante des PCS examinées

⁵⁸ Environ la moitié des PCS incluses dans ce groupe ont été présentées au Comité pour la première fois ("nouvelles PCS") au cours des deux dernières années. L'autre moitié sont des PCS qui ont été présentées pour la première fois au Comité avant 2020.

au Comité OTC ne figurent plus à l'ordre du jour et qu'une certaine forme de progrès a probablement été réalisée ou que les Membres ont traité la question par d'autres moyens.

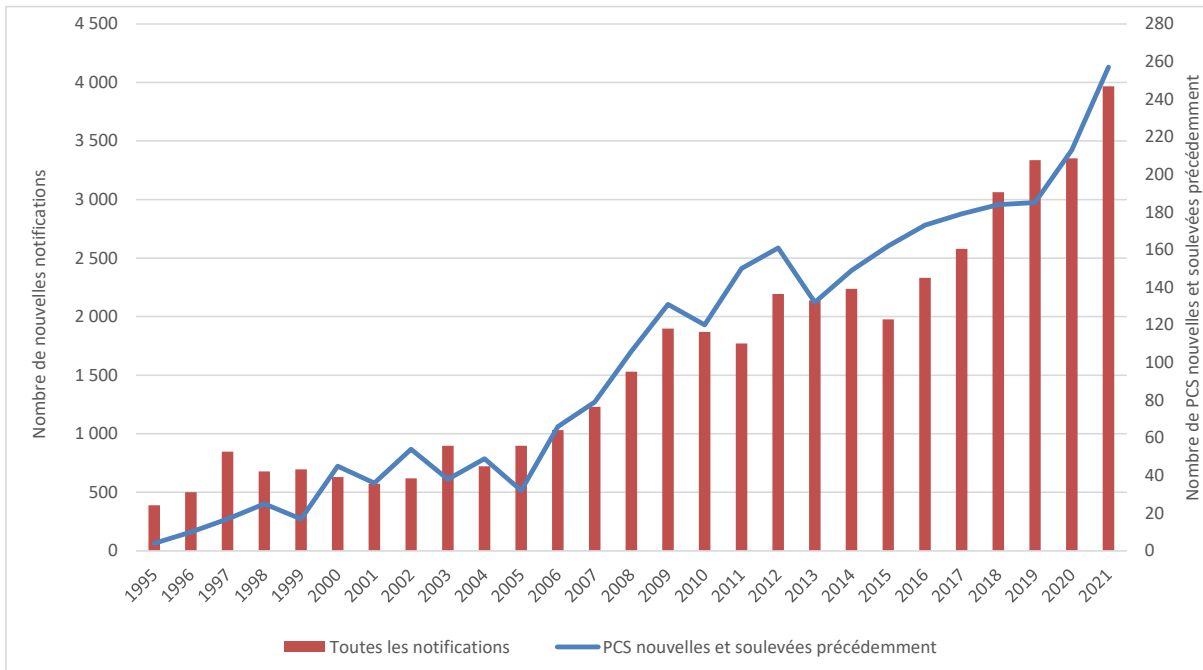
Figure 34: Part des PCS soulevées pendant la période 1995-2021 examinées au cours des deux dernières années



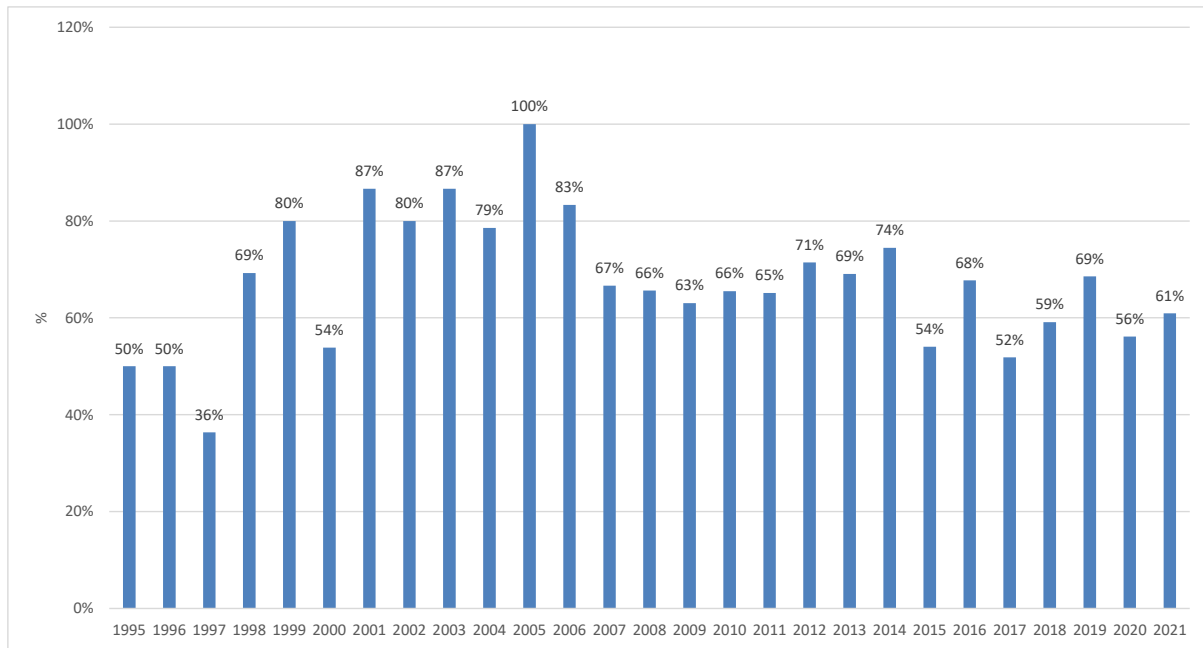
4.9 Rapport entre les notifications et les PCS

4.22. Le nombre de notifications présentées et le nombre de PCS soulevées ont généralement connu une tendance similaire de 1995 à 2021 (figures 35, 1 et 20).

Figure 35: Notifications et PCS nouvelles ou soulevées précédemment, 1995-2021



4.23. Dans l'ensemble, 66% des PCS soulevées depuis 1995 portent sur une mesure notifiée au Comité OTC. En 2021, 61% des nouvelles PCS soulevées concernaient des mesures notifiées (figure 36).

Figure 36: Nouvelles PCS examinées concernant des mesures notifiées, 1995-2021

4.10 Utilisation d'eAgenda

4.24. À la fin de 2019, le Comité a développé l'outil eAgenda pour gérer la présentation en ligne des PCS et permettre aux Membres de collaborer en vue de l'établissement de l'ordre du jour des réunions en temps réel. Les Membres peuvent soulever, appuyer ou retirer des PCS via la plate-forme et télécharger leurs déclarations avant la réunion. Toutes ces fonctionnalités ont amélioré la transparence en donnant aux Membres plus de temps pour préparer les réunions suivantes du Comité. À la fin de 2021, près de 270 utilisateurs de 81 Membres utilisaient eAgenda; toutes les PCS avaient été soulevées via la plate-forme et la grande majorité des déclarations avaient été téléchargées dans eAgenda.

5 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC

5.1. Entre 1995 et 2021, il y a eu 57 différends à l'OMC dans lesquels la demande de consultations, première étape formelle pour engager une procédure dans le cadre de l'OMC, mentionnait l'Accord OTC. En 2021, deux groupes spéciaux ont été demandés, établis et composés pour examiner: i) un différend engagé par la Malaisie concernant certaines mesures de l'Union européenne visant l'huile de palme et les biocarburants dérivés du palmier à huile (DS600)⁵⁹; et ii) un différend engagé par Hong Kong, Chine au sujet de certaines mesures des États-Unis concernant la prescription en matière de marquage de l'origine (DS597).⁶⁰

6 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT

6.1. Comme les années précédentes, en 2019 le Secrétariat a continué à recevoir de nombreuses demandes d'activités d'assistance technique liées aux OTC et à mener ces activités.

6.2. L'assistance technique liée aux OTC a toujours figuré parmi les sujets les plus demandés au cours des dernières années. Comme cela a été le cas en 2020, la demande d'assistance technique, traditionnellement élevée, ainsi que la capacité de l'OMC à la fournir ont été durement affectées par la pandémie en 2021, et plusieurs activités OTC en présentiel qui avaient été annoncées en 2020 ont ainsi dû être encore reportées.

6.3. Néanmoins, malgré ces contraintes et comme en 2020, le Secrétariat a pu organiser diverses activités d'assistance technique liées aux OTC à distance (ateliers ou séminaires virtuels). Ces activités virtuelles ont été conçues pour aider les participants à mieux comprendre l'Accord OTC, à discuter des difficultés liées à sa mise en œuvre et à en apprendre davantage sur les travaux du Comité OTC. Le Secrétariat a notamment organisé divers ateliers nationaux sur l'Accord OTC (par exemple pour l'Afrique du Sud, l'Indonésie, la Colombie et l'Équateur) et une table ronde virtuelle sur les questions relatives aux OTC (Afrique anglophone). En outre, une formation sur les Accords OTC et SPS a été dispensée en tant que l'un des principaux modules des trois cours régionaux de politique commerciale (CRPC) en ligne destinés aux pays africains anglophones, aux pays arabes et du Moyen-Orient ainsi qu'aux pays d'Amérique latine, respectivement.

6.4. Par ailleurs, le Secrétariat a continué à dispenser des programmes de formation spécifiques sur la transparence, en particulier sur ePing, le système d'alerte pour les notifications SPS/OTC. Ces programmes comprenaient des ateliers sur ePing à l'intention du secteur privé des Bahamas et de Sainte-Lucie, ainsi qu'un programme de formation sur la transparence et ePing destiné aux fonctionnaires chargés des questions commerciales et aux organismes de réglementation sud-africains, qui a été complété par un module additionnel à l'intention du secteur privé. De plus, le Secrétariat a collaboré étroitement avec les partenaires d'ePing, l'ITC et le DESA, en s'appuyant sur les ressources et les compétences de chaque organisme pour faire connaître les services d'ePing. Le Secrétariat a collaboré avec le DESA (le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU) pour dispenser une formation ePing aux parties prenantes du Bangladesh, du Bhoutan et du Vanuatu dans le cadre d'un programme destiné aux PMA en cours de retrait de la liste des PMA. En outre, dans le cadre d'un projet novateur de renforcement des capacités au Viet Nam, l'OMC et l'ITC ont collaboré avec les points d'information SPS et OTC au Viet Nam, ainsi qu'avec la Foreign Trade University (FTU) et des associations du secteur privé pour faire connaître ePing (www.epingalert.org) et le rendre plus accessible aux MPME, y compris grâce à des traductions en vietnamien. Le nombre d'utilisateurs enregistrés est passé de 200 à plus de 800 après le lancement d'ePing en vietnamien. De plus amples renseignements sur cette activité sont disponibles à l'adresse suivante: <https://ntmsurvey.intracen.org/epingvietnam>.

⁵⁹ https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds600_f.htm

⁶⁰ https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds597_f.htm

ANNEXE

A. Notifications présentées, par Membre, 1995-2021¹

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2021	Addenda et corrigenda présentés en 2021	Révisions présentées en 2021	Nombre totales de notifications présentées en 2021	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Afghanistan	0	0	0	0	2
Afrique du Sud	5	3	1	9	399
Albanie	0	0	0	0	96
Allemagne	0	0	0	0	28
Angola	0	0	0	0	0
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0
Arabie saoudite, Royaume d'	57	8	1	66	1 267
Argentine	28	45	0	73	949
Arménie	1	0	0	1	94
Australie	10	3	0	13	261
Autriche	0	0	0	0	4
Bahreïn, Royaume de	29	1	0	30	631
Bangladesh	0	0	0	0	4
Barbade	1	0	0	1	11
Belgique	2	2	0	4	215
Belize	2	0	0	2	14
Bénin	0	0	0	0	2
Bolivie, État plurinational de	0	2	0	2	68
Botswana	2	0	0	2	133
Brésil	176	267	0	443	2 685
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	2
Bulgarie	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0
Burundi	117	0	0	117	202
Cabo Verde	0	0	0	0	0
Cambodge	0	0	0	0	22
Cameroun	0	0	0	0	8
Canada	26	14	0	40	1 191
Chili	40	26	1	67	918
Chine	123	3	0	126	1 730
Chypre	0	0	0	0	1
Colombie	7	14	0	21	715
Congo	0	0	0	0	3
Corée, République de	112	5	0	117	1 223
Costa Rica	3	6	0	9	290
Côte d'Ivoire	35	0	0	35	52
Croatie	0	0	0	0	39
Cuba	0	0	0	0	21
Danemark	16	0	0	16	277
Djibouti	0	0	0	0	0
Dominique	10	0	0	10	28
Égypte	34	62	1	97	581
El Salvador	6	6	0	12	328
Émirats arabes unis	31	1	0	32	533
Équateur	18	37	12	67	1 531
Espagne	2	2	0	4	85
Estonie	0	0	0	0	15
Eswatini	0	0	0	0	9
États-Unis d'Amérique	134	243	14	391	4 497
Fédération de Russie	19	0	0	19	130
Fidji	0	0	0	0	1
Finlande	2	0	0	2	105
France	10	0	0	10	279
Gabon	0	0	0	0	2
Gambie	4	0	0	4	9
Géorgie	2	0	0	2	114

¹ Ce tableau n'inclut pas les notifications supplémentaires.

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2021	Addenda et corrigenda présentés en 2021	Révisions présentées en 2021	Nombre totales de notifications présentées en 2021	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Ghana	0	0	0	0	22
Grèce	0	0	0	0	0
Grenade	0	0	0	0	30
Guatemala	2	3	0	5	141
Guinée	0	0	0	0	1
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Guyana	1	0	0	1	61
Haïti	0	0	0	0	1
Honduras	1	4	0	5	142
Hong Kong, Chine	0	0	0	0	95
Hongrie	0	0	0	0	36
Îles Salomon	0	0	0	0	0
Inde	45	2	0	47	300
Indonésie	11	14	0	25	288
Irlande	0	0	0	0	5
Islande	0	0	0	0	2
Israël	42	53	1	96	1 542
Italie	0	0	0	0	36
Jamaïque	11	0	0	11	138
Japon	38	18	0	56	1 045
Jordanie	0	0	0	0	48
Kazakhstan	2	0	0	2	30
Kenya	147	28	0	175	1 436
Koweït, État du	25	1	0	26	604
Lesotho	0	0	0	0	0
Lettonie	0	0	0	0	31
Libéria	0	0	0	0	3
Liechtenstein	0	0	0	0	0
Lituanie	3	1	0	4	49
Luxembourg	0	0	0	0	0
Macao, Chine	3	1	0	4	25
Macédoine du Nord	0	0	0	0	8
Madagascar	0	0	0	0	0
Malaisie	3	0	0	3	279
Malawi	16	0	0	16	55
Maldives	0	0	0	0	0
Mali	0	0	0	0	2
Malte	0	0	0	0	0
Maroc	6	1	0	7	40
Maurice	2	1	0	3	17
Mauritanie	0	0	0	0	0
Mexique	23	32	2	57	1 293
Moldova, République de	0	0	0	0	54
Mongolie	3	1	0	4	15
Monténégro	0	0	0	0	16
Mozambique	1	0	0	1	16
Myanmar	0	0	0	0	6
Namibie	0	0	0	0	4
Népal	0	0	0	0	9
Nicaragua	4	7	0	11	222
Niger	0	0	0	0	0
Nigéria	0	0	0	0	18
Norvège	0	0	0	0	89
Nouvelle-Zélande	6	3	0	9	183
Oman	28	1	1	30	468
Ouganda	257	249	1	507	2 599
Pakistan	61	0	0	61	182
Panama	5	3	0	8	138
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	1
Paraguay	12	0	0	12	155
Pays-Bas	0	0	0	0	630
Pérou	11	8	0	19	208
Philippines	27	17	4	48	381
Pologne	0	0	0	0	7
Portugal	0	0	0	0	1

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2021	Addenda et corrigenda présentés en 2021	Révisions présentées en 2021	Nombre totales de notifications présentées en 2021	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Qatar	25	2	0	27	651
République centrafricaine	1	0	0	1	11
République démocratique du Congo	0	0	0	0	0
République démocratique populaire lao	0	0	0	0	1
République dominicaine	1	0	1	2	282
République kirghize	0	0	0	0	49
République slovaque	0	0	0	0	54
République tchèque	0	20	0	20	502
Roumanie	0	0	0	0	94
Royaume-Uni	9	12	0	21	80
Rwanda	163	0	0	163	597
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	13
Sainte-Lucie	0	0	0	0	57
Samoa	0	0	0	0	1
Sénégal	0	0	0	0	14
Seychelles	0	0	0	0	4
Sierra Leone	0	0	0	0	0
Singapour	7	3	0	10	93
Slovénie	2	0	0	2	124
Sri Lanka	0	0	0	0	55
Suède	2	0	0	2	237
Suisse	13	0	0	13	357
Suriname	0	0	0	0	1
Tadjikistan	4	0	0	4	10
Taïpei chinois	28	30	1	59	786
Tanzanie	172	0	0	172	702
Tchad	0	0	0	0	0
Thaïlande	63	23	2	88	945
Togo	0	0	0	0	2
Tonga	0	0	0	0	0
Trinité-et-Tobago	5	4	0	9	154
Tunisie	0	0	0	0	29
Turquie	33	5	0	38	223
Ukraine	35	23	0	58	329
Union européenne	93	11	0	104	1 835
Uruguay	12	2	0	14	69
Vanuatu	0	0	0	0	1
Venezuela, République bolivarienne du	0	0	0	0	35
Viet Nam	30	5	0	35	238
Yémen	26	1	0	27	220
Zambie	0	0	0	0	88
Zimbabwe	0	0	0	0	2
Total général	2 584	1 339	43	3 966	43 956

B. Recommandation révisée du Comité sur l'utilisation cohérente des modèles de notification²

Le Comité des obstacles techniques au commerce fait la recommandation révisée ci-après, qui vise à améliorer la cohérence dans l'utilisation des modèles de notification:

Type	Désignation
Nouvelle notification	Les Membres devraient utiliser une nouvelle notification ³ pour notifier le texte d'un projet de règlement technique ou de procédure d'évaluation de la conformité (ci-après dénommé la "mesure notifiée"). Si la mesure notifiée concerne une mesure déjà notifiée (c'est-à-dire si elle modifie ou complète une mesure adoptée ou qu'elle remplace une mesure retirée ou abrogée), la ou les cotes de la ou des notifications connexes devraient être indiquées dans la case 8 de la nouvelle notification.
Addendum	Les Membres devraient utiliser un addendum (voir le modèle en annexe) pour notifier des renseignements additionnels concernant une notification ou le texte d'une mesure notifiée, y compris si: <ul style="list-style-type: none"> le délai pour la présentation des observations a été modifié (par exemple prorogé ou rouvert); la mesure notifiée est adoptée, est publiée ou entre en vigueur, en particulier dans les cas où les dates pertinentes n'ont pas été indiquées dans la notification initiale ou qu'elles ont été modifiées. Les Membres sont encouragés à indiquer de quelle manière le texte final de la mesure peut être obtenu, y compris en fournissant l'adresse du site Web pertinent; la mesure notifiée est retirée ou abrogée. Si elle est remplacée par une nouvelle mesure, la cote de la nouvelle notification correspondante devrait dans la mesure du possible être indiquée; la teneur ou la portée d'une mesure notifiée est partiellement modifiée ou amendée. Dans ce cas, les Membres devraient envisager l'ouverture d'une nouvelle période pour la présentation d'observations; des règles d'interprétation sont publiées; et d'autres renseignements additionnels pertinents et utiles directement liés à une notification ou à une mesure notifiée ont été rendus publics mais ne peuvent pas être considérés comme un corrigendum, une révision ou un supplément.
Corrigendum	Les Membres devraient utiliser un corrigendum pour corriger les erreurs administratives ou matérielles mineures (qui n'impliquent aucune modification du sens du contenu): <ul style="list-style-type: none"> dans une notification ou dans les addenda ou révisions ultérieurs correspondants; et dans le texte de la mesure notifiée.
Révision	Les Membres devraient utiliser une révision pour indiquer que la mesure notifiée a été substantiellement remaniée avant son adoption ou son entrée en vigueur. Une révision remplace la notification initiale. Une révision devrait habituellement entraîner l'ouverture d'une nouvelle période pour la présentation d'observations.
Supplément	Les Membres devraient utiliser un supplément pour indiquer qu'il existe une traduction non officielle des mesures notifiées. ⁴

² [G/TBT/35/Rev.1](#), 21 novembre 2019.

³ Par "notification", on entend tout document officiel de l'OMC faisant partie de la série de documents "G/TBT/N/[code pays à trois chiffres]/#".

⁴ En 2007, le Comité OTC est convenu ([G/TBT/M/43](#), section II.C.3, 21 janvier 2008) que les Membres devaient utiliser les modèles prévus pour les traductions non officielles qui figurent dans le document [G/TBT/1/Rev.11](#), annexe 5 – Traductions non officielles. On trouvera dans le document [G/TBT/GEN/66](#) des renseignements plus détaillés.



[G/TBT/N/\[Membre\]/\[X\]/Add.\[X\]](#)

[Date]

(##-####)

Page: 1/1

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: Langue

NOTIFICATION

Addendum

La communication ci-après, datée du [date], est distribuée à la demande de la délégation de [Membre].

Intitulé: [mesure notifiée]

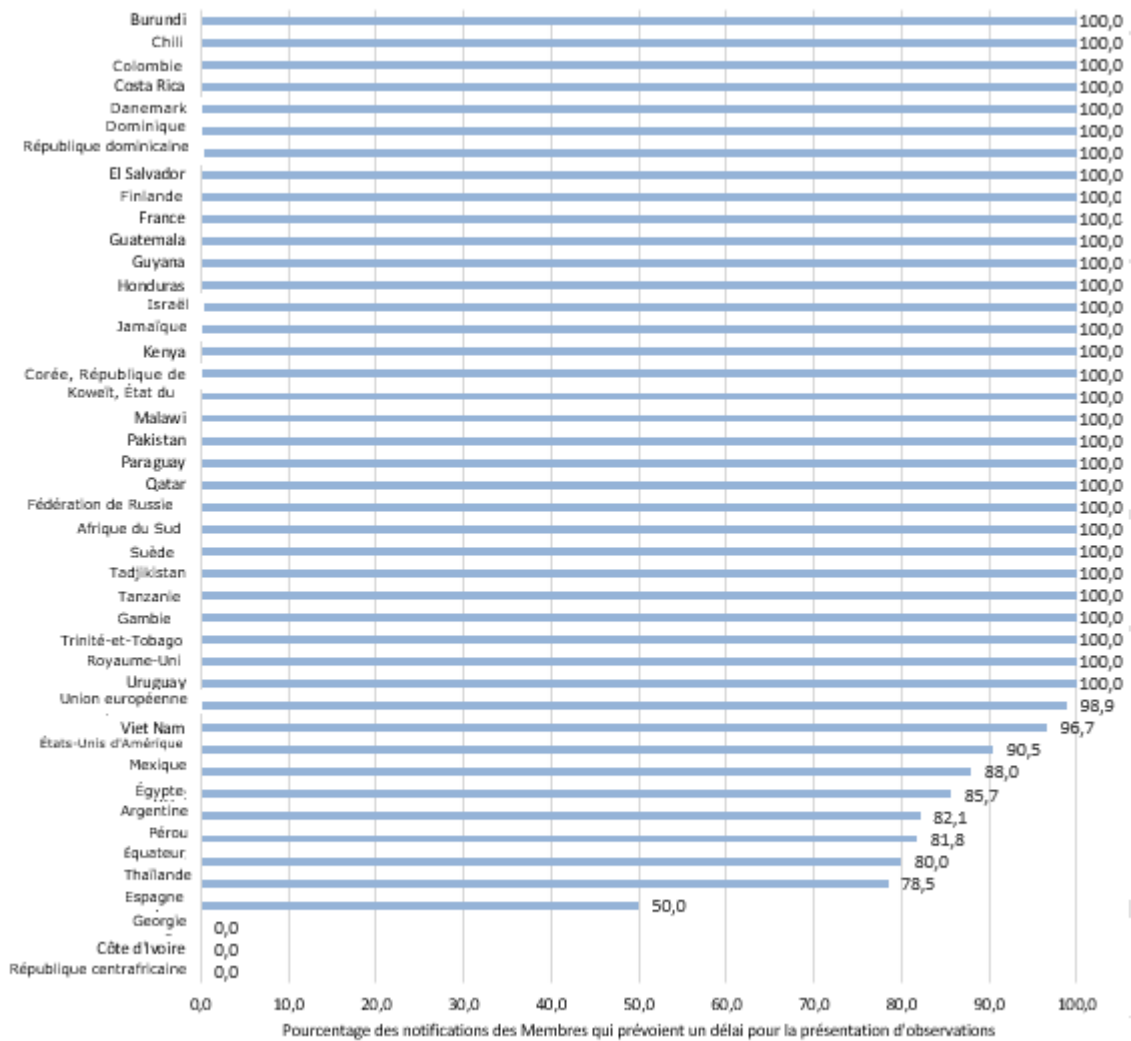
Motif de l'addendum:	
<input type="checkbox"/>	Modification du délai pour la présentation des observations – date:
<input type="checkbox"/>	Adoption de la mesure notifiée – date:
<input type="checkbox"/>	Publication de la mesure notifiée – date:
<input type="checkbox"/>	Entrée en vigueur de la mesure notifiée – date:
<input type="checkbox"/>	Accès au texte final de la mesure ⁵ : [Site Web/pièce(s) jointe(s) envoyée(s) au RCN, en format pdf ⁶ /texte libre]
<input type="checkbox"/>	Retrait ou abrogation de la mesure notifiée – date: Cote pertinente si la mesure fait l'objet d'une nouvelle notification:
<input type="checkbox"/>	Modification de la teneur ou du champ d'application de la mesure notifiée Nouveau délai pour la présentation des observations (le cas échéant):
<input type="checkbox"/>	Publication de directives d'interprétation et accès au texte: [Site Web/pièce(s) jointe(s) envoyée(s) au RCN, en format pdf ² /texte libre]
<input type="checkbox"/>	Autres:

Teneur: [Texte libre – bref résumé]

⁵ Il est possible d'indiquer une adresse de site Web, de joindre un fichier en format pdf ou de fournir tout autre renseignement permettant d'accéder au texte de la mesure finale.

⁶ Voir le document [G/TBT/GEN/65](#), 14 décembre 2007.

C. Pourcentage de notifications qui prévoient une période pour la présentation d'observations, par Membre, 2021⁷



⁷ Cette figure inclut uniquement les Membres qui ont notifié au moins cinq nouvelles notifications ou révisions en 2021.

D. Résumé des PCS soulevées en 2021

Le tableau ci-après contient la liste des 257 préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC en 2021 (dont 131 PCS individuelles). La deuxième colonne indique l'intitulé de la préoccupation commerciale spécifique.

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
133	Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles (ID 133)	10 novembre 2021	1	38	2
294	Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294)	10 novembre 2021	2	33	3
332	Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011) (ID 332)	10 novembre 2021	1	30	3
345	Union européenne – Projet de règlement d'exécution modifiant le Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole (ID 345)	10 novembre 2021	1	28	3
393	Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations (ID 393)	10 novembre 2021	2	26	3
428	Chine – Règlements sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État) (ID 428)	10 novembre 2021	1	23	3
466	Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466)	10 novembre 2021	1	20	3
502	Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application (ID 502)	10 novembre 2021	4	18	3
494	Inde – Projet de règlement de 2015 sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (Normes pour les boissons alcooliques) (ID 494)	10 novembre 2021	1	18	3
497	Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment (ID 497)	10 novembre 2021	1	18	3
505	Égypte – Système d'enregistrement du fabricant (Décret n° 43/2016 et Décret n° 992/2015) (ID 505)	10 novembre 2021	2	17	3
224	Inde – Certification obligatoire pour les produits en acier (ID 224)	10 novembre 2021	2	16	3

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
526	Chine – Loi sur la cybersécurité (ID 526)	10 novembre 2021	3	15	3
534	Chine – Loi sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de la cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534)	10 novembre 2021	3	14	3
533	Chine – Administration chinoise du cyberspace – Projet de mesures d'application de l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533)	10 novembre 2021	2	14	3
539	Union européenne – Règlement (CE) n° 1272/2008 (relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage) (ID 539).	10 novembre 2021	2	14	3
509	Chine – Normes nationales relatives aux limites concernant les composés organiques volatils applicables aux meubles (ID 509)	10 novembre 2021	1	14	1
524	Union européenne – Production biologique et étiquetage – Maté (erva-mate) (ID 524)	10 novembre 2021	1	14	3
470	Brésil – Projet d'arrêté n° 374 du 27 novembre 2014 (Portaria SDA/MAPA 374/2014). Établit des prescriptions en matière de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin (ID 470)	10 novembre 2021	1	10	1
567	Fédération de Russie – Loi fédérale n° 487-FZ prévoyant un cadre pour l'utilisation globale d'un étiquetage spécial et la traçabilité des marchandises et Décision n° 792-r spécifiant les marchandises auxquelles l'étiquetage s'applique et les dates d'introduction de l'étiquetage obligatoire (ID 567)	10 novembre 2021	1	10	3
576	Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et Règlement sur la notification de cosmétiques non spéciaux (ID 576)	10 novembre 2021	4	9	3
580	Union européenne – Périodes de transition pour les LMR et les consultations internationales (ID 580)	10 novembre 2021	4	9	3
579	Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide) (ID 579)	10 novembre 2021	2	9	3
588	République de Corée – Modifications à la loi sur la promotion de l'utilisation économe et du recyclage des ressources (ID 588)	10 novembre 2021	4	8	3
594	Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (ID 594)	10 novembre 2021	3	8	3
598	Inde – Décret de 2019 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs parties (ID 598)	10 novembre 2021	2	7	3

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
602	Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (ID 602)	10 novembre 2021	2	7	3
611	Chine – Projet de mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés (ID 611)	10 novembre 2021	11	6	3
618	Pérou – Décret suprême n° 015-2019-SA modifiant le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (ID 618)	10 novembre 2021	4	6	3
609	Colombie – Aliments prioritaires en raison de leur teneur en sodium, prescriptions en matière de certification (ID 609)	10 novembre 2021	2	6	3
615	Royaume d'Arabie saoudite – Plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber/Programme de la sécurité des produits Saleem (ID 615)	10 novembre 2021	2	6	3
608	Mexique – Projet de modification de la norme officielle mexicaine NOM-051-SCFI/SSA1-2010: "Spécifications générales pour l'étiquetage des aliments et des boissons non alcooliques préemballés" (ID 608)	10 novembre 2021	1	6	3
627	Union européenne – Non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe (ID 627)	10 novembre 2021	6	5	3
620	Bangladesh – Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2019 (ID 620)	10 novembre 2021	4	5	3
630	Inde – Ordonnances sur le contrôle de la qualité de substances chimiques et pétrochimiques (ID 630)	10 novembre 2021	4	5	3
632	Inde – Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité) (IND/131); Modification des conditions (n° 2 iii) applicables aux articles relevant du chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation) (IND/143) (ID 632)	10 novembre 2021	3	5	3
633	Inde – Règlement de 2011 de la FSSAI sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Normes pour les produits alimentaires et les additifs alimentaires), et mise en œuvre du nouveau certificat vétérinaire pour les produits laitiers (ID 633)	10 novembre 2021	2	5	3
636	Australie – Prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé (ID 636)	10 novembre 2021	1	5	3

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
650	Fédération de Russie – Loi fédérale n° 468 sur la viticulture et la viticulture dans la Fédération de Russie (ID 650)	10 novembre 2021	3	4	3
651	Inde: Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM (ID 651)	10 novembre 2021	3	4	3
644	Chine – Règlement administratif sur le cryptage commercial (ID 644)	10 novembre 2021	2	4	3
646	Inde – Essai et certification des télégraphes (Règles de l'Inde (modificatives) sur la télégraphie, 2017) et phase II de l'essai et de la certification obligatoires des équipements de télécommunication, mise en œuvre des Règles indiennes (modificatives) sur la télégraphie (ID 646)	10 novembre 2021	2	4	3
649	Inde – Normes indiennes et restrictions à l'importation dans le secteur automobile (Ordonnances en matière de contrôle de la qualité): jantes, vitrages de sécurité, casques (ID 649)	10 novembre 2021	2	4	3
652	République de Corée – Révision des critères de certification de la sécurité applicables aux produits textiles pour jeunes enfants (ID 652)	10 novembre 2021	1	4	3
659	Union européenne – Prescriptions relatives à l'étiquetage du vin – liste des importateurs pour diverses destinations (ID 659)	10 novembre 2021	1	4	3
662	Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre (ID 662)	10 novembre 2021	1	4	3
663	Royaume-Uni – Prescriptions en matière d'étiquetage et de documentation pour le vin à l'issue de la période de transition du Brexit (ID 663)	10 novembre 2021	1	4	3
666	Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ID 666)	10 novembre 2021	5	3	3
667	Inde – Projet de Règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation) (ID 667)	10 novembre 2021	4	3	3
671	Inde: Décret de 2020 relatif aux appareils de réfrigération (Contrôle de la qualité) (ID 671)	10 novembre 2021	1	3	3

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
672	Thaïlande – Règlement ministériel portant sur la description, la production et les méthodes d'apposition des marques de conformité aux normes sur les produits industriels (ID 672)	10 novembre 2021	1	3	3
678	Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai, publiée le 31 janvier 2019 (ID 678)	10 novembre 2021	1	3	3
680	Union européenne – Méthodes d'essai pour les substances chimiques interdites visées par le règlement relatif aux produits cosmétiques (ID 680)	10 novembre 2021	1	3	3
681	Inde – Ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (Contrôle de la qualité) (ID 681)	10 novembre 2021	1	3	3
685	Union européenne – Projet de règlement de l'UE relatif aux batteries (mise en œuvre du Pacte vert) (ID 685)	10 novembre 2021	2	2	2
687	Fédération de Russie – Sur la sécurité des véhicules à roues (TR CU 018/2011) (ID 687)	10 novembre 2021	1	2	2
690	Union européenne – Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité (mise en œuvre du Pacte vert) (ID 690)	10 novembre 2021	1	2	2
694	Union européenne – Retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine (ID 694)	10 novembre 2021	1	2	2
696	Argentine – Obligation de fournir une déclaration assermentée avec la certification par un organisme de certification pour l'exportation de panneaux dérivés du bois (ID 696)	10 novembre 2021	1	2	2
697	Colombie – Bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant à l'étranger (ID 697)	10 novembre 2021	1	2	2
698	Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux matériaux de construction – Partie IV: Briques, tuiles, produits en céramique, appareils sanitaires et produits connexes (publié au Journal officiel le 22/03/2019) (ID 698)	10 novembre 2021	1	2	2
700	Union européenne – Uniformité des procédures et spécifications techniques applicables à la réception par type des véhicules à moteur au regard de leur système d'urgence de maintien de la trajectoire (ELKS) (ID 700)	10 novembre 2021	1	2	2
702	Émirats arabes unis – Obligation d'apposer la Marque de conformité CCG sur tous les jouets (ID 702)	10 novembre 2021	1	2	2
703	Union européenne – Phosmet (ID 703)	10 novembre 2021	1	2	2

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
718	Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia) (ID 718)	10 novembre 2021	3	1	1
724	Indonésie – Règlement gouvernemental 28 de 2021 – Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (ID 724)	10 novembre 2021	2	1	1
704	Chili – Protocole d'analyse et/ou d'essai de l'efficacité d'un produit électrique (ID 704)	10 novembre 2021	1	1	1
705	Union européenne – Projet de Règlement délégué de la Commission modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, le Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (ID 705)	10 novembre 2021	1	1	1
706	Chine – Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité (ID 706)	10 novembre 2021	1	1	1
707	Viet Nam – Projet de règlement technique national concernant le cinquième niveau d'émissions de polluants gazeux pour les véhicules automobiles neufs fabriqués, assemblés ou importés (ID 707)	10 novembre 2021	1	1	1
708	Union européenne – Projet de Règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les sources lumineuses et les appareillages séparés, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements de la Commission (CE) n° 244/2009, (CE) n° 245/2009 et (UE) n° 1194/2012 (ID 708)	10 novembre 2021	1	1	1
709	États-Unis – Programme d'économie d'énergie: procédures d'essai pour les lave-linge à usage domestique ou commercial (ID 709)	10 novembre 2021	1	1	1
710	Inde – Instruction importante concernant le programme volontaire d'étiquetage (étoiles) pour les téléviseurs à très haute définition (4K, 8K) (ID 710)	10 novembre 2021	1	1	1

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
711	Sri Lanka – Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques) (ID 711)	10 novembre 2021	1	1	1
712	Brésil – Arrêté MAPA n° 208 du 26 février 2021 – Révision du Décret n° 6.87 du 4 juin 2009 sur la normalisation, la classification, l'enregistrement, l'inspection, la production et la surveillance des boissons alcooliques (ID 712)	10 novembre 2021	1	1	1
713	Belgique – Projet de loi instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles (ID 713)	10 novembre 2021	1	1	1
714	États-Unis – Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres (ID 714)	10 novembre 2021	1	1	1
715	Pakistan – Sécurité des manèges et équipements pour fêtes foraines (ID 715)	10 novembre 2021	1	1	1
716	États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Procédures d'essai applicables aux appareils d'éclairage aux halogénures métalliques (ID 716)	10 novembre 2021	1	1	1
717	Inde – Ordonnances de 2020 (contrôle de la qualité) sur les fibres et fils chimiques suivants: fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibrilles synthétiques pour utilisation dans les matrices à base de ciment (ID 717)	10 novembre 2021	1	1	1
719	Inde – Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets plastiques (modification) (ID 719)	10 novembre 2021	1	1	1
720	Sri Lanka – Règlement de 2017 concernant les importations (normalisation et contrôle de la qualité) (ID 720)	10 novembre 2021	1	1	1
721	Guatemala – Norme technique_84-2021 relatives à l'enregistrement sanitaire des produits répulsifs destinés à un usage externe chez les humains et des produits répulsifs atmosphériques (ID 721)	10 novembre 2021	1	1	1
722	Canada – Prescriptions réglementaires relatives à l'importation et à la commercialisation de cannabis et de produits à base de cannabis destinés à un usage médicale (ID 722)	10 novembre 2021	1	1	1

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
723	France – Loi n° 2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGECE) (ID 723)	10 novembre 2021	1	1	1
725	République de Corée – Proposition de révision des règles de mise en œuvre de la Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques et des biens de consommation ainsi que de la notification concernant son fonctionnement (ID 725)	10 novembre 2021	1	1	1
726	États-Unis – Prescriptions en matière d'efficacité énergétique applicables aux lampes pour usage général (ID 726)	10 novembre 2021	1	1	1
727	Espagne – Modification du Décret royal 1521/1984 par le Secrétariat de la pêche d'Espagne (ID 727)	10 novembre 2021	1	1	1
728	Indonésie – Contingents d'importation et prescriptions concernant la certification relative aux normes nationales indonésiennes (ID 728)	10 novembre 2021	1	1	1
367	Inde – Décret de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire) (ID 367)	2 juin 2021	1	26	2
544	Viet Nam – Mesures concernant la cybersécurité (ID 544)	2 juin 2021	1	12	2
443	Brésil – Projet de décision technique n° 69 du 9 septembre 2014 portant obligation d'indiquer la composition chimique en portugais sur l'étiquette des produits d'hygiène corporelle, des cosmétiques et des parfums (ID 443)	2 juin 2021	2	9	2
606	République de Corée – Loi sur la gestion des eaux de ballast (ID 606)	2 juin 2021	1	6	2
612	Fédération de Russie – Loi n° 425 portant modification de l'article 4 de la Loi de la Fédération de Russie sur la protection des droits des consommateurs (ID 612)	2 juin 2021	1	5	2
643	Royaume d'Arabie saoudite, Royaume de Bahreïn, État du Koweït, Oman, Qatar, Yémen, Émirats arabes unis – Aliments halal pour animaux (ID 643)	2 juin 2021	2	3	2
658	Union européenne: Directive-cadre sur les déchets (ID 658)	2 juin 2021	2	3	2
654	Chili – Spécifications techniques pour la conception de l'étiquette d'efficacité énergétique pour les lave-linge (ID 654)	2 juin 2021	1	3	2
657	France – Nouvelles prescriptions législatives concernant l'indice de réparabilité des appareils électriques et électroniques (ID 657)	2 juin 2021	1	3	2

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
587	Inde – Ordonnance sur les jouets (contrôle de la qualité) de 2019 (ID 587)	2 juin 2021	1	2	1
653	États-Unis – Efficacité des corps de gicleurs (ID 653)	2 juin 2021	1	2	1
668	Royaume d'Arabie saoudite – Climatiseurs – Exigences en matière de performance énergétique minimum, d'étiquetage et d'essai applicables aux climatiseurs de faible puissance de type fenêtre ou à éléments séparés (ID 668)	2 juin 2021	1	2	2
670	États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Normes d'économie d'énergie pour les lave-vaisselle à usage domestique (ID 670)	2 juin 2021	1	2	2
679	Nigéria – Prescriptions importantes en matière d'essai et de conformité imposées par la Société générale de surveillance (SGS) pour les machines et leurs parties (ID 679)	2 juin 2021	1	2	2
683	Royaume d'Arabie saoudite – Préoccupations relatives aux pratiques d'évaluation de la conformité suivies par l'Arabie saoudite à l'endroit des produits turcs (ID 683)	2 juin 2021	1	2	2
686	Égypte – Lignes directrices réglementaires relatives à la circulation des cosmétiques et des produits cosmétiques en Égypte (ID 686)	2 juin 2021	1	1	1
688	Viet Nam – Liste des produits et marchandises potentiellement non sûrs réglementés par le Ministère de l'information et des communications (ID 688)	2 juin 2021	1	1	1
689	Équateur – Norme technico-sanitaire pour les aliments transformés, les usines de transformation, les établissements de distribution, de commercialisation et de transport d'aliments transformés et les établissements d'alimentation collective (ID 689)	2 juin 2021	1	1	1
691	République de Corée – Modification des règles particulières pour les appareils de chauffage des liquides (KC 60335-2-15) (ID 691)	2 juin 2021	1	1	1
692	Canada – Projet de règlement sur la concentration en nicotine dans les produits de vapotage (ID 692)	2 juin 2021	1	1	1
693	Chili – Modification du Règlement général relatif au système obligatoire de classification du bétail, de classement par type, de marquage et de commercialisation de la viande bovine (ID 693)	2 juin 2021	1	1	1
695	Colombie – Décret sur les biocarburants – Résolution n° 40111 du 9 avril 2021 (ID 695)	2 juin 2021	1	1	1

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
699	Union européenne – Procédures d'essai et prescriptions techniques spécifiques pour la réception par type des véhicules à moteur concernant les avertisseurs de somnolence et de perte d'attention du conducteur (ID 699)	2 juin 2021	1	1	1
701	Royaume d'Arabie saoudite – Décret sur les normes relatives aux produits d'importation (ID 701)	2 juin 2021	1	1	1
545	Chine – Catalogue des déchets solides dont l'importation en Chine est interdite (ID 545)	24 février 2021	2	11	1
553	Union européenne – Modifications apportées à la Directive 2009/28/CE relative à l'énergie produite à partir de sources renouvelables (ID 553)	24 février 2021	1	10	1
575	Union européenne – Projet de règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électronique, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, modifiant le Règlement (CE) n° 1275/2008 de la Commission et abrogeant le Règlement (CE) n° 642/2009 de la Commission (et ses annexes) (ID 575)	24 février 2021	1	7	1
592	Union européenne – Préoccupations concernant la réglementation relative aux exigences en matière d'écoconception pour divers produits dans l'UE (ID 592)	24 février 2021	1	6	1
616	Mongolie – Prescription obligatoire concernant l'enrichissement des produits agricoles en vitamines (ID 616)	24 février 2021	1	4	1
622	Inde – Projet de règles sur les produits chimiques (gestion et sécurité), 2020 (ID 622)	24 février 2021	2	3	1
586	Inde – Notification du projet de règlement sur les produits cosmétiques de 2018 portant modification de la Loi indienne sur les médicaments et les produits cosmétiques de 1940 (ID 586)	24 février 2021	1	2	1
604	Brésil – Ordonnance n° 259 du 27 mai 2019 corrigeant et actualisant les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité visant les dispositifs médicaux soumis au système de surveillance sanitaire prévu par l'Ordonnance n° 54 du 1 ^{er} février 2016 (ID 604)	24 février 2021	1	2	1
648	Mexique – Diverses mesures de l'État restreignant la vente d'aliments et de boissons aux mineurs (ID 648)	24 février 2021	1	2	1

Cote	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2020)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2020)
665	Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques – Projet de spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques; Projet de spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques; Projet de spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, Dispositions concernant la surveillance et la gestion de dentifrice (ID 665).	24 février 2021	4	1	1
669	Inde – Ordonnance sur le verre transparent et plat en feuilles (contrôle de la qualité) (ID 669)	24 février 2021	1	1	1
673	Oman – Chauffe-eau – Exigences relatives aux performances énergétiques; Lave-linge électriques – Exigences en matière de performances énergétiques et hydriques; et Réfrigérateurs, réfrigérateurs-congérateurs et congérateurs – Exigences en matière de performances, d'essai et d'étiquetage énergétiques (ID 673)	24 février 2021	1	1	1
674	Inde – Décret de 2017 sur le contrôle de la qualité de la soude caustique, 2017 (ID 674)	24 février 2021	1	1	1
675	Union européenne – Non-reconnaissance des certificats d'essai (par l'Italie et les Pays-Bas) délivrés au matériel électrique par le Central Power Research Institute (CPRI) (ID 675)	24 février 2021	1	1	1
676	Canada – Programme de vérification unique des dispositifs médicaux (MDSAP) (ID 676)	24 février 2021	1	1	1
677	Chine – Inventaire de référence répertoriant les substances chimiques produites ou importées en Chine (IECSC) au titre duquel est exigé l'enregistrement de certaines substances chimiques destinées à l'importation et non notifiées à l'OMC (ID 677)	24 février 2021	1	1	1
682	Maroc – Exigences en matière d'essai applicables au verre automobile (ID 682)	24 février 2021	1	1	1
684	Turquie: Règlement sur l'écoconception (ID 684)	24 février 2021	1	1	1
Total					257

E. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2021

Le tableau ci-après fournit des détails supplémentaires sur les nouvelles préoccupations commerciales spécifiques soulevées en 2021.

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Arabie saoudite, Royaume d'	Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ID 666)	Prévention des pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Substances dangereuses; Codes du SH: 8443, 8471, 8472, 8504, 8517, 8518, 8519, 8521, 8523, 8523, 8526, 8527, 8528, 8529, 8531, 8543, 8544, 9108, 8421, 8422, 8443, 8450, 8501, 8508, 8509, 8516, 8536, 8539, 8544, 9405, 8414, 8450, 8504, 8508, 8516, 8536	Chine UE Japon Royaume-Uni États-Unis d'Amérique
Arabie saoudite, Royaume d'	Royaume d'Arabie saoudite: Climatiseurs – Exigences en matière de performance énergétique minimum, d'étiquetage et d'essai applicables aux climatiseurs de faible puissance de type fenêtre ou à éléments séparés (ID 668)	Information des consommateurs, étiquetage; harmonisation; protection de l'environnement	Ventilateurs et climatiseurs (ICS 23.120); Pompes à chaleur (ICS 27.080)	Corée
Arabie saoudite, Royaume d'	Royaume d'Arabie saoudite – Préoccupations relatives aux pratiques d'évaluation de la conformité suivies par l'Arabie saoudite à l'endroit des produits turcs (ID 683)	Non précisé	Non précisé	Turquie
Arabie saoudite, Royaume d'	Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux matériaux de construction – Partie IV: Briques, tuiles, produits en céramique, appareils sanitaires et produits connexes (publié au Journal officiel le 22/03/2019) (ID 698)	Information des consommateurs, étiquetage; Prévention des pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; Protection de la vie ou de la santé des animaux et préservation des végétaux; Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; Protection de l'environnement; Exigences en matière de qualité; Réduction des obstacles au commerce et facilitation des échanges	Briques, tuiles, produits en céramique, appareils sanitaires	Union européenne

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Arabie saoudite, Royaume d'	Royaume d'Arabie saoudite: Décret sur les normes relatives aux produits d'importation (ID 701)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Non précisé	Inde
Argentine	Argentine – Obligation de fournir une déclaration assermentée avec la certification par un organisme de certification pour l'exportation de panneaux dérivés du bois (ID 696)	Information des consommateurs, étiquetage; prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement; exigences en matière de qualité	Mobilier en général; Autres meubles et leurs parties (SH 9403)	Inde
Brésil	Brésil – Arrêté MAPA n° 208 du 26 février 2021 – Révision du Décret n° 6.87 du 4 juin 2009 sur la normalisation, la classification, l'enregistrement, l'inspection, la production et la surveillance des boissons alcooliques (ID 712)	Information des consommateurs, étiquetage; prévention des pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres (chapitre 22 du SH); Boissons (ICS 67.160)	Union européenne
Canada	Canada – Programme de vérification unique des dispositifs médicaux (MDSAP) (ID 676)	Non précisé	Dispositifs médicaux	Chine
Canada	Canada: Projet de règlement sur la concentration en nicotine dans les produits de vapotage (ID 692)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Produits de vapotage comprenant les cigarettes électroniques et les liquides à vapoter; Tabac, produits du tabac et équipements connexes (ICS 65.160)	Japon
Canada	Canada – Prescriptions réglementaires relatives à l'importation et à la commercialisation de cannabis et de produits à base de cannabis destinés à un usage médicale (ID 722)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Cannabis et produits à base de cannabis destinés à un usage médicale	Colombie
Chili	Chili – Modification du Règlement général relatif au système obligatoire de classification du bétail, de classement par type, de marquage et de commercialisation de la viande bovine (ID 693)	Information des consommateurs, étiquetage; exigences en matière de qualité	Viandes des animaux de l'espèce bovine	Brésil

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Chili	Chili – Protocole d'analyse et/ou d'essai de l'efficacité d'un produit électrique (ID 704)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; exigences en matière de qualité	Appareils lave-linge/sèche-linge à usage domestique	Corée
Chine	Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques – Projet de spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques; Projet de spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément de nouveaux ingrédients cosmétiques; Projet de spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, Dispositions concernant la surveillance et la gestion de dentifrice (ID 665).	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Cosmétiques	Australie Japon Corée États-Unis d'Amérique
Chine	Chine – Inventaire de référence répertoriant les substances chimiques produites ou importées en Chine (IECSC) au titre duquel est exigé l'enregistrement de certaines substances chimiques destinées à l'importation et non notifiées à l'OMC (ID 677)	Protection de l'environnement	Certaines substances chimiques	Inde
Chine	Chine – Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité (ID 706)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs (Chapitre 85 du SH; ICS: 29.220.99)	Corée
Colombie	Colombie – Décret sur les biocarburants – Résolution n° 40111 du 9 avril 2021 (ID 695)	Autres	Biocarburants	Union européenne

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Colombie	Colombie – Bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant à l'étranger (ID 697)	Information des consommateurs, étiquetage; prévention des pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de la santé ou de la sécurité des personnes; exigences en matière de qualité	Boissons alcooliques; Boissons, liquides alcooliques et vinaigres (chapitre 22 du SH)	Union européenne
Corée, République de	République de Corée – Modification des règles particulières pour les appareils de chauffage des liquides (KC 60335-2-15) (ID 691)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Appareils pour le chauffage de liquides	Chine
Corée, République de	République de Corée – Proposition de révision des règles de mise en œuvre de la Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques et des biens de consommation ainsi que de la notification concernant son fonctionnement (ID 725)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Appareils électriques et produits de consommation	Chine
Égypte	Égypte – Lignes directrices réglementaires relatives à la circulation des cosmétiques et des produits cosmétiques en Égypte (ID 686)	Harmonisation	Cosmétiques	Union européenne
Égypte	Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia) (ID 718)	Information des consommateurs; étiquetage	Aliments halal	Canada Union européenne États-Unis d'Amérique
Émirats arabes unis	Émirats arabes unis – Obligation d'apposer la Marque de conformité CCG sur tous les jouets (ID 702)	Non précisé	Jouets	Inde
Équateur	Équateur – Norme technico-sanitaire pour les aliments transformés, les usines de transformation, les établissements de distribution, de commercialisation et de transport d'aliments transformés et les établissements d'alimentation collective. (ID 689)	Information du consommateur, étiquetage; prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Aliments transformés	États-Unis d'Amérique

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
États-Unis d'Amérique	États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Normes d'économie d'énergie pour les lave-vaisselle à usage domestique (ID 670)	Information des consommateurs, étiquetage; protection de l'environnement	Lave-vaisselle à usage domestique	Chine
États-Unis d'Amérique	États-Unis – Programme d'économie d'énergie: procédures d'essai pour les lave-linge à usage domestique ou commercial (ID 709)	Protection de l'environnement	Lave-linge à usage domestique. Équipements de blanchisserie (ICS 97.060); Machines à laver le linge, même avec dispositif de séchage (SH 8450)	Chine
États-Unis d'Amérique	États-Unis – Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres (ID 714)	Exigences de sécurité nationale; prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs.	Procédures d'autorisation d'appareils; Radiocommunications (ICS 33.060).	Chine
États-Unis d'Amérique	États-Unis – Programme d'économie d'énergie: Procédures d'essai applicables aux appareils d'éclairage aux halogénures métalliques (ID 716)	Information des consommateurs, étiquetage; prévention des pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de l'environnement; exigences en matière de qualité	Appareils d'éclairage aux halogénures métalliques; qualité (ICS 03.120); P protection de l'environnement (ICS 13.020); procédures et conditions d'essai en général (ICS 19.020); lampes et accessoires (ICS 29.140)	Chine
États-Unis d'Amérique	États-Unis – Prescriptions en matière d'efficacité énergétique applicables aux lampes pour usage général (ID 726)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de l'environnement	Programme d'économie d'énergie: Exigences de référence applicables aux lampes pour usage général; protection de l'environnement (ICS 13.020); lampes et accessoires (ICS 29.140)	Chine
Fédération de Russie	Fédération de Russie – Sur la sécurité des véhicules à roues (TR CU 018/2011) (ID 687)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Véhicules à roues, parties de véhicules à roues	Corée
Guatemala	Guatemala – Norme technique 84-2021 relatives à l'enregistrement sanitaire des produits répulsifs destinés à un usage externe chez les humains et des produits répulsifs atmosphériques (ID 721)	Non précisé	Produits répulsifs atmosphériques	Mexique

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Inde	Inde – Projet de Règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation) (ID 667)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; exigences en matière de qualité	Produits alimentaires	Union européenne Mexique Taïpei chinois États-Unis d'Amérique
Inde	Inde – Ordonnance sur le verre transparent et plat en feuilles (contrôle de la qualité) (ID 669)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement; Autres	Verres de sécurité	Corée
Inde	Inde – Décret de 2020 relatif aux appareils de réfrigération (Contrôle de la qualité) (ID 671)	Protection de l'environnement; exigences en matière de qualité	Appareils de réfrigération	Corée
Inde	Inde – Décret de 2017 sur le contrôle de la qualité de la soude caustique, 2017 (ID 674)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Soude caustique	Taïpei chinois
Inde	Inde – Ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (Contrôle de la qualité) (ID 681)	Protection de l'environnement; exigences en matière de qualité	Papier pour copieur ordinaire	Indonésie
Inde	Inde – Instruction importante concernant le programme volontaire d'étiquetage (étoiles) pour les téléviseurs à très haute définition (4K, 8K) (ID 710)	Protection de l'environnement	Téléviseurs	Corée
Inde	Inde – Ordonnances de 2020 (contrôle de la qualité) sur les fibres et fils chimiques suivants: fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibrilles synthétiques pour utilisation dans les matrices à base de ciment (ID 717)	Prévention des pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	IS 17265: 2019, fils de polyester filés gris et blanc 100% polyester (contrôle de la qualité) (codes du SH 55092100 et 5590220) IS 17264: 2019 fils de polyester industriels (codes du SH 54022010 et 54022090) IS 17261: 2019 fil de polyester complètement étiré, en fibre continue (contrôle de la qualité) (code du SH 54024700) IS 17262: 2019 Fils de polyester partiellement orientés (code du SH 54024600) IS 17263: 2019 Fibres discontinues de polyester (code du SH 55032000) IS 16481: 2016 microfibrilles synthétiques pour utilisation dans les matrices à base de ciment (code du SH 55032000)	Corée

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Inde	Inde – Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets plastiques (modification) (ID 719)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Déchets plastiques	Corée
Indonésie	Indonésie – Règlement gouvernemental 28 de 2021 – Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (ID 724)	Non précisé	Non précisé	Union européenne États-Unis d'Amérique
Indonésie	Indonésie – Contingents d'importation et prescriptions concernant la certification relative aux normes nationales indonésiennes (ID 728)	Non précisé	Non précisé	Chine
Maroc	Maroc – Exigences en matière d'essai applicables au verre automobile (ID 682)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Verre automobile	Chine
Mexique	Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai, publiée le 31 janvier 2019 (ID 678)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Fromages	États-Unis d'Amérique
Nigéria	Nigéria – Prescriptions importantes en matière d'essai et de conformité imposées par la Société générale de surveillance (SGS) pour les machines et leurs parties (ID 679)	Non précisé	Tous produits	Inde
Oman	Oman: Chauffe-eau – Exigences relatives aux performances énergétiques; Lave-linge électriques – Exigences en matière de performances énergétiques et hydriques; et Réfrigérateurs, réfrigérateurs-congérateurs et congérateurs – Exigences en matière de performances, d'essai et d'étiquetage énergétiques (ID 673)	Protection de l'environnement; autre	Chauffe-eau, lave-linge électriques, réfrigérateurs, réfrigérateurs-congérateurs	Corée
Pakistan	Pakistan – Sécurité des manèges et équipements pour fêtes foraines (ID 715)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Manèges et équipements pour fêtes foraines	États-Unis d'Amérique

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Sri Lanka	Sri Lanka – Règlement national n° 1 de 2021 sur l'environnement (normes d'identification des matières plastiques) (ID 711)	Non précisé	Matières plastiques	États-Unis d'Amérique
Sri Lanka	Sri Lanka – Règlement de 2017 concernant les importations (normalisation et contrôle de la qualité) (ID 720)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Huile de palme	Indonésie
Thaïlande	Thaïlande: Règlement ministériel portant sur la description, la production et les méthodes d'apposition des marques de conformité aux normes sur les produits industriels (ID 672)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Produits industriels	États-Unis d'Amérique
Turquie	Turquie – Règlement sur l'écoconception (ID 684)	Protection de l'environnement	Réfrigérateurs, lave-linges, lave-vaisselles et dispositifs d'affichage	Corée
Union européenne	Union européenne – Non-reconnaissance des certificats d'essai (par l'Italie et les Pays-Bas) délivrés au matériel électrique par le Central Power Research Institute (CPRI) (ID 675)	Non précisé	Équipements électriques	Inde
Union européenne	Union européenne – Méthodes d'essai pour les substances chimiques interdites visées par le règlement relatif aux produits cosmétiques (ID 680)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Cosmétiques. Produits d'hygiène corporelle (ICS 71.100.70)	Chine
Union européenne	Union européenne – Projet de règlement de l'UE relatif aux batteries (mise en œuvre du Pacte vert) (ID 685)	Protection de l'environnement	Batteries et déchets de batteries; Déchets (ICS 13.030), Piles galvaniques et accumulateurs (ICS 29.220)	Chine Fédération de Russie
Union européenne	Union européenne – Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité (mise en œuvre du Pacte vert) (ID 690)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Substances chimiques	Fédération de Russie
Union européenne	Union européenne – Retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine (ID 694)	Protection de la vie ou de la santé des animaux et préservation des végétaux; protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Alpha-cyperméthrine	Brésil

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Union européenne	Union européenne – Procédures d'essai et prescriptions techniques spécifiques pour la réception par type des véhicules à moteur concernant les avertisseurs de somnolence et de perte d'attention du conducteur (ID 699)	Autres; protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Véhicules automobiles des catégories M et N; Véhicules routiers en général (ICS 43.020)	Chine
Union européenne	Union européenne – Uniformité des procédures et spécifications techniques applicables à la réception par type des véhicules à moteur au regard de leur système d'urgence de maintien de la trajectoire (ELKS) (ID 700)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Voitures particulières et véhicules utilitaires légers (véhicules à moteur des catégories M1 et N1); Véhicules routiers en général (ICS 43.020)	Chine
Union européenne	Union européenne – Phosmet (ID 703)	Protection de la vie ou de la santé des animaux et préservation des végétaux; protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement	Phosmet	Chili
Union européenne	Union européenne – Projet de Règlement délégué de la Commission modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, le Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (ID 705)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; protection de l'environnement; Autres	Substances dangereuses; Produits de l'industrie chimique (ICS 71.100)	Taipei chinois
Union européenne	Union européenne – Projet de Règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les sources lumineuses et les appareillages séparés, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements de la Commission (CE) n° 244/2009, (CE) n° 245/2009 et (UE) n° 1194/2012 (ID 708)	Protection de l'environnement	Produits d'éclairage	Corée

Membres visés par les PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Union européenne; Belgique	Belgique – Projet de loi instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles (ID 713)	Impératifs de la sécurité nationale; prévention des pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Électronique (domaine 31 de l'ICS), Télécommunication. Techniques audio et vidéo (domaine 33 de l'ICS), Technologies de l'information. Machines de bureau (domaine 35 de l'ICS).	Chine
Union européenne; Espagne	Espagne – Modification du Décret royal 1521/1984 par le Secrétariat de la pêche d'Espagne (ID 727)	Non précisé	Moules	Chili
Union européenne; France	France – Loi n° 2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC) (ID 723)	Protection de l'environnement	Huile minérale dans les encres d'imprimerie sur les matériaux d'emballage	Corée
Viet Nam	Viet Nam – Liste des produits et marchandises potentiellement non sûrs réglementés par le Ministère de l'information et des communications (ID 688)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes; exigences en matière de qualité	Non précisé	Corée
Viet Nam	Viet Nam – Projet de règlement technique national concernant le 5 ^{ème} niveau d'émissions de polluants gazeux pour les véhicules automobiles neufs fabriqués, assemblés ou importés (ID 707)	Protection de l'environnement; exigences en matière de qualité	Véhicules automobiles fabriqués et assemblés; véhicules routiers (domaine 43 de l'ICS)	Thaïlande

F. Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2

L'article 15.2 de l'Accord OTC dispose que:

"Dans les moindres délais après la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, chaque Membre informera le Comité des mesures qui sont en vigueur ou qu'il aura prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration du présent accord. Il notifiera aussi au Comité toute modification ultérieure de ces mesures."

Le tableau ci-après contient une liste des Membres ayant présenté une communication concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2 depuis 1995. À ce jour, 145 Membres ont présenté au moins une communication.

Membre	Document	Date
Afghanistan	G/TBT/2/Add.126	11 juin 2018
Afrique du Sud	G/TBT/2/Add.60	14 juillet 2000
	G/TBT/2/Add.60/Rev.1	14 mars 2012
	G/TBT/2/Add.60/Rev.2	14 avril 2016
Albanie	G/TBT/2/Add.99	15 mai 2008
Antigua-et-Barbuda	G/TBT/2/Add.66	7 mars 2002
Arabie saoudite, Royaume d'	G/TBT/2/Add.89	19 mai 2006
Argentine	G/TBT/2/Add.21	4 septembre 1996
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.1	11 février 1999
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.2	20 avril 1999
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.3	29 août 2003
Arménie	G/TBT/2/Add.75	6 août 2003
	G/TBT/2/Add.75/Rev.1	10 août 2004
Australie	G/TBT/2/Add.8	31 mai 1996
	G/TBT/2/Add.8/Rev.1	29 mai 2001
	G/TBT/2/Add.8/Rev.1/Suppl.1	21 juin 2001
Bahreïn, Royaume de	G/TBT/2/Add.19	2 août 1996
Bangladesh	G/TBT/2/Add.88	19 mai 2006
Barbade	G/TBT/2/Add.48	24 septembre 1998
Belize	G/TBT/2/Add.104	20 août 2010
Bolivie, État plurinational de	G/TBT/2/Add.43	20 janvier 1998
	G/TBT/2/Add.43/Suppl.1	18 septembre 1998
Botswana	G/TBT/2/Add.97	30 octobre 2007
Bésil	G/TBT/2/Add.26	29 octobre 1996
	G/TBT/2/Add.26/Rev.1	28 octobre 2002
	G/TBT/2/Add.26/Rev.1/Suppl.1	18 décembre 2002
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2	26 juin 2003
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2/Suppl.1	7 juillet 2003
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2/Suppl.2	6 novembre 2006
Brunéi Darussalam	G/TBT/2/Add.119	24 octobre 2016
Bulgarie	G/TBT/2/Add.32	23 mai 1997
	G/TBT/2/Add.32/Rev.1	12 octobre 2000
	G/TBT/2/Add.32/Rev.2	16 juillet 2003
	G/TBT/2/Add.32/Rev.3	15 décembre 2006
Burkina Faso	G/TBT/2/Add.130	18 juin 2020
Burundi	G/TBT/2/Add.18	25 juillet 2016
Cambodge	G/TBT/2/Add.103	12 juillet 2010
Canada	G/TBT/2/Add.6	4 juin 1996
	G/TBT/2/Add.6/Rev.1	9 septembre 2002
	G/TBT/2/Add.6/Rev.2	4 juillet 2007
	G/TBT/2/Add.6/Rev.3	17 juin 2014
	G/TBT/2/Add.6/Rev.4	18 février 2019
Chili	G/TBT/2/Add.16	22 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.16/Suppl.1	19 avril 1999
	G/TBT/2/Add.16/Suppl.2	24 novembre 2003
	G/TBT/2/Add.16/Rev.1	16 mars 2006
Chine	G/TBT/2/Add.65	29 janvier 2002
Chypre	G/TBT/2/Add.46	27 février 1998
Colombie	G/TBT/2/Add.18	29 août 1996
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1	5 juillet 2005
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2	10 mai 2007
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2/Suppl.1	13 mars 2008

Membre	Document	Date
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2/Suppl.2	18 septembre 2008
	G/TBT/2/Add.18/Rev.3	30 octobre 2009
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1/Suppl.1	9 janvier 2012
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1/Suppl.2	12 octobre 2015
Corée, République de	G/TBT/2/Add.28	12 novembre 1996
Costa Rica	G/TBT/2/Add.51	12 avril 1999
	G/TBT/2/Add.51/Suppl.1	10 mars 2003
Côte d'Ivoire	G/TBT/2/Add.127	15 janvier 2020
	G/TBT/2/Add.127/Suppl.1	12 mars 2020
Croatie	G/TBT/2/Add.73	24 janvier 2003
	G/TBT/2/Add.73/Rev.1	10 mai 2011
Cuba	G/TBT/2/Add.13/Rev.1	14 mars 2011
Dominique	G/TBT/2/Add.62	28 février 2001
Égypte	G/TBT/2/Add.34/Rev.1	8 octobre 2009
	G/TBT/2/Add.34/Rev.2	22 octobre 2018
El Salvador	G/TBT/2/Add.78	22 mars 2004
	G/TBT/2/Add.78/Suppl.1	8 décembre 2008
Émirats arabes unis	G/TBT/2/Add.96	11 septembre 2007
	G/TBT/2/Add.96/Rev.1	8 juin 2021
Équateur	G/TBT/2/Add.101	22 juin 2009
Estonie	G/TBT/2/Add.58	16 mars 2000
	G/TBT/2/Add.58/Rev.1	1 mars 2001
	G/TBT/2/Add.58/Rev.2	10 décembre 2001
Eswatini	G/TBT/2/Add.35	22 juillet 1997
États-Unis d'Amérique	G/TBT/2/Add.2	19 février 1996
Fédération de Russie	G/TBT/2/Add.109	11 octobre 2012
Fidji	G/TBT/2/Add.90	12 septembre 2006
Gabon	G/TBT/2/Add.121	5 avril 2017
Géorgie	G/TBT/2/Add.81	15 octobre 2004
	G/TBT/2/Add.81/Rev.1	28 septembre 2011
	G/TBT/2/Add.81/Rev.2	8 octobre 2012
	G/TBT/2/Add.81/Rev.3	3 décembre 2019
Ghana	G/TBT/2/Add.76	29 octobre 2003
	G/TBT/2/Add.76/Rev.1	2 juin 2008
Grenade	G/TBT/2/Add.67	12 mars 2002
Guatemala	G/TBT/2/Add.102	24 février 2010
Guinée-Bissau	G/TBT/2/Add.92	24 novembre 2006
Honduras	G/TBT/2/Add.50	22 octobre 1998
Hong Kong, Chine	G/TBT/2/Add.1	29 janvier 1996
Hongrie	G/TBT/2/Add.41	21 octobre 1997
Inde	G/TBT/2/Add.56	22 octobre 1999
Indonésie	G/TBT/2/Add.3	22 mars 1996
	G/TBT/2/Add.3/Rev.1	18 mai 2004
	G/TBT/2/Add.3/Rev.2	15 mai 2008
	G/TBT/2/Add.3/Rev.3	12 novembre 2009
	G/TBT/2/Add.3/Rev.4	20 août 2010
	G/TBT/2/Add.3/Rev.5	1 mars 2017
Islande	G/TBT/2/Add.55	1 juin 1999
	G/TBT/2/Add.55/Suppl.1	11 juillet 2000
Israël	G/TBT/2/Add.72	23 janvier 2003
	G/TBT/2/Add.72/Suppl.1	18 janvier 2008
	G/TBT/2/Add.72/Suppl.2	3 décembre 2010
Jamaïque	G/TBT/2/Add.57	22 juillet 1999
Japon	G/TBT/2/Add.10	11 juin 1996
	G/TBT/2/Add.10/Rev.1	31 octobre 2016
Jordanie	G/TBT/2/Add.61	18 octobre 2000
Kazakhstan	G/TBT/2/Add.116	4 mars 2016
Kenya	G/TBT/2/Add.86	28 avril 2005
	G/TBT/2/Add.86/Suppl.1	2 juin 2005
	G/TBT/2/Add.86/Rev.1	16 février 2015
	G/TBT/2/Add.86/Rev.2	1 ^{er} octobre 2019
Koweït, État du	G/TBT/2/Add.105	6 avril 2011
Lettonie	G/TBT/2/Add.52	13 avril 1999
Libéria	G/TBT/2/Add.125	6 septembre 2017
	G/TBT/2/Add.125/Rev.1	25 septembre 2017
Liechtenstein	G/TBT/2/Add.36	6 août 1997
Lituanie	G/TBT/2/Add.64	4 octobre 2001
Macao, Chine	G/TBT/2/Add.30	23 décembre 1996
Madagascar	G/TBT/2/Add.80	3 août 2004

Membre	Document	Date
Malaisie	G/TBT/2/Add.9	12 juin 1996
	G/TBT/2/Add.9/Rev.1	29 octobre 2004
	G/TBT/2/Add.9/Rev.2	8 juillet 2010
	G/TBT/2/Add.9/Rev.3	5 juin 2012
Malawi	G/TBT/2/Add.93	2 août 2007
Mali	G/TBT/2/Add.113	15 avril 2014
Maroc	G/TBT/2/Add.39	6 août 1997
Maurice	G/TBT/2/Add.40	17 septembre 1997
Mexique	G/TBT/2/Add.14	19 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.14/Suppl.1	28 octobre 2008
Moldova, République de	G/TBT/2/Add.68	15 mars 2002
	G/TBT/2/Add.68/Suppl.1	10 octobre 2006
Mongolie	G/TBT/2/Add.44	29 janvier 1998
	G/TBT/2/Add.44/Rev.1	21 décembre 2007
Monténégro	G/TBT/2/Add.110	18 mars 2013
Mozambique	G/TBT/2/Add.107	22 juillet 2011
Myanmar	G/TBT/2/Add.129	21 février 2020
Namibie	G/TBT/2/Add.42	9 décembre 1997
	G/TBT/2/Add.108	16 mars 2012
Népal	G/TBT/2/Add.122	1 ^{er} juin 2017
Nicaragua	G/TBT/2/Add.82	25 octobre 2004
Niger	G/TBT/2/Add.95	10 septembre 2007
Nigéria	G/TBT/2/Add.20	2 août 1996
	G/TBT/2/Add.25	29 octobre 1996
Norvège	G/TBT/2/Add.15	15 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.15/Rev.1	26 juin 1997
Nouvelle-Zélande	G/TBT/2/Add.24	11 octobre 1996
Nouvelle-Zélande	G/TBT/2/Add.84	22 février 2005
Oman	G/TBT/2/Add.63	12 avril 2001
Ouganda	G/TBT/2/Add.23	8 octobre 1996
	G/TBT/2/Add.23/Suppl.1	12 avril 2006
Pakistan	G/TBT/2/Add.45	12 février 1998
Panama	G/TBT/2/Add.53	7 mai 1999
	G/TBT/2/Add.53/Corr.1	14 octobre 1999
Papouasie-Nouvelle-Guinée	G/TBT/2/Add.77	5 mars 2004
	G/TBT/2/Add.77/Rev.1	27 octobre 2006
Paraguay	G/TBT/2/Add.91	29 septembre 2006
	G/TBT/2/Add.91/Rev.1	1 ^{er} juillet 2008
Pérou	G/TBT/2/Add.91/Rev.2	1 ^{er} avril 2010
	G/TBT/2/Add.29	23 décembre 1996
	G/TBT/2/Add.29/Suppl.1	14 septembre 2007
	G/TBT/2/Add.29/Rev.1	1 ^{er} octobre 2007
Philippines	G/TBT/2/Add.29/Rev.2	3 décembre 2008
	G/TBT/2/Add.11	11 juin 1996
Pologne	G/TBT/2/Add.11/Rev.1	6 novembre 2017
	G/TBT/2/Add.31	18 février 1997
Qatar	G/TBT/2/Add.31/Rev.1	24 mars 1997
	G/TBT/2/Add.87	27 février 2006
République démocratique du Congo	G/TBT/2/Add.79	15 juillet 2004
République démocratique populaire lao	G/TBT/2/Add.111	20 novembre 2013
République dominicaine	G/TBT/2/Add.74	30 juin 2003
République kirghize	G/TBT/2/Add.59	16 mars 2000
République slovaque	G/TBT/2/Add.4	26 mars 1996
République tchèque	G/TBT/2	8 novembre 1995
	G/TBT/2/Suppl.1	21 juin 2001
Roumanie	G/TBT/2/Add.17	2 août 1996
	G/TBT/2/Add.17/Corr.1	11 septembre 1996
Royaume-Uni	G/TBT/2/Add.128	21 février 2020
	G/TBT/2/Add.128/Suppl.1	12 mars 2020
Rwanda	G/TBT/2/Add.85	24 février 2005
	G/TBT/2/Add.85/Rev.1	7 janvier 2015
Saint-Kitts-et-Nevis	G/TBT/2/Add.123	30 juin 2017
Saint-Vincent-et-les Grenadines	G/TBT/2/Add.71	10 décembre 2002
Sainte-Lucie	G/TBT/2/Add.37	6 août 1997
Samoa	G/TBT/2/Add.124	14 juillet 2017
Sénégal	G/TBT/2/Add.115	9 octobre 2015
Seychelles	G/TBT/2/Add.114	25 septembre 2015
Sierra Leone	G/TBT/2/Add.83	16 décembre 2004

Membre	Document	Date
Singapour	G/TBT/2/Add.25/Rev.1	27 août 2007
Slovénie	G/TBT/2/Add.5	28 mars 1996
	G/TBT/2/Add.5/Suppl.1	18 août 1999
	G/TBT/2/Add.5/Suppl.2	1 novembre 2001
Sri Lanka	G/TBT/2/Add.27	8 novembre 1996
	G/TBT/2/Add.27/Rev.1	1 avril 2015
Suisse	G/TBT/2/Add.7	14 juin 1996
	G/TBT/2/Add.7/Rev.1	14 février 2008
	G/TBT/2/Add.7/Rev.2	16 mai 2014
Tadjikistan	G/TBT/2/Add.112	17 mars 2014
Taipei chinois	G/TBT/2/Add.69	11 juillet 2002
	G/TBT/2/Add.69/Rev.1	20 juin 2018
Tanzanie	G/TBT/2/Add.94	31 août 2007
	G/TBT/2/Add.94/Rev.1	28 octobre 2010
Thaïlande	G/TBT/2/Add.38	6 août 1997
	G/TBT/2/Add.84/Rev.1	9 novembre 2012
Trinité-et-Tobago	G/TBT/2/Add.47	13 juillet 1998
	G/TBT/2/Add.47/Rev.1	19 octobre 2015
Tunisie	G/TBT/2/Add.22	26 novembre 1996
Turquie	G/TBT/2/Add.33	18 juin 1997
	G/TBT/2/Add.33/Rev.1	9 novembre 2011
Ukraine	G/TBT/2/Add.100	30 mai 2008
	G/TBT/2/Add.100/Rev.1	10 mai 2011
	G/TBT/2/Add.100/Rev.2	20 avril 2012
	G/TBT/2/Add.100/Rev.3	8 avril 2013
	G/TBT/2/Add.100/Rev.4	3 avril 2014
	G/TBT/2/Add.100/Rev.5	10 avril 2015
	G/TBT/2/Add.100/Rev.6	8 avril 2016
	G/TBT/2/Add.100/Rev.7	17 février 2017
	G/TBT/2/Add.100/Rev.8	1 ^{er} mars 2018
Union européenne	G/TBT/2/Add.12	27 juin 1996
	G/TBT/2/Add.12/Suppl.1	4 mars 1997
	G/TBT/2/Add.12/Rev.1	1 juillet 1998
	G/TBT/2/Add.12/Rev.2	5 novembre 1999
	G/TBT/2/Add.12/Rev.3	18 octobre 2005
	G/TBT/2/Add.12/Rev.3/Suppl.1	22 novembre 2006
Uruguay	G/TBT/2/Add.54	26 mai 1999
Vanuatu	G/TBT/2/Add.117	22 juillet 2016
Venezuela, République bolivarienne du	G/TBT/2/Add.70	10 septembre 2002
Viet Nam	G/TBT/2/Add.98	6 novembre 2007
	G/TBT/2/Add.98/Rev.1	20 février 2009
	G/TBT/2/Add.98/Rev.2	12 septembre 2012
Yémen	G/TBT/2/Add.120	25 novembre 2016
Zambie	G/TBT/2/Add.106	28 juin 2011
Zimbabwe	G/TBT/2/Add.49	28 septembre 1998